LA VIE
NTELLECTUELLE

V. L. : O Nuit bienheureuse.

R. PALANQUE : Les rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la France contemporaine.

J. DUMONTIER : Le problème social est mal posé.

G. LEBRUN-KERIS : L'Inde et le Communisme.

R. DE VAUX : Les manuscrits de la mer Morte et les origines chrétiennes.

L. HARDOUIN : Problèmes religieux en Yougoslavie.

J. NOBECOURT : Martin Niemöller et la paix.

M. CHAVARDES : Grandeurs et frontières du surréalisme.

LES SIGNES DU TEMPS

Réarmement et indépendance.
Transfert de main-d'œuvre.
Problèmes agricoles français.
Vers un Maroc neuf.
La nouvelle crise tchécoslovaque.
Un colloque sur les machines « cerveaux ».
Débat amical sur l'amour des ennemis.
Constance d'André Gide.
L'artiste en face de la société.

ARTS. LIVRES. THEATRE. CINEMA

UE MENSUELLE

AVRIL 1951

S ÉDITIONS DU CERF_PARIS

SOMMAIRE

V. I. : **O Nuit bienheureuse**..... 1

R. PALANQUE : **Les rapports de l'Eglise et de l'Etat dans la France contemporaine** 4

J. DUMONTIER : **Le problème social est mal posé.** 22

G. LEBRUN-KÉRIS : **L'Inde et le Communisme**..... 40

NOTES ET CHRONIQUES

R. DE VAUX : **Les manuscrits de la mer Morte et les origines chrétiennes**..... 60

L. HARDOUIN : **Problèmes religieux en Yougoslavie** 71

J. NOBÉCOURT : **Martin Niemöller et la paix**.... 78

M. CHAVARDÈS : **Grandeurs et frontières du surréalisme** 91

LES SIGNES DU TEMPS

Réarmement et indépendance (P. Bauchet). 104
Transfert de main-d'œuvre (C. Savouillan) 110
Problèmes agricoles français (G. Coutin) 113
La nouvelle crise tchécoslovaque (J. Schwoebel) 114
Vers un Maroc neuf (G. Luzy) 120
Un colloque sur les machines « cerveaux » (A. Lichnerowicz). 124
Azimuths (A.-Z. Serrand) 128
Débat amical sur l'amour des ennemis (V. I.) 134

PORTRAIT

H. Rambaud : Constance d'André Gide 138

ARTS ET LIVRES

Un faux problème : Art ou témoignage (R. Vrinat) 142
L'artiste en face de la société (Ph. Secretan) 145
Le suicide du roman (G. Venaissin) 149

THÉATRE

Chronique (H. Gouhier) 153

CINÉMA

Trois films à sujet religieux : Les Sœurs casse-cou — Maître après Dieu — Onze Fioretti de saint François d'Assise (J.-P. Chartier) 156

O nuit bienheureuse

Pâques a connu cette année une joie nouvelle : l'Office de la Résurrection a été célébré dans la nuit. Vraiment, diront certains, comment accorder tant d'importance à une décision de pur rite ou même de rubrique?

Mais c'est qu'il s'agit bien de rubrique! L'autorisation accordée fut une conquête du peuple chrétien et de sa foi. Il y a cinquante ans, qui songeait en France à aller à l'office du samedi saint? On laissait ces interminables cérémonies aux chanoines de service. Mais des jeunes, aujourd'hui adultes, retrouvèrent avec la communion fréquente le goût de la liturgie. On est retourné progressivement aux offices des trois jours saints; du jour où fut comprise la signification du feu nouveau, du cierge pascal, de la longue veillée qui prépare les catéchumènes à ressusciter avec le Christ, le peuple chrétien souhaita retrouver la vérité des gestes requis par les sacrements de la foi : dans la nuit, la lumière du Christ retrouve sa signification et sa splendeur.

Mais ce désir n'était-il pas fantaisie passagère, simple goût pour l'archéologie? Ainsi craignaient, comme feraient des parents sages, ceux qui ont autorité dans l'Église. Les chrétiens avancèrent alors raison plus convaincante : comment assister nombreux à un office célébré tôt le matin? Beaucoup travaillent encore, et les

autres ont besoin de repos; tandis que le soir regrouperait ceux qui se préparent à célébrer joyeusement Pâques. L'argument toucha les parents sages; mais ils éprouvèrent par l'attente la demande des enfants impatients. L'épreuve réussit; la demande venait du fond du cœur chrétien, ou plutôt de l'Esprit qui crie en nous : « Père! ». Le Feu et le Cierge ont illuminé cette année la Nuit qui semblait sans espoir.

Retrouver la nuit de Pâques est un gain. C'est une importante étape dans la reconquête de la vérité des gestes qui affirment la foi. C'est un bénéfice pour notre foi.

Combien nous aide à le comprendre la méfiance bienfaisante de l'Église à l'égard de ce qui serait simple souci archéologique. L'essentiel n'est pas de célébrer Pâques comme on le faisait aux premiers siècles. L'essentiel est d'affirmer la même *foi dans la* même *résurrection du* même *Christ; mais de l'affirmer en* notre *monde et en* notre *temps. C'est à cette humanité inquiète de vivre toujours entre deux guerres et ambitieuse de conquérir son unité, qu'il faut affirmer la Résurrection du Crucifié.*

L'essentiel est de trouver, face aux guerres menaçantes, aux évolutions sociales nécessaires, aux idéologies envahissantes, l'attitude qui manifeste l'actualité éternelle de la foi. A titre d'exemple on lira en ce cahier comment un catholique en Yougoslavie et un réformé en Allemagne ont répondu à cette exigence. Les difficultés n'existent pas seulement en ces deux pays; et le chrétien sait bien à quel problème il doit aujourd'hui faire face, partout où il se trouve : dans la lutte que l'homme mène aujourd'hui pour le maintien et la conquête de sa liberté, le conflit est inévitable entre les nouvelles organisations requises et le respect qui demeure dû à chacun. En réponse, le chrétien est tenu de faire déjà bénéficier le

onde de la glorieuse liberté promise aux enfants de ieu. Il lui faut trouver les gestes qui affirment la Ré- urrection avec vérité et clarté.

Car le partage est difficile de ce qui, dans les nou- eautés du monde, doit être accepté avec joie ou résolu- ent refusé. A lire les témoignages rapportés d'Alle- agne et de Yougoslavie, on pourra se demander si ceux ont il est question ont vu juste ou se sont trompés. Bien ardi qui les jugera. Mais on sait que, pour ce travail, eux conditions sont requises : suivre les nouvelles con- uêtes de l'homme, acquérir l'intelligence de la vie de foi.

C'est à cette intelligence que contribue le renouveau iblique et liturgique de notre temps. Il ne suffit pas de onnaître le catéchisme; il faut en vivifier l'étude par la cture de la parole de Dieu. Il ne suffit pas de recevoir ndividuellement le corps du Christ; il faut participer nsemble à l'acte liturgique et d'abord à la liturgie pas- ale. Cette participation collective est affirmation émi- ente de la foi si elle est faite en gestes vrais et intelli- ibles. En même temps, elle est pour le peuple chrétien a grande pédagogie qui l'introduit à la plénitude de ette foi. Dans cette nuit de Pâques où l'esprit et le orps reçoivent un enseignement, où chacun s'unit au hrist et où tous font l'expérience de leur communion ans le Crucifié qui ressuscite, se révèle et se confirme 'universalité de la résurrection qui nous rend libres. e Feu qui illuminera dorénavant la nuit de Pâques sera haque année pour le peuple chrétien le rappel plus com- réhensible de la mission qui lui est confiée : Apporter a lumière à un monde qui s'angoisse de ne pouvoir ortir de la nuit. — V. I.

LES RAPPORTS DE L'EGLISE ET DE L'ETAT DANS LA FRANCE CONTEMPORAINE

Dans l'effort constructif orienté vers l'avenir auquel se consacre cette revue, la contribution des historiens, orientés vers le passé, est un élément que nul ne récusera : les constantes humaines, à défaut de lois de l'histoire, ne ramènent-elles pas sans cesse des problèmes qui nous trouveraient désarmés et sans expérience si cette mémoire collective qu'est l'histoire ne venait nous apporter ses leçons? *Historia magistra vitae,* disaient les Anciens. Sur le plan de la politique extérieure, Joseph Hours, historien, a montré récemment ici-même « l'Europe à ne pas faire ». Sur celui de la politique intérieure, sans prétendre exposer des vues personnelles, je voudrais faire écho aux travaux d'André Latreille, historien, sur les relations nécessaires entre l'Église et l'État.

Il y a quelques mois, c'est au grand public qu'il s'adressait au cours d'un débat du Centre catholique des Intellectuels français consacré au problème du Concordat[1] et par les articles du quotidien *Le Monde* intitulés « La France doit-elle avoir une politique religieuse ?[2] »

1. L'essentiel de son exposé est donné dans les *Recherches et débats du C.C.I.F.*, nº 9, avril-mai 1950.

2. *Le Monde* des 19, 20, 22, 23 et 24-25 septembre 1950.

Mais il convient d'envisager aussi l'arrière-plan historique sur lequel se fonde et s'articule la pensée du savant professeur de Lyon, en reprenant les deux volumes qu'il a publiés ces dernières années sur *l'Église catholique et la Révolution française*[3].

Deux thèmes se trouvent associés ou opposés dans ces études où se rejoignent le passé et le présent, celui du Concordat et celui de la Séparation : Concordat de 1516 ou de 1801, Séparation de 1795 et de 1905. A travers ce grand ouvrage, comme dans ses écrits plus récents, nous rencontrerons des vues d'un intérêt capital, susceptibles d'éclairer notre histoire et aussi la politique présente.

Le régime normal de l'ancienne monarchie jusqu'à la Révolution était celui d'une étroite union entre l'Église et l'État. Le Concordat de François Ier en était le fondement ; et le Roi Très Chrétien jouissait, en vertu de ce pacte et des idées couramment admises, d'un véritable sacerdoce laïque sur une Église nationale, jalouse de son particularisme en face des « immixtions ultramontaines ». Le monarque a des droits sur l'Église, — et d'abord celui de nommer aux évêchés et abbayes, parce qu'il a des devoirs, — principalement celui de protéger la vraie foi et ses ministres. A peu près personne ne contestait ce système séculaire, sous un régime où le privilège était la règle, celui du clergé comme ceux de la noblesse, des corporations, des communautés de toute sorte. Sans doute des philosophes en contestaient déjà le

3. Tome I : *Le pontificat de Pie VI et la crise française, 1775-1799* (1946); tome II : *L'ère napoléonienne et la crise européenne, 1800-1815* (1950), Hachette édit. Les références sans autre précision se rapportent à cet ouvrage.

bien-fondé, alors que les circonstances — sclérose ou décadence d'institutions excellentes, médiocrité de certains prélats — en rendaient difficile le maintien intégral. Mais ce serait une erreur de croire que la rupture de ce régime d'union ait coïncidé avec la Révolution elle-même, qui serait causée par les défauts de ce système autant que par les abus du gouvernement ou de la société. « La Révolution, écrit A. Latreille, a commencé en France dans une atmosphère d'accord et d'harmonie entre l'Église et la nation. Elle n'a même été possible que par cet accord » (t. I, p. 69). « La génération de 1789, loin de concevoir et de souhaiter une séparation entre l'État et l'Église catholique, loin de poursuivre une rupture, pour aboutir à la liberté de conscience voulait au contraire renforcer le lien de la religion nationale » (*Recherches et débats*, p. 16).

Il n'est pour s'en convaincre que de feuilleter les cahiers des États généraux ou, entre autres libelles, la brochure publiée par l'abbé Fauchet, futur évêque constitutionnel, qui traite « de la religion nationale », facteur essentiel de l'unité morale. Encore en 1795 une municipalité d'Auvergne rédige un curieux document où l'on peut lire : « Vous n'ignorez pas que l'universalité du peuple français est également attachée à la République et à la Religion de ses pères. Nous sommes résolus de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang et pour le maintien de la Religion et pour la République une et indivisible » (cité t. I, p. 208).

. Union de l'Église et de l'État, juridiquement et pratiquement, en 1789; idéalement encore chez certains, au lendemain de la Terreur. Quand et pourquoi ce régime si solide a-t-il disparu ? Il serait trop long de le préciser

ici ; le récit d'A. Latreille montre admirablement comment les circonstances y ont conduit par une série de malentendus déplorables.

Qu'il suffise de rappeler que la Constituante est restée fidèle aux conceptions de la « religion nationale » et aux principes gallicans, renforçant seulement les immixtions de l'État par la « mise à la disposition de la nation » des biens du clergé ou transférant aux citoyens actifs, héritiers de la souveraineté du monarque absolu, la désignation des évêques et des curés. Le vice capital, générateur du schisme constitutionnel, provint de l'idée — essentiellement gallicane — qu'une réforme de l'Église et de ses rapports avec l'État pouvait être opérée par les nouveaux détenteurs de la souveraineté, imposant leurs volontés à un clergé divisé et hésitant, sans aucune intervention du Pontife romain, chef authentique de l'institution catholique. Tout le reste suivit par un enchaînement fatal et douloureux : l'organisation d'une Église schismatique, l'obligation des serments, la persécution des insermentés et finalement la politique de déchristianisation.

Cette dernière n'eut pas, fort heureusement, le temps de s'appliquer bien longtemps et se heurta à la résistance instinctive d'un peuple demeuré profondément chrétien. Du moins faut-il noter au passage l'idée qui animait la Convention instituant le culte de l'Être suprême : pour fonder l'unité morale du pays, une religion nationale s'imposa toujours ; à défaut de l'Église traditionnelle, traitée en ennemie, le déisme de Rousseau est considéré comme une base acceptable pour tous, qu'il faut imposer à tous. Ainsi raisonnait Dioclétien avant Constantin ; et de même, après les Bourbons, agit Robespierre.

Après le 9 thermidor, la lassitude des persécuteurs, le scepticisme ou l'opportunisme des dirigeants amenèrent une nouvelle étape dans cette évolution rapide inaugurée en 1790 par la Constitution civile du clergé : on renonce à soutenir exclusivement les cultes révolutionnaires, même la nouvelle mode des théophilanthropes, et pas davantage le clergé constitutionnel, naguère officiel. La Convention proclame, en février 1795, la Séparation de l'Église et de l'État, ce dernier ne reconnaissant ni ne salariant aucun culte et restant neutre entre les confessions religieuses. Alors, mais alors seulement, un régime tout nouveau est substitué à l'ancien régime concordataire, et certains historiens, à la suite d'Aulard, font gloire aujourd'hui à la Convention thermidorienne et au Directoire d'avoir inauguré le système moderne de l'État laïque et tolérant. Sans aucun esprit de polémique, mais par souci de vérité, A. Latreille réfute ces théories inspirées par le désir d'ôter au Premier Consul le mérite d'avoir restauré la liberté religieuse. Il rappelle qu'après le coup d'État de Fructidor a recommencé dès 1797 une persécution larvée, avec l'obligation du « serment de haine à la royauté et à l'anarchie » et bien des mesures renouvelant les pires moments de l'anticléricalisme et de la déchristianisation : vente et démolition d'églises, déportation de prêtres jugés trop fanatiques, par exemple d'un curé coupable d'avoir troublé l'ordre public en refusant les obsèques religieuses à un défunt qui « n'était pas de sa religion »! La Séparation de l'an V n'a donc pas inauguré un véritable régime de liberté.

En outre, le gouvernement du Directoire a eu à l'égard du Saint-Siège une attitude de méfiance maladroite, qui du moins n'a pas été d'aveuglement total. Il a eu le

mérite de comprendre que pour régler la question religieuse il fallait causer avec Rome. Pour la première fois depuis 1791 une négociation a été nouée avec le pape, et ce ne fut pas sur l'initiative de Bonaparte après ses victoires d'Italie, comme l'ont affirmé Albert Sorel et Louis Madelin. A. Latreille donne toutes précisions utiles sur la mission officielle du diplomate Cacault en 1796. La Curie répondit à ces avances et un bref pontifical (*Pastoralis sollicitudo*) fut même préparé pour faciliter l'apaisement religieux désiré alors à Paris; on y voit préfigurée, un siècle avant Léon XIII, la politique du Ralliement. « Nous croirions manquer à nous-même, y écrivait Pie VI, si nous ne saisissions avec empressement toutes les occasions de vous exhorter à la paix et de vous faire sentir la nécessité d'être soumis aux autorités constituées; en effet, c'est un dogme reçu dans la religion catholique que l'établissement des gouvernements est l'ouvrage de la sagesse divine pour prévenir l'anarchie et la confusion et pour empêcher que les peuples ne soient ballottés çà et là comme les flots de la mer; aussi saint Paul, en parlant non d'aucun prince isolé mais de la chose en elle-même, affirme-t-il qu'il n'y a pas de puissance qui ne vienne de Dieu, et que résister à cette puissance c'est résister aux décrets de Dieu même » (cité t. I, p. 232).

Des indiscrétions de presse, des exigences excessives du gouvernement firent échouer l'accord et empêchèrent la promulgation de ce document, daté du 5 juillet 1796, et qui est pleinement authentique en dépit des bruits que firent courir les royalistes. On doit néanmoins en retenir le point de départ; Bonaparte pouvait y voir un précédent pour reprendre en 1800 la négociation d'un accord bilatéral. La clef des affaires ecclésiastiques de France

était à Rome ; l'échec manifeste du gallicanisme constitutionnel devait rendre la chose évidente aux esprits réalistes, si bien qu'en renonçant à la Séparation le Premier Consul adoptait la solution imposée par les circonstances et la nature même des choses.

On en revenait donc au Concordat, mais un Concordat nouveau, substitué à celui de François Ier, tout comme l'Ancien Régime était remplacé par un nouveau. L'opinion catholique y vit surtout une restauration mettant fin aux troubles, aux malheurs, aux dissensions de la Révolution ; et l'on sait comment l'épiscopat chanta les mérites du « nouveau Cyrus », du « nouveau Constantin », du « restaurateur des autels » : après l'ère des persécutions, c'était à nouveau « la paix de l'Église ». L'union étroite des deux pouvoirs, consacrée par la signature du traité de 1801, se manifestait également par la conclusion du Concordat italien de 1803, la venue du Pape à Paris pour le sacre de l'Empereur en 1804 et le loyalisme des prêtres et des évêques pourvus de traitements et d'honneurs publics.

La réalité est moins simple et moins satisfaisante que l'optimisme officiel ou des apparences momentanées pouvaient le faire croire. Non seulement le conflit se rouvrit bientôt avec le pape Pie VII, finalement chassé de Rome et gardé cinq ans prisonnier en France, mais le détail des négociations et l'analyse des positions respectives nous montrent que des malentendus profonds ont toujours séparé l'Église catholique et l'État napoléonien. Le Concordat nouveau différait radicalement de l'ancien en ce qu'il ne consacrait plus une religion « dominante » et exclusive qu'un roi très chrétien se reconnaissait l'obligation de servir. Si le chef de l'État

faisait expressément profession de catholicisme, l'on sait que Napoléon n'a jamais été un dévot, disons même un chrétien. Sans doute aussi devait-il tenir compte de la division des esprits qui avait multiplié en France le nombre des dissidents, surtout protestants, et des libres-penseurs, si bien qu'il inséra dans la loi le principe de la liberté des cultes et la désignation du catholicisme comme étant seulement « la religion de la majorité des Français ». Encore ces nouveautés et tous les éléments de laïcisation (état civil, législation) pouvaient-ils être reconnus par Rome comme des données de fait, au même titre que la perte des biens du clergé : concessions que le pape jugea nécessaires au bien de la paix afin d'obtenir le libre exercice du culte catholique et l'extinction du schisme constitutionnel. A ses yeux comme à ceux de l'historien objectif, ces avantages justifiaient la conclusion du Concordat : Pie VII, cet ancien bénédictin, évêque d'une petite ville de Romagne, que rien n'avait préparé à la charge écrasante du pontificat dans des conjonctures si troublées, sut prendre avec une hardiesse instinctive les décisions souveraines seules capables de mettre fin à la crise révolutionnaire.

Compromis nécessaire, le Concordat n'était pas un simple retour en arrière, mais une « transaction entre deux droits : le droit traditionnel catholique, reposant sur l'organisation d'une société se conformant aux exigences de la morale chrétienne et basé sur le principe de la religion dominante, et un droit nouveau où se mêlent deux courants, le courant gallican, qui limite les prérogatives du spirituel par le temporel, et un courant libéral introduisant la liberté des cultes » (*Recherches et débats*, p. 20).

Ce caractère complexe a fait à la fois la force et la

faiblesse de ce régime nouveau. La force, car il répondait à des circonstances toutes nouvelles et tenait compte de cette réalité : l'État libéral, neutre et laïque ; ces données s'imposèrent longtemps, bon gré mal gré, puisque la Restauration s'accommoda finalement du Concordat de l' « usurpateur » et que ce pacte a survécu à bien des régimes pendant plus d'un siècle. Mais la faiblesse, ou mieux les contradictions intrinsèques et les conséquences fâcheuses de ce régime ne doivent pas pour autant être dissimulées ; on peut les résumer d'un simple mot, celui de gallicanisme.

Le terme ne doit pas être pris à contresens. Le Concordat lui-même, c'est trop évident, n'est aucunement imprégné de tendance gallicane ; l'avantage considérable reconnu au pouvoir civil, celui de la désignation des évêques, et qui est une survivance du gallicanisme monarchique des XVI^e^-XVIII^e^ siècles, a été une de ces concessions que Rome a reconnues à bien des gouvernements et qui lui a paru sans doute représenter, malgré ses inconvénients, une garantie contre les particularismes locaux perpétués ailleurs à la faveur de l'élection par les chapitres. D'autre part le gallicanisme épiscopal est bien mort : la crise révolutionnaire a prononcé son déclin, et la nécessité de déposer les évêques anticoncordataires lui a porté, en quelque sorte, le coup fatal. M. Émery, héritier des traditions sulpiciennes, se montre fort respectueux de l'autorité romaine, qui s'exercera désormais sans contrainte, jusque dans le domaine liturgique, au XIX^e^ siècle. Mais c'est le gallicanisme des légistes et des parlementaires qui se survit dans les bureaux de la Direction des cultes, inaugurée par Portalis, et dans tous les actes de cette administration, à commencer par les fameux « Articles organiques ». Restées traditionnelles

sous les régimes ultérieurs, ces intrusions du temporel dans le domaine du spirituel ne pouvaient qu'être majorées et portées à l'extrême sous un gouvernement aussi autoritaire et absolu que l'Empire napoléonien. Et il ne faut pas chercher d'autre cause au conflit brutal qui oppose à partir de 1805 le pape et l'empereur.

Dès 1805 : c'est la date à laquelle A. Latreille fait commencer « la Révolution napoléonienne », et il a raison d'écarter les explications couramment données : querelle du blocus continental, affaires temporelles des États pontificaux. « Le dissentiment a des origines plus lointaines et des causes plus profondes qu'on ne l'admet communément... Ce ne sont point des facteurs économiques, insignifiants dans le cas de l'État romain, mais des considérations religieuses du côté du pape, des nécessités politiques et militaires du côté de l'empereur qui ont ébranlé l'entente des deux souverains dès la fin de 1805 et jeté le trouble dans toute l'Église catholique » (t. II, p. 105). « Nécessités » : le mot dépasse peut-être la pensée de l'auteur lui-même, car il semble justifier le chef d'État qui prétendait défendre les droits du temporel contre les empiétements du spirituel, alors que c'est l'ambition, l'orgueil, l'absolutisme et l'impérialisme napoléoniens qui n'ont pas voulu laisser à l'Église la part d'indépendance qu'elle revendiquait.

A l'extérieur cette indépendance s'incarnait alors dans celle des États pontificaux. Le gouvernement de Paris n'a pas admis la neutralité où Pie VII voulait se confiner sagement au-dessus de la mêlée européenne. « Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'empereur », écrivait Napoléon en février 1806, ajoutant de façon significative : « Tous mes ennemis doivent être les siens. » Mais à sa prétention de demeurer néanmoins

le « fils aîné de l'Église » le pape rétorquait le 21 mars : « Un souverain catholique ne l'est qu'autant qu'il préfère de suivre les décisions du chef de l'Église et de le reconnaître pour maître de la vérité et pour le seul Vicaire de Dieu sur la terre. » Dans ces positions inconciliables est déjà en germe tout le conflit qui aboutira à la captivité de Pie VII et à l'annexion des États pontificaux en 1809.

La lutte s'est poursuivie aussi à l'intérieur, où l'indépendance de l'Église a été sans cesse bafouée par le gouvernement impérial. Une parole, peu connue je crois, de Napoléon est significative à cet égard. Le Concordat ne prévoyait la rémunération que des curés-doyens; en 1807 l'empereur accepte de prendre à sa charge celle de trente mille desservants ou succursalistes, parce qu' « il importe que les ministres du culte ne soient pas sous la dépendance des fidèles et qu'ils ne soient que sous celle du gouvernement ». Est-ce forcer sa pensée que de lui attribuer l'illusion qu'il avait *acheté* la fidélité du clergé? Tout marcha bien tant que cette « gendarmerie sacrée » garantit le maintien « du calme et de la tranquillité » : « Aucun corps de l'État (*sic*), déclare l'empereur devant le Conseil d'État en 1806, ne parle aussi bien qu'eux du gouvernement. » Mais si l'épiscopat, qui n'a pas protesté contre le gallicanisme des Articles organiques ni contre le servilisme du Catéchisme impérial ou de la fête de la Saint-Napoléon, ni même contre la suppression des États pontificaux et l'arrestation de Pie VII, refuse de se séparer du Saint-Siège lors du Concile national de 1811, alors le même empereur ne connaît plus de bornes à sa fureur devant ces résistances pourtant timides, met en disgrâce son oncle Fesch, en prison cardinaux, évêques ou prêtres dont il n'avait eu jusque

à qu'à se louer, tel l'abbé d'Astros ou Mgr Boulogne. Il aut lire, sous la plume toujours sobre et vivante d'André Latreille, le récit de ces luttes, où furent frappés non seulement le pape interné à Savone ou Fontainebleau, mais tous les hommes d'Église qui avaient fait preuve d'indépendance : les mesures du gouvernement pour empêcher toute communication du pontife avec l'extérieur ; le soin vigilant de la police pour éviter que ne soient connues des fidèles la bulle d'excommunication de Napoléon ou les protestations solennelles du pape prisonnier ; les pressions exercées par le Ministre des cultes sur les Pères du Concile de 1811. Tous les despotismes sont décidément les mêmes : en des temps plus récents les procédés semblables ont sévi et sévissent de par le monde.

*
* *

Le Concordat a survécu à ces difficultés parce que le pape ne voulait pas dénoncer un accord conférant à l'Église un statut légal et parce que le pouvoir civil ne voulait pas se priver des droits qui lui étaient reconnus. Il n'était ni dans l'intérêt spirituel de l'Église ni dans l'intérêt temporel de l'État de rompre les liens qui les unissaient et qui subsistèrent longtemps, même sous des gouvernements hostiles à l'Église. Il serait intéressant d'étudier la politique concordataire au XIX[e] siècle, en particulier celle des ministres voltairiens ou protestants de Louis-Philippe, des francs-maçons du Second Empire et de la III[e] République. Tout en luttant violemment contre le « cléricalisme » et pour une laïcité agressive, les opportunistes et les radicaux de 1880 et de 1900 maintenaient en vigueur le Concordat. La rupture survenue en 1905 fut due à l'initiative d'un gouvernement

qui voulut appliquer totalement la doctrine « moderne » de l'État laïque. Le Saint-Siège, mis en présence du fait accompli, ne put que condamner cette dénonciation unilatérale de la nouvelle loi. Mais, après les sacrifices matériels considérables qui en découlèrent, Rome et l'épiscopat s'accommodèrent du régime nouveau qui les libérait de bien des entraves.

« La Séparation est entrée dans les mœurs, écrit Latreille. La liberté qu'elle a assurée aux Églises depuis un demi-siècle leur a valu un renouveau de vitalité, de pureté spirituelle et d'autorité morale inattendu. Les catholiques de France croiraient avec un Concordat retrouver des chaînes. Les laïques s'imagineraient sacrifier ainsi la laïcité de l'État. » (*Le Monde*, 24-25 septembre 1950.)

Aujourd'hui cependant la question a été posée : un nouveau Concordat serait-il désirable ? C'est au lendemain de la Libération qu'elle l'a été, et dans des milieux non catholiques : un éditorial du journal *Combat*, le 30 octobre 1945, réclamait la négociation d'un nouvel accord entre l'État français et l'Église catholique. Faisant allusion aux traités que le successeur de Pie VII avait cru devoir signer avec Mussolini et Hitler et dans l'application desquels on n'est pas étonné de retrouver un autoritarisme étatique de nature semblable au « gallicanisme concordataire » dont je parlais à l'instant, l'auteur de cet article écrivait : « Le Concordat, qui avait été pour les régimes de dictature un moyen de mettre en tutelle la religion, peut être quelque chose de tout différent ; dans son esprit, ce n'est qu'un pacte par lequel sont codifiés les rapports des contractants. Il ne nous semble pas exorbitant ni totalitaire que l'État puisse juger du civisme des ministres d'une religion, et il nous semble

également équitable qu'une religion dispose de moyens suffisants pour s'exercer librement. Un tel concordat doit être établi de manière à n'imposer aucune sujétion d'un côté ni de l'autre, ou si l'on préfère aucun cléricalisme. »

De son côté, dans une série d'articles du *Monde*, Latreille, après avoir rappelé l'héritage de la IIIe République et la politique religieuse esquissée par le gouvernement de Vichy de 1940 à 1944, montre que plusieurs questions restent en suspens, qui devraient être réglées par un accord bilatéral. Les événements ont marché depuis un siècle et demi, et les problèmes ne sont plus les mêmes évidemment que sous le Directoire et le Consulat. La Séparation du XXe siècle, malgré des tracasseries parfois odieuses, s'est opérée dans une atmosphère toute différente de celle de la Révolution : il n'y a pas de schisme à résorber ni à restaurer publiquement un culte contraint à la clandestinité ni même à restituer des biens spoliés. L'Église, faisant le sacrifice de revendications justifiées, a renoncé aux traitements concordataires, qui compensaient depuis 1801 la perte de ses immenses propriétés, et même aux immeubles confisqués en vertu de la loi de 1905. Mais entre elle et l'État, il reste d'autres problèmes pendants comme le reconnaissait l'éditorialiste de *Combat*, et dont le règlement ne remettrait pas en question la neutralité de l'État moderne : d'abord le problème de l'école, et aussi celui des mouvements de jeunesse; celui des associations religieuses : congrégations encore autorisées et en tutelle ou simplement tolérées en marge de la loi; régime juridique et fiscal des œuvres catholiques; problème de l'Alsace-Lorraine; problème des missions. Chacun de ces points mériterait d'être développé, comme l'a fait A. La-

treille dans *Le Monde* du 23 septembre ; mais on voit par leur simple énumération qu'il y a matière à négociation pour donner à la religion d'une importante fraction des Français « les moyens suffisants de s'exercer librement ». Les lois dites laïques, toujours proclamées intangibles, n'ont jamais été appliquées complètement ; il est fâcheux pour tous que le droit ne corresponde pas pleinement au fait et que la loi ne coïncide pas avec la justice.

Or, le gouvernement provisoire du général de Gaulle auquel s'adressait la revendication de *Combat* s'est bien gardé de rompre sur ce point avec les errements d'avant 1939 et s'est contenté, assez maladroitement, de négocier avec le Vatican pour obtenir le remplacement du nonce et de quelques évêques. En rejetant la législation de Vichy, on a cru devoir sacrifier des mesures favorables aux écoles catholiques ; mais en rejetant les lois constitutionnelles de la III^e^ République, on a cru devoir conserver le « dogme » des lois laïques sans y apporter la moindre retouche. Même un règlement partiel de la question scolaire selon les compromis envisagés par la Commission Philip n'a pu être adopté, et la IV^e^ République s'obtine à ne pas avoir de politique religieuse.

A. Latreille, qui a posé vigoureusement le problème, s'est gardé sagement d'y apporter de son propre chef des solutions. Il se contente de suggérer une orientation dans laquelle j'irai volontiers plus avant pour ma part.

D'abord, en réclamant « une politique religieuse », c'est-à-dire le désir de régler avec l'autorité compétente les problèmes « mixtes » où le temporel et le spirituel sont par nature intéressés. Vouloir les ignorer au nom de la laïcité serait une hypocrisie dissimulant une hosti-

ité, car, livrées à elles-mêmes, certaines institutions religieuses, au dedans ou au dehors, sont menacées de périr ; et la neutralité, pour être vraiment impartiale, ne doit pas perdre de vue le bien commun, l'utilité publique.

Pour de telles négociations des interlocuteurs sont nécessaires. Du côté catholique, le Saint-Siège est fort heureusement en relations normales avec le gouvernement français depuis que la République a mis fin à une rupture diplomatique préjudiciable à ses propres intérêts; mais il ne serait pas contraire à la constitution de l'Église que l'épiscopat de France se donne une organisation propre : il y a depuis peu en France un secrétariat de l'épiscopat qui fonctionne sous le contrôle des cardinaux et archevêques, organisme qui rappelle — *mutatis mutandis* — les bureaux de l'Assemblée du clergé sous l'Ancien Régime; il suffirait que, d'accord avec Rome, nos évêques, qui vont, pour la première fois depuis bien longtemps, tenir une assemblée plénière, délèguent à un organe exécutif des pouvoirs qui lui permettent de parler au nom de l'Église de France. Du côté de l'État, Latreille, qui a été quelques mois en 1944-1945 sous-directeur des cultes au ministère de l'Intérieur, rappelle que ce fonctionnaire « n'a aucun pouvoir de direction et n'engrène sur rien ». Il y aurait donc lieu d'instituer un représentant qualifié du gouvernement et je me permets, quant à moi, de faire observer qu'on a récemment créé des ministres d'État pour des missions délicates, quoique de portée fort différente : relations avec les États associés, réforme électorale et constitutionnelle. Pourquoi pas un ministre d'État chargé des affaires religieuses? Si la Commission Paul Boncour élabore un rapport sur le problème scolaire, il faudra bien qu'une autorité prépare une réforme d'ensemble et les autres

problèmes susmentionnés pourraient être également attribués à ce ministre en vue d'un règlement général.

Ce règlement devra-t-il être un Concordat ? Le mot importe peu, et à vrai dire ce terme est trop chargé d'histoire pour être utilisé sans inconvénient. Aux yeux des républicains « laïques » il évoque fâcheusement le Roi Très Chrétien ou le cléricalisme des régimes autoritaires. Or il ne s'agit pas de restaurer artificiellement l'unité de foi disparue ni de refaire du clergé une « gendarmerie sacrée » au service d'un régime d'ordre. L'Église du Christ libérateur des consciences est aussi hostile à ce système que les libéraux de l'État laïque. Si certains catholiques avaient gardé la nostalgie d'un Concordat, symbole et garant de l'union des deux pouvoirs, les leçons de l'histoire devraient les détourner d'illusions fâcheuses : depuis la Révolution ce beau mot n'a plus recouvert chez nous qu'un compromis composite utilisé par des gouvernements autoritaires désireux de s'asservir le pouvoir spirituel. Sans vouloir condamner des expériences passées auxquelles l'Église s'est prêtée, — parce qu'elle se prête à tous sans se donner à personne, — on peut penser que la formule du Concordat est aujourd'hui périmée chez nous. Mais le libéralisme et le réalisme éclairés qui s'imposent aux tenants mêmes de la Séparation exigent que les problèmes religieux soient réglés par une négociation bilatérale et loyale. A la Séparation brutale et hostile de 1905 il est temps de substituer une Séparation amiable et bienveillante. On a parlé, je crois, naguère, d'un Concordat de la Séparation ; A. Latreille se prononce aujourd'hui « pour une séparation concordataire[4] ». Nous pouvons

4. C'est le titre de son dernier article (24-25 septembre), éclairé

aire nôtre cette conclusion, conforme aux leçons de l'histoire comme aux intérêts communs de l'Église et de l'État[5].

JEAN-RÉMY PALANQUE.

dans cette phrase de sa conclusion : « Pour être efficace et amiable, la séparation doit être concertée bilatéralement et, dans une certaine mesure, concordataire. »

5. A plusieurs reprises ces pages ont évoqué le principe de laïcité : pour éclairer un terme trop équivoque, je me permets de renvoyer à l'article de A. Latreille et J. Vialatoux dans *Esprit*, octobre 1949 : « Christianisme et laïcité » (complété en septembre 1950).

LE PROBLEME SOCIAL EST MAL POSE

I

Le mécontentement à peu près général devant une situation économique, pourtant objectivement satisfaisante, est dû à de nombreuses causes. Tout d'abord, les espoirs que l'on s'était forgés sous l'occupation en rêvant d'un monde meilleur ont été à l'origine d'une désillusion quand la liberté est devenue une réalité. La République, on le sait, n'est jamais si belle que sous l'Empire.

A cela s'ajoute une contingence politique précise : l'existence de partis exploitant à l'extrême le mécontentement. La dialectique du parti communiste sait où elle va. Si, de l'autre bord, le mobile est différent, le résultat est le même. A systématiquement dénigrer ce qui existe dans le but d'affaiblir le pouvoir actuel, on se prend à son propre jeu et on finit, comme certains théoriciens économiques, à comparer ce qui existe à un optimum dont aucun état pratique de l'économie ne saurait approcher. Une telle déformation de l'esprit a toujours existé, et c'est pourquoi les régimes s'usent ; mais jamais elle n'a été systématiquement exploitée comme à l'heure actuelle. Peut-être est-ce un résultat de la technique politique moderne.

Les progrès de l'information ne sont pas non plus étrangers à ce mécontentement et on peut en voir la preuve dans des domaines voisins. L'impression, par exemple, que le monde est rempli de crimes tient pour une bonne part à ce que l'on ne nous en dissimule plus aucun. L'opinion publique devient comme ce médecin qui voit une augmentation de certaines maladies parce qu'on ne les signalait pas quand on ne les connaissait pas. La référence est précieuse car elle donne un point de comparaison dans un domaine qui échappe à la controverse : nombreux sont encore les gens qui sont persuadés que la médecine n'a pratiquement pas allongé la durée de la vie humaine, alors que ce fait est incontesté par les experts, et incontestable.

Le mythe de l'Age d'Or a trouvé, dans ces conditions, un terrain propice. Chacun connaît certains entrepreneurs qui, en 1938, étaient dans une situation pitoyable et qui, maintenant, considèrent cette époque comme un paradis perdu. Un autre exemple en est donné par les journaux boursiers démontrant que la fortune de la France a diminué. Pour eux, la fortune c'est la valeur nominale de certaines actions, ce qu'on pourrait déjà discuter; mais ils y incluent les obligations et c'est encore plus contestable. Il est évident pourtant que la prétendue fortune que représentent les Bons du Trésor et même certaines obligations des Sociétés françaises n'est qu'une hypothèque sur la distribution des richesses produites pendant les années futures : elle ne représente en rien une richesse actuelle. Les effets de l'inflation sont graves, mais s'il en est un de peu d'importance, c'est de payer cent francs ce que l'on payait, en 1914, un franc. Néanmoins, cette simple multiplication laisse une trace de regret dans les esprits et constitue un ciment qui réu-

nit les divers sujets de mécontentement que *Rochefort* avait déjà raison de dénombrer en France.

Pour clore la liste des fausses références, il faut ajouter les changements sociaux qui se sont produits depuis quarante ans et l'effet de la « dévaluation des grades ». Quand, dans une société, les privilégiés changent, même par une simple évolution, le résultat en est un malaise général. En effet, ceux qui bénéficient des changements ne sont pas reconnaissants et ceux qui en souffrent ont du ressentiment, expriment leur mécontentement et le font partager à tous, jusqu'aux bénéficiaires. En 1936, quand les fonctionnaires avaient eu leur traitement réduit de 10 % par les décrets Laval, il était difficile de leur faire comprendre que jamais ils n'avaient eu un pouvoir d'achat réel aussi important (et qu'ils n'ont d'ailleurs pas récupéré). Ce sentiment est d'autant plus grave que la dévaluation des grades fausse la comparaison. Si, pour prendre un exemple simple, on appelle commandant un capitaine, colonel un commandant, pour se mettre à l'image de l'armée américaine, il ne viendrait pas à l'idée du capitaine nouvellement appelé commandant de comparer son traitement avec celui qu'avait, en 1914, un capitaine qui, pourtant, tenait sa place dans l'organisation de l'armée.

Toutes ces bonnes raisons font du mécontentement actuel un phénomène psychologique et, dans une certaine mesure, on a raison de s'irriter contre ceux qui le partagent, et plus encore contre ceux qui l'exploitent. Toutefois, s'il est exact qu'en 1949 et 1950 les richesses produites étaient à leur point culminant, il n'en est pas moins vrai qu'elles apparaissent insuffisantes. Toute économie doit être comprise dans son évolution. Le pro-

grès technique sur lequel chaque pays peut compter n'est que de 1 à 2 % par an, mais les intérêts composés depuis 1913 eussent dû plus que compenser les destructions des guerres et nous procurer un niveau de vie meilleur.

C'est donc, finalement, l'absence d'expansion économique, face à une croissance des besoins, qui justifie le mécontentement ressenti, plus que le niveau absolu de la production. Il est incontestable que nous piétinons ou, si nous avançons, que nous n'avançons guère. La comparaison avec les pays étrangers montre que nous rétrogradons petit à petit dans le peloton des économies modernes. Il y a donc un problème économique à la base du malaise social. Ce problème doit être connu, examiné et discuté, car sa méconnaissance entraîne systématiquement des bonnes volontés sur la voie des réformes impossibles.

II

Le désir de consommation s'est accru considérablement depuis quarante ans. Chacun estime qu'il lui est dû davantage « dans les conditions nouvelles ». Ce désir est, en soi, un signe de progrès, car il est nécessaire pour améliorer le niveau de vie. On s'est assez moqué des zoniers auxquels on donnait des maisons neuves et qui s'installaient dans des buildings comme des lapins dans un clapier, pour se réjouir d'un désir de consommation plus large. Certes, le standing matériel ne fait pas le bonheur, mais il n'en est pas non plus l'opposé. Ceux qui ont la charge de faire fructifier les biens dans la collectivité ne peuvent donc que se réjouir de ce désir

de consommation, même si, à un certain moment, sa croissance vient en concurrence avec d'autres besoins, c'est-à-dire s'il se présente maladroitement sur le marché.

Une des causes de cette demande techniquement excessive est que, si la production française n'a pas augmenté, le niveau de vie étranger a, lui, fait un progrès sensible. Petit à petit, le confort passe les frontières. C'est la raison pour laquelle les Russes entourent leur pays d'un rideau de fer. Ce n'est, ou ce n'était à l'origine, pas tant pour cacher des secrets militaires que pour éviter au paysan russe d'exiger immédiatement un niveau de vie que l'état de son équipement ne permet pas d'obtenir sans sacrifier le moyen par lequel il pourrait, ultérieurement, avoir satisfaction.

Les réformes sociales qui, depuis quinze ans, ont marqué notre économie sont une traduction de ces demandes accrues. On en comprend, en général, mal la portée. En aucun cas elles n'augmentent la quantité totale des biens mise à la disposition des salariés, tout au moins à un moment donné, mais elles en effectuent une répartition différente ; non seulement elles soulagent certaines injustices, mais, surtout, elles rendent plus exigeante la demande d'ensemble des bénéficiaires de petits revenus et, à la longue, exercent une pression accrue. La notion de minimum vital s'étend de plus en plus au delà de la nourriture et du logement. Le malheur est qu'en France l'augmentation insuffisante de la production et sa mauvaise distribution n'ont pas permis d'améliorer la part salariale. D'où la pensée que les réformes ont été accomplies en vain. En réalité, telles quelles, elles marquent déjà une justice plus grande. En outre, elles sont un garant pour l'évolution future.

Or, la production a arrêté sa croissance alors que le désir de consommation s'est développé comme si de rien n'était. L'arrêt de l'expansion est due à un certain nombre de causes. Tout d'abord, le temps de travail a diminué. Si la disparition des excès dénoncés par *Villermé* est à l'honneur de notre siècle, il n'est pas sûr que la diminution du temps de travail soit toujours un progrès. Elle ne l'est que dans la mesure où l'amélioration qu'elle apporte à la vie du travailleur est plus intéressante que l'augmentation du standard de vie qui résulterait d'un travail accru. La balance peut pencher dans un sens ou dans l'autre suivant les cas, et le désir de consommation en France rend, à l'heure actuelle, le choix difficile.

En outre, à la suite de la stagnation démographique, l'esprit d'entreprise et la mobilité de la main-d'œuvre ont diminué en France depuis cinquante ans. Or nous avons été les seuls à être atteints par ce mal; sinon, nous en aurions moins senti les effets. A mesure que le perfectionnement technique se développe, la proportion de main-d'œuvre nécessaire aux différentes activités se modifie. Dans un pays dont la population active s'accroît, les proportions des travailleurs peuvent changer sans que les activités elles-mêmes perdent de la main-d'œuvre. Les métiers qui se développent embauchent plus que ceux qui ne sont pas dans le courant des progrès techniques. Ainsi, dans le département de la Moselle qui a doublé de population entre 1944 et 1950, il a fallu augmenter le nombre des commerçants à un moment où ceux-ci devaient pourtant occuper une proportion moindre de l'activité. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, la répartition de la main-d'œuvre dans les différents métiers peut se faire d'une manière souhaita-

ble. Elle a été une des causes de l'expansion des États-Unis, de l'Allemagne ou de l'Angleterre. Au contraire, en France, la population a été stagnante depuis quarante ans. Pour changer la composition des structures il aurait fallu ôter de la main-d'œuvre dans certains secteurs ; de tels changements ont été parfois opérés, mais ils sont insuffisants pour résoudre les problèmes posés. Surtout l'entrée dans la profession après l'âge de l'école ou les changements de métiers de gens jeunes ont une action efficace.

En gros, le changement que réclame le progrès économique est l'augmentation de certains services au détriment de l'industrie manufacturée qui, elle-même, se repeuple au détriment de l'agriculture ; notons tout de suite que ce processus universellement reconnu indiquerait que l'augmentation du nombre des commerçants en France est dans le *long terme* moins grave que celle de la permanence des agriculteurs. Qu'on ne s'effarouche pas de ce repère, nous y reviendrons.

L'amélioration du progrès technique exige, en outre, que chacun soit amené à lutter dans un esprit de concurrence. Depuis cinquante ans chacun demande à l'État de l'aider, quitte à reprocher au gouvernement d'être trop entreprenant. Les revendications de la Confédération des petites et moyennes entreprises peuvent se résumer dans cette contradiction en deux points : 1° Plus de dirigisme, mais la liberté ; 2° interdiction par l'État des coopératives qui créent une concurrence trop grande. Seul, le grand patronat bien organisé et assez fort pour supprimer tout seul la concurrence ne sollicite pas un tel appui.

La main-d'œuvre associe, d'ailleurs, entièrement ses

fforts à un néo-corporatisme qui est, après tout, une olution à laquelle on ne peut faire que deux observa- ions. La première est qu'il exige un pouvoir fort et, en out cas, un arbitrage institutionnellement établi. La se- onde qu'il n'est pas générateur de progrès technique. Quand les professions travaillent au seul bénéfice de eurs cadres ou de leurs ouvriers, l'ensemble de l'écono- nie ne marque aucune progression ; le petit calcul très astucieux, si une profession était seule à le faire, se re- ourne contre l'ensemble et contre chacun, si tous les nétiers pratiquent ces procédés.

Un fait divers manifestera l'erreur de ce calcul. Il y a quelques années, un journal de gauche publiait l'en- refilet suivant : « Un entrepôt de chaussures brûle rue de Rivoli : quatre personnes au chômage. » La perte de cinq cent mille paires de chaussures, dont les futurs attributaires n'étaient pas désignés, attire moins la pi- tié et la sensiblerie que la mise au chômage de quatre employés dont on peut connaître le nom. Cependant, cela fait, en période de pénurie, cinq cent mille paires de pieds sans chaussures, et un certain nombre de sinis- tres de cette sorte se font beaucoup plus sentir sur notre bien-être, par cette dernière conséquence, que par la pre- mière. C'est d'ailleurs cette option entre l'avantage illu- soire mais précis et l'avantage réel pour l'intérêt général, mais difficile à saisir, qui rend toute société désorganisée sensible à la tentation corporatiste.

Quand cette protection est uniquement agricole, le mal est important, mais en partie nécessaire. L'élasticité de la demande agricole est si grande ou, en termes vul- gaires, la mévente des produits agricoles, en cas de baisse des prix, est si brutale que l'État est toujours sollicité d'intervenir et, en France, depuis *Méline*, il intervient.

Mais chacun, à l'heure actuelle, a peur de la liberté. L'État doit limiter le nombre des taxis pour assurer un salaire minimum à chaque chauffeur, il doit empêcher les méchants magasins à succursales multiples de nuire aux commerçants. Seuls, les bouchers s'organisent entre eux et les intermédiaires de bétail, ayant créé des marchés à leur convenance, ne réclament que l'oubli. Tant et si bien, que faibles comme forts ont leur petite zone protégée dans laquelle ils sont dispensés de faire un effort, et tout le monde en pâtit.

III

Augmenter la production et améliorer la répartition du revenu national ne sont pas des problèmes indépendants, car c'est précisément de l'insuffisance de la répartition que vient la faible production. Néanmoins, les mesures que l'on pourrait prendre se distinguent selon que leur effet doit être à long ou court terme. Les seules qui ont un effet immédiat sont celles de la répartition ; l'augmentation de la production n'est qu'un phénomène à long terme.

C'est à ce moment que le malentendu commence à se poser. Il est incontestable qu'il y a, en France, un trop grand nombre de commerçants et même trop de gens qui travaillent à la terre. Cependant, si le premier fait est admis dans son ensemble sans discussions, le second rencontre des objections sentimentales et, même, des contre-indications sociales qu'on ne peut pas rejeter à la légère. Il est, d'ailleurs, important de remarquer que, dans le long terme, c'est le plus grave. Les pays grands

xportateurs de denrées agricoles comme le Canada ou
t Nouvelle-Zélande ont une proportion de travailleurs
gricoles inférieure à la nôtre.

Le régime de Vichy avait lancé l'anathème contre la
épopulation des campagnes y voyant la cause de tout le
al social, alors que c'était, au contraire, la consé-
uence du progrès technique. Peut-être si la France
vait été isolée du reste de l'univers et si l'on avait pu
topper le progrès eût-il mieux valu en rester à l'état de
société de 1900, mais, en 1951, nous n'avons pas le
hoix. Et il est malhonnête de laisser entrevoir un déve-
oppement normal de l'économie dans lequel les agricul-
eurs peuvent recevoir des biens industriels, dans lequel
es campagnardes peuvent avoir des bas nylon, une ra-
io, une voiture automobile et un habitat rural convena-
le, si la proportion des agriculteurs augmente; à moins
ue l'on admette que les ouvriers qui produiront ces
iens soient eux-mêmes à un salaire suffisamment bas qui
e leur procurera que très peu de produits alimentaires.

Le fait est d'importance; on ne peut en déplorer les
onséquences sociales, mais on n'a pas le droit de le
aire. Le Canada catholique l'a résolu en diminuant sa
opulation agricole. Aussi bien, la dépopulation des cam-
agnes a-t-elle bon dos dans l'ensemble des causes qui
emblent être à l'origine d'une baisse de moralité géné-
ale. Or, rien n'est plus grave qu'un mauvais diagnostic
our remédier à un malaise durable. Cependant, si l'on
dmet (et on ne voit pas comment améliorer autrement
e panier de provision des citadins) qu'il y a lieu de com-
rimer sérieusement les prix de revient agricoles, il fau-
ra bien que les productions les plus chères disparais-
ent. D'énormes problèmes locaux se poseront alors.
Plus on retarde leur solution, plus on la rend difficile.

Le cas le plus grave est peut-être celui des viticulteurs du Midi, dont l'exploitation est organisée uniquement pour le producteur et non pour le consommateur et qui a ses ramifications très large jusqu'entre les colonnes du Palais-Bourbon.

Si l'on ne veut pas que les paysans quittent la terre, peut-être trouvera-t-on une issue dans la localisation de certaines industries, à condition toutefois de ne pas retomber dans le Scylla de l'artisanat que l'on dénoncera plus loin. En tout cas, la protection systématique dont jouit la production agricole française, loin de conserver une économie saine au pays, la mine de plus en plus. Cette hyper-protection agricole a envenimé les choses à tel point que l'on ne peut y remédier sans détruire des situations acquises et des plus respectables. C'est un fait, mais qui ne justifie pas le refus de regarder le problème en face. L'organisation de l'agriculture est, malheureusement une nécessité vitale.

Du même ordre d'importance est la réorganisation de l'artisanat industriel. Autre objet de la sentimentalité catholique, l'artisan est, en réalité, une notion purement fiscale : Est protégé celui qui emploie peu d'ouvriers dans son entreprise. Mais, parmi les conditions essentielles à une augmentation de toutes productivités, celle de regroupement de la production est une des premières. Il n'est pas question d'accroître démesurément la taille des entreprises : dans de nombreux cas, les usines géantes ne payent pas; mais il y a un groupement minimum nécessaire. Souvent, c'est la mentalité de l'entrepreneur ou, plus exactement, des entrepreneurs, qu'il faudrait changer. Là aussi, la confusion entre la fonction et celui qui la remplit a obscurci le problème. L'en-

emble des petits entrepreneurs industriels et artisanaux
eprésente inconstestablement, une élite française et leur
isparition, en tant qu'individus, serait, pour la société
ue l'on propose de défendre, une perte sensible, et on
eut souvent déplorer, avec raison, les conditions mo-
ernes de vie à l'usine. Mais le bien-être général ne peut
tre trouvé que par une production plus efficace. Là en-
ore le problème est complexe et l'on ne doit pas s'arrê-
er à une vue partielle.

Dans le commerce la situation est semblable, mais les
aits sont peut-être plus faciles à admettre sentimentale-
nent. Cependant, quand on voit, en raison de sa faible
ente, le mal qu'a à joindre les deux bouts une pauvre
nercière, dont pourtant les bénéfices sur chaque article
ont exorbitants, on est, à juste titre, sensible à cette
auvre femme que la cessation de son travail conduirait
la misère. Et pourtant, c'est son existence et celle de
ien d'autres, qui fait ce que l'on appelle la vie chère.

Il est évidemment plus facile de dénoncer les bou-
hers, les cafetiers, les marchands de bestiaux et les
oulangers. Ce dernier exemple est absolument typique.
Sait-on que les boulangers de Paris sont d'un si mauvais
endement, qu'ils sont donnés comme exemple aux étu-
liants étrangers dans les universités les plus lointaines?
Grâce à la protection dont ils jouissent, ils sont environ
deux fois trop nombreux et c'est pourquoi chacun ne
fait pas de bénéfices excessifs.

Le seul moyen rapide d'améliorer le sort des travail-
leurs salariés est donc de s'attaquer au secteur de dis-
tribution. Certes, à long terme, ce secteur ne doit pas
perdre de son importance. Mais pour le moment il nous
étouffe. Si l'on diminuait ses effectifs et ses revenus, le
malaise social ne serait pas supprimé, mais il serait

atténué, et à court terme, sa main-d'œuvre pourrait être consacrée à des secteurs productifs. Pendant l'occupation, les Allemands envoyèrent nos garçons coiffeurs travailler dans leurs usines de guerre et l'économie française n'en souffrait pas dans son ensemble. Il faudrait, aujourd'hui, les envoyer dans les usines françaises et ils amélioreraient la production. Certes, une telle transformation ne se fait pas en un jour et les syndicats eux-mêmes seraient effrayés d'une augmentation de la main-d'œuvre dont le premier effet serait de créer du chômage ; mais toute augmentation de production commence par du chômage parce qu'on ne peut embaucher de main-d'œuvre que ce qui est disponible.

IV

L'amélioration de la production et de la distribution ne peut donc être faite essentiellement que par une réforme des classes moyennes, citadines ou rurales. C'est pourquoi le problème est, à l'heure actuelle, politiquement insoluble. Aussi l'on cherche des boucs émisssaires.

L'entrepreneur oublie la protection dont il jouit et ne voit comme cause à ses maux que les charges fiscales et celles de la Sécurité Sociale. Produisant à mauvais compte, il ploie sous leur fardeau. Et c'est pourquoi il n'aperçoit que les pailles glanées par la Cour des Comptes ou la Commission des Comptes des entreprises publiques sans voir la poutre qui gêne le fonctionnement de sa propre entreprise. D'où une mentalité de combat et, ce qui est plus grave, une optique faussée. Il est parfaitement exact, par exemple, que si un entrepreneur est dispensé de payer les cotisations d'allocations familiales,

l verra son prix de revient diminué dans un marché nchangé et pourra vendre beaucoup plus facilement. Mais si tous en étaient exemptés, le prix de revient ıbaissé jouerait dans un marché où l'offre diminuerait et notre entrepreneur se plaindrait d'une mévente qui lui semblerait incompréhensible.

Plus complexe, le problème des impôts n'est pas sans analogie, mais il supposerait, au moins, une justice fiscale minimum, ce qui n'est pas le cas. On a fait grand bruit autour d'une réforme fiscale et les syndicats ouvriers, notamment la C.F.T.C., se sont, à juste titre, beaucoup aigris de la non-exécution d'un tel projet. En réalité, il ne faut pas y voir une panacée et la réforme fiscale ne serait qu'une mesure partielle. Une taxe, en effet, peut étêter différemment deux revenus d'une même profession et, par là, changer leur grandeur respective. Mais, s'appliquant à l'ensemble d'une activité, elle ne change les revenus qui en découlent que si son incidence n'est pas répercutée dans les prix. Certes, à l'intérieur d'une même profession, encore faudrait-il que chacun payât son écot. Les différences de situation vis-à-vis du fisc et les fraudes engendreront des profits considérables qui ne trouvent aucune justification. Mais, là encore, le fraudeur réussit à faire croire à ceux dont il prélève le profit qu'une réforme fiscale leur serait néfaste.

Les réformes à réaliser sont plus profondes. Le drame politique est qu'elles apparaissent dirigées contre la volonté sinon contre l'intérêt de la classe moyenne — ce qui ne veut pas dire, au contraire, contre l'intérêt de ceux qui la composent. Ou, puisque nous abordons maintenant le vocabulaire politique, contre la troisième force. C'est un paradoxe de la situation de la France que le pouvoir appartienne depuis la Libération à ceux qui

représentent les intérêts économiquement inefficaces et les structures à modifier.

Un grand nombre de Français qui sont fonctionnellement à réformer en ressentent le besoin, mais ne peuvent évidemment pas en prendre l'initiative. Un boulanger qui fermerait sa boutique et s'inscrirait au chômage ne résoudrait pas la question du nombre excessif de boulangers. Il faut donc évoquer le problème à l'échelle nationale, non pas en augmentant le dirigisme, mais en le diminuant dans ce qu'il a de clandestin et de honteux. En tout cas, à l'heure actuelle, entre le corporatisme et une évolution qui menace de se transformer en révolution, le choix doit être fait rapidement.

Mais les institutions politiques de la IV^e^ République ne le permettent pas ; en effet, les bonnes volontés ne peuvent être axées au centre, car on ne peut demander à une caste privilégiée, ou plus exactement à un effectif en surnombre, de faire hara-kiri pour un objectif dont, au demeurant, la réalité ne la convainct point.

Les réformes économiques qu'appelle le malaise social ne peuvent être prises, sinon contre la troisième force, du moins qu'à son corps défendant ; il faut donc s'appuyer sur une aile ou sur l'autre. C'est pourquoi l'existence d'un parti communiste qui met en avant un objectif politique ou, plus exactement, qui sacrifie les considérations économiques à court terme à un développement mondial à très long terme, ne peut pas apporter une solution immédiate. Au contraire, son rôle est plutôt d'exacerber l'état de fait existant pour mieux montrer les contradictions internes du capitalisme. Si l'on met à part les considérations nationales et les considérations religieuses, — ce qui est beaucoup, — on peut se demander si, après tout, cette tactique n'est pas la

lus efficace quand on voit la stérilité des autres méhodes. Mais dans le monde de 1950 il est impossible, our des raisons extra-économiques, de suivre le parti ommuniste dans ses indications; seulement, l'ostraisme dont il est l'objet empêche de pratiquer une véritable justice sociale en s'appuyant sur les ouvriers et es salariés.

Le parti socialiste, qui a vécu une expérience intellectuelle bien décevante depuis quinze ans, est encore tout mprégné de malthusianisme et, en France, paraît encore bien loin de l'idée de progrès technique pour pouvoir jouer quelque rôle dans le combat qu'il nous faut gagner. Sa mauvaise digestion des théories économiques anglaises, sa tendresse pour l'inflation en font, au contraire, un allié peu sûr.

Reste le M.R.P.; parmi ses électeurs se trouvent, non pas les profiteurs, mais ceux dont l'inertie retarde le progrès. Certes, les marchands de bestiaux, les bouchers ont, depuis longtemps, opté plus à droite; certes encore, la vigueur dont ont fait preuve quelques éléments de ce mouvement l'ont désigné comme l'ennemi numéro 1 d'un grand patronat, qui néglige peut-être trop facilement l'influence socialiste. Par la synthèse qu'il a faite de tradition et de progrès économique, il a été à l'origine de conquêtes sociales dont il est peut-être, à l'heure actuelle, le seul défenseur. Mais il faudrait faire plus que défendre, et il est impossible, quand on représente une partie de la population française, de promouvoir *seul* des réformes dont cette partie ferait provisoirement les frais, même si elle doit, à long terme, en être bénéficiaire.

Devant cette impossibilité on pourrait alors songer à s'appuyer sur la droite. Après tout, une telle solution

serait possible dans d'autres pays que la France. Deux obstacles, cependant, dans notre pays la rendent illusoire : le R.P.F. et le Patronat. Le Rassemblement, en effet, adopte une tactique semblable à celle du parti communiste en sacrifiant les améliorations immédiates à un objectif plus lointain, qui est pour lui la prise du pouvoir. Nous ne condamnons pas, *a priori*, une telle tactique, mais encore faut-il qu'elle réussisse, sinon on aura gratuitement énervé, au sens propre, la sensibilité de la société française.

De son côté, le Patronat organise en France une véritable féodalité et cherche trop souvent à consolider une position acquise, devant un gouvernement maladroit ou devant des syndicats tatillons. Assuré de sa puissance et ne voulant pas s'aventurer dans des réformes, il pratique la politique du château fort féodal ne voyant pas que l'obus à explosif peut en abattre les murailles. L'exemple le plus manifeste en est dans l'obstruction que le Cartel français de l'acier fit au Plan Schuman. Toutes les objections qu'il soulevait étaient valables (danger de concurrence allemande, etc.). La seule ombre au tableau était que, sans le Plan Schuman, ces dangers seraient au moins aussi grands. On ne saurait blâmer, de son propre point de vue, la confiance du haut Patronat dans sa propre force, on constatera seulement que sa position orgueilleuse n'est pas propice aux réformes urgentes, même si c'est son intérêt à très long terme.

A côté du grand Patronat existe le clan des organisateurs. Le possesseur du capital, l'actionnaire, a abdiqué petit à petit la direction des entreprises et une nouvelle classe s'est constituée qui gère les intérêts des capitalistes. Ces « entrepreneurs à responsabilité limitée »

tient, à la Libération, prêts à s'entendre avec la classe vrière. Les plus intelligents d'entre eux — et ils l'é- ient en grand nombre — comprenaient la nécessité agir sur la distribution et d'améliorer le bien-être. ais l'évolution politique les a séparés de leurs compa- ions, et ils tendent plutôt maintenant à prendre la tête cette classe moyenne dont ils étaient prêts, il y a qua- e ans, à exiger la conversion sociale et la reconversion onomique.

***

La conclusion d'un tel examen ne peut guère être que ssimiste. Si on résume les propositions avancées on ouve en effet :

1° que le malaise social a une cause économique pré- ise ;

2° que cette cause économique remet en jeu tous les ugements de valeur sur les formes de la production et le la société ;

3° que la structure actuelle de la représentation poli- ique française est la moins indiquée pour permettre de aire ces réformes.

La conclusion logique serait que la démocratie ac- uelle est incapable de résoudre les problèmes qui lui ont posés, ou, pis encore, que la France ne peut, dans n proche avenir, diriger elle-même son destin. Cepen- lant, l'excès même d'une telle conclusion en rend im- robable la réalisation. Par contre, il est l'assurance d'une rapide évolution dans les pensées sous la nécessité du besoin. Alors, à résoudre des problèmes anciens, mais subitement mis en exergue, il faudra être prêts.

JACQUES DUMONTIER.

L'INDE ET LE COMMUNISME

Oui, c'est dès le premier jour, dès le premier instant qu'elle m'a « sauté à la face », la misère des Indes. Je me rappelle : accablé par la chaleur énorme, je gisais sur mon lit, incapable d'un geste. Par la fenêtre, la mer d'Oman, blanche de soleil, répercutait jusque dans la chambre un excès de lumière. Tout autour de moi l'hôtel *Taj Mahal*, un des plus luxueux du monde. Dans son hall, d'admirables orfèvreries, des *saris* d'or et d'azur à faire rêver nos Christian Dior et nos Jacques Balmain. Quelques messieurs trop gras fumaient d'énormes cigares, — à leurs doigts des diamants en proportion.

Pourtant, que n'ai-je vu dès ce premier jour, simplement entre l'aérodrome et l'hôtel ? Je connais le visage de la misère un peu sur tous les continents. J'ai visité des « bidonvilles » et des « zones ». Je connais les taudis des noirs américains souvent décrits par les journaux russes, et ceux des citoyens russes souvent décrits par les journaux américains. J'ai parcouru le Moyen-Orient : la misère y était atroce. Hier encore, au Pakistan, j'en fus comme submergé. A Karachi, pour en fuir le spectre, je me suis réfugié dans mon caravansérail. Au hideux spectacle j'ai préféré la chaleur couvée par les toits de tôle. Mais ici...

Interminablement s'étirent les faubourgs de Bombay. Puis-je même employer ce mot de faubourg ? Plutôt, serré entre la mer, la route et les ordures municipales, un immense camp de concentration. Des cahutes, des espèces de gourbis bâtis sur quatre pieux, avec un toit de haillons et même de journaux. Par les grandes pluies tropicales l'eau tombe sur les malheureux bébés nus. Camps de réfugiés qui ont fui le Pakistan, mais demeure habituelle aussi de beaucoup d'ouvriers. Entre les cases stagnent des mares. Elles tiennent lieu de latrines..., et tout le jour les petits enfants y barbotent.

Je suis venu aux Indes chercher la réponse à deux questions : *Ce pays sera-t-il une grande puissance ? Peut-il résister au communisme ?* Deux questions qui, par bien des aspects, n'en font qu'une. Deux questions dont la réponse peut commander notre destin. Mais ces faubourgs entre Bombay et son aérodrome, n'est-ce pas déjà la réponse ?

Par moment je voudrais me distraire de ces pensées angoissantes. L'Inde est là, l'Inde que j'ai depuis mon enfance désirée. Bombay égrène son chapelet d'îles reliées. Vers le soir, la ville a toute la beauté de l'Orient comme on le rêve. Je me rappelle ce jardin surtout, plein de fleurs blanches et qui ne s'ouvrent que la nuit. De ses terrasses je voyais la mer luisante comme une soie, des coupoles embellies par l'ombre et, dans le ciel, un croissant de lune absolument horizontal. Parmi tant de beautés comment choisir ? A Trichinopoli, le Temple Rock, énorme îlot dans un océan de palmiers, s'érige tout peint de blanc et de rouge. Gingy, Tandjore, Kombokanam, Madoura, mais plus encore, les Montagnes bleues.

Montagnes bleues, ah! le saisissement de vos climats

superposés. A vos pieds l'épaisse forêt s'écartait pour des plantations de cacao et de café — les caféiers dont la fleur blanche a l'odeur exacte de l'oranger. Parfois, dans les sous-bois les datura suspendaient leurs lourdes cloches laiteuses. Mais à mi-flanc de la montagne des futaies de mimosas géants, — si fort leur parfum qu'on pouvait à peine le respirer. Plus haut encore les eucalyptus, plus haut toujours des ajoncs en fleur, comme en Bretagne.

Et dans chaque échancrure de la forêt, l'immense plaine comble d'azur, — l'azur, il coule des monts, glisse aux vallées, s'accroche aux crêtes des palmeraies. Azur partout, dans le ciel dur, sur les cimes nues d'érosion et jusqu'au creux sombre des gorges. Azur...

Mais non, il faut savoir. Il faut comprendre ce monde où nous vivons. Laissons ces beautés. Que l'Inde soit ou ne soit pas une grande puissance est un problème qui vaut d'être résolu. De nouveaux astres, depuis la guerre, sont montés à l'horizon politique. Y troubleront-ils l'ordre traditionnel des constellations ? Nous devons pouvoir les peser à leur poids exact. Évaluer si leur influence répond à une force réelle. Estimer l'avenir de ces pays...

Les conditions d'une grande puissance.

Cette recherche s'impose plus particulièrement dans le cas de l'Union indienne. Ne s'agit-il pas d'un pays cinq fois étendu comme la France et peuplé de trois cent cinquante millions d'habitants ? Et ce pays se veut une grande puissance. L'Inde veut exercer un *leadership*, sinon sur toute l'Asie (la résurrection de la Chine, grâce à Mao Tsé-Tung, l'oblige à limiter ses prétentions)

u moins sur l'Asie du Sud. L'entrée de la Chine dans orbite soviétique ne fait d'ailleurs qu'accroître l'impor- ance de la région où l'Union indienne prétend se créer es sattellites. A vrai dire, M. Nehru ne limite pas ses mbitions au Sud-Est asiatique. L'Afrique aussi l'inté- esse, et la position prise par le gouvernement indien uand a été discuté le traité de tutelle pour le Tanga- yika est à soi seule symptomatique. Ces ambitions in- iennes se sont particulièrement manifestées à l'O.N.U. ù l'Union indienne tend à grouper autour d'elle toutes es puissances « anticolonialistes ». Ses délégués se font pécialement remarquer, multiplient les initiatives, abor- ent tous les sujets.

Si l'Inde est vraiment la grande puissance d'après- lemain, force nous est d'en tenir compte. Les propos le ses dirigeants sont l'expression d'une politique à re- louter, sinon à respecter. Au contraire, si l'Inde n'est as cette grande puissance, ces manifestations ne sont ue bluff et rodomontades qui ne doivent pas intimider.

Être une grande puissance, à notre époque, suppose ue soient réalisées trois conditions : 1° la force écono- nique ; 2° un état social stable et favorable ; 3° un bon ouvernement.

L'Union indienne répond-elle à ces trois conditions ?

Impotence économique.

Force économique d'abord. Pour la posséder sont né- cessaires ressources énergétiques et minéralogiques. A ces points de vue la péninsule indienne est assez mal connue. Les géographes sont en désaccord. Notons pourtant que les ressources certaines sont assez rares :

dans le Sud, du minerai de fer de bonne qualité mais peu abondant; quelques gisements de charbon; voilà presque tout.

Surtout manque à l'Inde la mère des industries : la sidérurgie. Son industrie sidérurgique est le huitième de celle de la France pour une population six fois plus nombreuse. La Grande-Bretagne qui a « exploité ce pays jusqu'à l'os » et y appliqua avec une obstination presque sauvage le « pacte colonial » en est partiellement la responsable. La seule industrie vraiment importante est le textile. Hélas! la « partition » du subcontinent entre l'Inde et le Pakistan a donné à ce dernier les matières premières, tandis que l'Inde héritait des usines. Les rapports entre les successeurs de l'Empire victorien étant pénibles, pèsent sur l'industrie textile indienne une constante menace et un fréquent chômage.

D'ailleurs le développement de l'industrie supposerait des débouchés. Malgré ses millions d'habitants l'Inde n'a pas de débouchés intérieurs : sa population est trop misérable. Elle n'a pas non plus de débouchés extérieurs; malgré des salaires de famine ses prix de revient sont trop élevés. Dans une entreprise indienne le poste matières premières est 60% plus élevé qu'en Europe, et le poste main-d'œuvre 30 à 50% (avec des hommes payés au maximum une roupie c'est-à-dire soixante-dix francs par jour). En outre l'Inde est victime d'une mauvaise situation géographique. Point de ports naturels, sinon Bombay qui ne se trouve pas sur une grande route maritime.

Enfin les commerçants indiens sont un peu trop imaginatifs. Ici on se délecte de projets, d'études, de devis. On les perfectionne, on en disserte, on les discute. On y dépense des millions... on y fait surtout dépenser des

illions aux entreprises européennes assez imprudentes our croire au mirage indien.

Et pourtant, on trouve en Union indienne de solides ffaires fort bien gérées. Cette compagnie d'aviation, *ir India* sur laquelle j'ai effectué mes principaux délacements est excellente; l'exactitude de ses petits vions blancs et rouges est absolue. Seulement (on croiait une sorte de fable) *Air India* appartient à un membre bien connu de la minorité *parsi* de Bombay, M. Tata. t le pilote ? Ce turban étroitement serré et cette barbe n éventail, tels les hindous des images d'Épinal : le ilote appartient à une autre minorité : c'est un Sikh. 'hôtesse de l'air est délicieuse. Elle sort tout droit d'un nagazine d'Hollywood : longues jambes, cheveux londs, yeux bleus et la poitrine un peu trop haute. Elle ppartient à une minorité, elle aussi, la plus méprisée de outes : c'est une Anglo-indienne.

L'Inde ne vivrait-elle pas sur les minorités qu'ingéniument elle persécute ? Le petit avion rouge et blanc s'envole. L'Anglo-indienne plus star que jamais m'apporte des magazines. Le Sikh barbu vient voir ses passagers. Elle est vraiment excellente, la ligne du *parsi* M. Tata.

Mais objectera-t-on, l'Union indienne est surtout agricole. 80% de sa population vit de la terre. Hélas! le tableau s'assombrit encore. Tristes étendues du Decan que j'ai lentement parcourues, avec leurs pauvres champs de mil. Et ces villages faméliques, si misérables que nul n'y sourit. J'évoquais les paysans d'Afrique, qu'un simple regard fait éclater de rire. Ici, un peuple sans épaules et sans hanches ose à peine nous regarder.

Vieille terre jamais engraissée que le paysan écorche à peine. Jamais engraissée... le troupeau considérable

des Indes ne sert qu'à ravager les maigres champs. Les bouses sont soigneusement séchées en galettes comme combustibles. Bien entendu, point n'est question d'engrais chimiques. Peut-on même faire autre chose que gratter la terre avec d'archaïques araires? Les sols tropicaux sont si fragiles, soumis à des facteurs d'érosion si violents que toute mécanisation de la culture risque de les détruire à jamais.

Et obstinément le paysan gratte la terre : l'usurier et le propriétaire sont là qui lui arrachent son maigre bénéfice. La situation de l'Inde est exactement celle de la Chine du Kuomintang : une réforme agraire s'impose, que le parti au pouvoir se refuse à effectuer. Là encore, on échafaude des plans, on prépare des projets, on élabore des textes; la propriété reste la même, l'agriculture demeure archaïque.

Tchang Kaï-Tcheck en a perdu son empire...

Sur champ de misère.

Il a perdu son empire faute d'avoir su remédier à un état social, le même exactement que nous trouvons aux Indes.

Rues de Bombay, rues de Madras... La misère ici n'a même pas de toit. Des privilégiés couchent à trente par pièce dans certains immeubles. La masse couche à même les trottoirs. Pour rentrer à mon hôtel j'enjambe ces paquets de haillons d'où sort un bras ou une jambe squelettiques. Et plus nombreux encore que les hommes, grouillent les rats.

Et Lazare est toujours devant la porte du Mauvais Riche. Des palais d'un goût douteux, mais opulents, bordent les trottoirs de la faim. Sur la chaussée roulent

des automobiles américaines de toutes les couleurs de l'argent vite gagné : rouge vif, vert aigu, opera ou tango. La richesse s'étale avec obscénité.

Je ne parle même pas des Maharajahs, ces souverains parvenus aux dynasties vieilles d'un siècle, mais de cette aristocratie des B. O. F. qu'a libérée le départ des Anglais. L'un d'eux m'a invité. Sa maison, dans un parc embaumé de jasmin, dominait la ville et la mer. Malheureusement je dus quitter cette vue et ce parc pour « admirer » l'intérieur de mon hôte. Des coussins hurlants, un bric à brac étrange de rocaille surdorée et d'Empire tout en bronze, mais surtout, peintes à la fresque, des théories de femmes nues, des grappes de chair humaine...

Dehors, l'interminable armée des meurt-la-faim. Et ensuite je retrouverai le luxe de mon hôtel où j'ai fait scandale en n'acceptant pas un valet de chambre particulier. Mais sous ma fenêtre dormiront les libres citoyens indiens, à même la terre, mêlés aux rats...

Le système des castes accentue cette misère. Il lui donne un caractère inéxorable. Soixante pour cent des Indiens — les intouchables — naît pour la faim. Sans doute Gandhi et quelques « gourous » se sont apitoyés — modérément — sur le sort des intouchables. On leur a, paraît-il, ouvert les temples. Ils ne s'y risquent pas (peut-être préféreraient-ils avoir accès aux puits du village, et que, pour eux, la saison sèche ne soit pas le supplice de la soif ?). D'ailleurs que signifie cette pancarte à la porte du temple de Çrirangam : « Nul ne peut entrer ici qu'avec son insigne de caste. » Dimanche j'irai à la messe. Les castés seront sur des bancs, les intouchables assis par terre. Encore heureux qu'on n'aie pas divisé l'église en deux par un mur. Ainsi fit-on na-

guère. L'évêque ordonna d'abattre le mur. Les fidèles ont cessé de fréquenter ce sanctuaire.

Soixante pour cent de misérables parmi les misérables : c'est beaucoup pour un pays aux rives de l'océan communiste.

Impotence politique

Faire de l'Inde une grande puissance malgré ce handicap économique et social : il y faudrait un gouvernement génial. Malheureusement l'Inde n'a qu'un pauvre gouvernement bien incohérent. Sans doute le Pandit Nehru est-il honnête et intelligent... Il n'a pas un seul collaborateur de classe. Les cadres indiens sont marqués du signe de la concussion.

De l'administration des Anglais tout se défait, tout s'effrite. Immense laisser-aller, mêlé de tracasseries policières, que la presse indienne elle-même déplore. Ah! les longues stations dans les locaux de la police, à quoi les étrangers sont astreints, ces locaux si crasseux que nos commissariats paraîtraient à côté d'eux pleins de luxe! Un factionnaire, toujours pareil à lui-même, était toujours trop occupé à se curer les ongles de pieds pour m'indiquer le bureau où j'avais à faire. Quand enfin j'y parvenais, un gratte-papier famélique, d'une voix accablée, essayait de me persuader que je m'adresse plutôt au bureau voisin.

Malheureux scribouillards, comment leur en vouloir, quand on sait combien peu ils sont payés ? Ainsi en était-il dans la Chine du Kuomintang (le rapprochement s'impose, lancinant comme un leitmotiv). Pour équilibrer leur pauvre budjet, ils se paient sur l'administré. Dans la province de Madras (une des plus mal gou-

ernées de l'Union indienne) sévissait la prohibition. Admirable prétexte à visites domiciliaires et à taxations arbitraires. Les policiers, dans la rue, vous arrêtaient pour respirer votre haleine. Mais, le dimanche suivant, on les retrouvait à Pondichéry. Avec leur famille ils avaient loué une chambre d'hôtel pour cuver la « cuite » qu'ils étaient venus s'administrer.

Mauvaise qualité de l'administration, venons-nous de lire, mais aussi excessive centralisation. Par facilité ou par crainte de la corruption des gouvernements provinciaux, Delhi a tout centralisé entre ses mains. N'est-ce point un danger en pays aussi disparate, quand s'affrontent des races diverses, quand on parle quelque cinq ou six langues principales sans compter les dialectes ? Ne croyez pas que les heurts de race soient ici un danger théorique. Je me rappelle cet Indien du Sud, à Madras, qui me parlait de ses compatriotes bengalis. Combien vive était sa haine : « Ces gens-là, me disait-il, veulent tous nous asservir. Ou bien ils nous coloniseront, ou bien ils feront sécession. »

Il évoquait là un des pires dangers de l'Union indienne. Son excessive centralisation, la menace d'éclatement — éclatement dont les remous seraient tels qu'ils pourraient provoquer l'avènement du communisme; nous y reviendrons.

Le pays est trop grand; il n'est pas à l'échelle humaine. Que n'en a-t-on fait une fédération — mieux encore, une confédération. Sur le plan réduit l'Inde peut, en effet, présenter des réussites gouvernementales. Les états princiers de Mysore et de Travancore en témoignent. Quand on pénètre en Mysore, le bon gouvernement est un phénomène en quelque sorte palpable; des routes au lieu des pistes, des maisons au lieu des cases

croulantes. Les deux plus grandes villes de l'État, Bangalore et Mysore, témoignent d'un souci d'urbanisme : des places et des squares, des rues alignées que bordent des immeubles neufs, bref, un ensemble si décent que le luxe écrasant du palais royal, où des gardes à cheval veillent comme à Buckinham, ne choque plus.

Les Anglais sont vraiment partis.

Impuissance économique, impotence politique, déplorable état social ; voilà bien des fourriers pour le communisme. Les Indiens se rassurent en disant, les mains croisées sur leur ventre grassouillet et les yeux levés au plafond : « Nous serons sauvés par notre spiritualité. » En Europe on prend un air mystérieux pour dire : « Ce n'est pas grave : les Anglais sont là. Ils ont paru quitter l'Inde tout en y restant. »

Double illusion! De ces affirmations, laquelle est la plus fallacieuse ? Les Anglais sont complètement partis de l'Inde. Ils n'y ont même laissé d'autre trace que le jeu de crickett et la mauvaise cuisine des hôtels. Officiellement les milieux gouvernementaux les honnissent. Pérorer contre eux est une tâche essentielle des politiciens, et pour bien souligner leur départ on a repeint en vert les tramways jadis rouge vif comme à Londres. Peut-être les politiciens sont-ils sincères en se félicitant de la « libération ». Ils y ont gagné leur place — une place qu'ils savent rendre fructueuse. La bourgeoisie, elle, est plutôt déçue. Elle reprochait aux Anglais de ne pas l'admettre dans leurs clubs : l'empire victorien a disparu, mais les clubs anglais qui subsistent sont toujours fermés aux « natives ». Quant au petit peuple, il n'est que regrets. « Ah! si vous aviez vu comme c'était mieux

au temps des Anglais », me disait un chauffeur de taxi. Au temps des Anglais on pouvait vivre », me répète mon coiffeur chaque fois que je vais chez lui. Les journaux mêmes, sous leurs très officielles déclamations nationalistes, laissent percer cette nostalgie.

Les Anglais ont sacrifié les Indes à la Livre. Ce pays n'avait pas d'avenir économique, les investissements n'étaient pas rentables. La Cité a préféré qu'on reporte l'effort vers l'Afrique orientale, au surplus beaucoup moins vulnérable que le subcontinent. Les Anglais pouvaient rester s'ils l'avaient voulu. Ils ont une autre politique : ainsi ont-ils creusé un grand vide au sud de l'Asie, provoqué, et, oserais-je dire, inventé une défaite de l'Europe. Ils ont certainement commis une faute et, très probablement, un crime.

En ont-ils conscience les Holicott vieillis que je rencontre dans les hôtels de montagne? Dans ces bungalows discrets et luxueux ils se restituent à eux-mêmes l'Angleterre : ils en recréent l'atmosphère (oh! la fausse cheminée avec sa grille de faux charbon!). Ces fantômes s'habillent le soir — smokings coupe 1930, robes longues d'âge indéfinissable. Ils se jouent à eux-mêmes la comédie de l'Angleterre victorienne (*rule Britannia, rule the waves*) plus profondément défunte d'être ainsi momifiée.

Aristocratie du divin.

Et la spiritualité ? Mais qu'est-ce que la fameuse spiritualité de l'Inde ?

Méditez, ascètes de l'Inde, approfondissez votre belle petite âme. Que faites-vous pour vos frères qui meurent de faim à votre porte ? Chez vous je l'ai compris : une

spiritualité qui ne débouche pas en charité et en miséricorde n'est qu'une forme élégante d'égoïsme matérialiste, pis encore, un onanisme spirituel.

Je ne la nie pas, la flamme qui vous anime. La spiritualité de l'Inde, je l'ai éprouvée comme une tentation. C'était à Tandjore. La beauté du temple m'avait ému. La profusion de ses sculptures n'en altère pas l'équilibre. Dans sa luxuriance délirante il atteint, si rigoureuse est sa pyramide sans ombre, la pureté d'un Parthénon. Ainsi préparé, je pénétrai dans la bibliothèque du palais des anciens Maharajahs. Une salle basse, tout en longueur. De rares fenêtres grillagées. Y régnait une pénombre sous-marine. La qualité du silence impressionnait, si absolu que le frôlement d'un tissu, le grincement d'une plume suffisaient à le souligner. Et l'odeur... une odeur religieuse, l'odeur des chambres d'aïeules qu'on n'habite plus depuis cent ans, l'odeur des églises quand, longtemps après l'office, l'encens s'est presque dissipé. Accroupis à des pupitres bas, des jeunes gens aux cheveux longs, aux yeux trop grands, déchiffraient des textes millénaires écrits à la main sur des palmes.

Élite bienheureuse, aristocrates du divin! Hélas! aux portes mêmes de ce palais la foule croupit dans le paganisme. Le paganisme! avant de venir je n'avais pas compris ce qu'il était. C'est en terre française, à Karikal, que j'en eus la révélation. Un soir, je me promenais dans le bazar. A la lueur des lampes à huile, chaque échoppe, avec ses bijoux, ses piles de *saris* luisants, ses plumes ou ses pyramides de pétales, était un Rembrandt. Atmosphère de mystère et presque de religion. Des lueurs flottaient dans l'ombre : long pagne blanc des indigènes et parfois l'éclat de leurs dents. Cette foule d'hommes pieds nus était absolument silencieuse : seul, parfois,

: grincement d'une charrette étroite, traînée par une
ache — ses cornes en forme de lyre boulées de cuivre.
au détour du bazar, un petit pagodon, sorte de chapelle
otive : le dieu à face d'éléphant, Gamesh, semblait, à
a lueur d'une lampe, gesticuler de ses six bras. Devant
ui le symbole phallique de Civa. Et ces figures grotes-
ques ou obscènes, un homme les adorait. Un brahmane
u teint clair, nu jusqu'à la taille, se conciliait le dieu
obèse.

La mosquée était ouverte : elle me fut un refuge. Du
noins n'y verrais-je pas ces dieux oppressifs qui rava-
ent l'homme à la terre. Il est bien pollué pourtant, l'Is-
am des Indes. C'était l'Aïd el Khébir. Une foule, mêlée
le femmes, se perdait dans le sanctuaire pour vénérer
es pantoufles de je ne sais quel marabout. Islam paga-
nisé, équivoque même : dans une des cours, des jeunes
femmes dévoilées, fardées, parées de bijoux énormes,
dansaient. Déhanchement, désarticulation du cou, on-
dulation lascive des reins : je retrouvais le style tant de
fois admiré dans les oasis du sud-algérien. Mais ici les
danseuses sont un peu maigres. Elles ont des mouve-
ments trop secs. Et puis, quelles grandes mains! Peut-
être après tout est-ce innocent et ne devrais-je pas
éprouver un malaise... Ces femmes sont de jeunes hom-
mes.

Malgré cette équivoque, la mosquée m'est un repos.
Je monte sur sa terrasse. Toute la nuit tropicale se dé-
roule au-dessus de moi : troupeau immense des étoiles
que, vers l'horizon, la Croix du Sud semble guider. A la
profusion des étoiles répond, sur la terre, la profusion
végétale. Ses effluves montent tout autour de moi :
odeur des rizières, un peu sucrée, parfums des innom-
brables jasmins, grands comme des chênes, et des fran-

gipaniers dont transluisent les fleurs blanches, senteur surtout de cette terre abondante et gorgée d'eau.

Oserai-je l'avouer ? Je me sens presque plus à mon aise dans cette mosquée qu'à l'église. A l'église, les saints hautement peinturlurés ressemblent trop aux génies multicolores qui gardent les champs dans les campagnes et à ce bric-à-brac des temples d'où nos chevaux de bois tirent, paraît-il, leur origine (ils sont en tout cas de même esthétique).

Pourtant le catholicisme des Indes devrait m'inspirer tendresse et respect. Il est menacé. L'Indien, naturellement tolérant quand on ne touche pas au système des castes (et l'Église s'est montrée plutôt — certains disent trop — indulgente pour ce système), est excité de fanatisme actuellement. A la misère on oppose la religion, confondue avec le sentiment national. C'est un dérivatif. Je pense un peu aux persécutions religieuses de 1904, déclenchées de l'aveu même de Waddington pour éviter des réformes sociales. Phénomène inverse mais analogue, le fanatisme religieux évitera la réforme agraire, pensent certains milieux dirigeants des Indes. Aussi s'attend-on à des persécutions. Comment les supportera une Église un peu molle qui n'a jamais été fécondée par le martyre ? On estime que le déchet pourrait être des neuf dixièmes.

La contagion est-elle fatale ?

Non, ni la présence des Anglais (une illusion), ni la spiritualité hindoue (un leurre) ne préserveront l'Inde du communisme. Alors ?... la catastrophe est-elle fatale ?

Peut-être... Osons regarder en face cette éventualité.

n ne voit pas quelle résistance peut opposer ce subcon-
nent famélique et mal gouverné.

Pourtant on n'imagine pas qu'il se révolte. L'Indien
t en dessous du niveau où l'on tente les révolutions.
n'en a même pas la force. Il sait trop qu'on trouvera
ujours des misérables pour briser les grèves et répri-
ier les émeutes. Si jamais une révolte éclatait, elle
endrait la forme d'une jacquerie. L'Hydérabab a connu
uelque chose de cet ordre. Les paysans s'y sont révol-
és, et ce fut un des motifs à l'invasion de cet état. Mais
jacquerie d'Hydérabab ne s'est pas développée. Seuls
uelques districts restreints subsistent encore.

Si le communisme devait pénétrer l'Inde par l'inté-
ieur, ce serait plutôt à l'occasion des heurts entre races
t entre régions que l'excessive centralisation, nous l'a-
ons dit, provoquera indubitablement. Événement à lon-
ue échéance. La menace qui vient de l'extérieur est
alheureusement plus immédiate. L'U.R.S.S. et la
hine communiste touchent à l'Inde l'une et l'autre (ne
omptons pas le minuscule corridor afghan inventé par
es diplomates, et qui d'ailleurs rejoint un corridor chi-
ois). L'Inde peut-elle supporter leur choc ?

L'Inde ne peut rien supporter : tout ce que nous ve-
ons de relater ne le démontre que trop. Elle ne peut
même pas avoir de politique étrangère. M. Nehru ha-
bille de beaux principes son attitude « neutraliste » dans
l'affaire d'Indochine ; elle n'est qu'incapacité de prendre
parti, tant est fragile l'édifice politique indien.

La plus stupide querelle de notre temps.

Ne comptons pas sur l'armée indienne, bien que l'U-
nion y engloutisse cinquante pour cent de son revenu.

Dépense folle pour ce malheureux pays. Elle n'est pas entreprise pour le prémunir contre une invasion. Delhi n'a pas ce réalisme. Non, on s'arme contre l'autre héritier de l'empire victorien, on s'arme contre le jumeau du Pakistan.

Ne retraçons pas cette histoire. Elle commence par les massacres de la « partition ». Entre la misère et le sang versé, le subcontinent a payé bien cher sa liberté! Elle se poursuit par le conflit du Cachémire, où l'Inde, enfant premier-né de l'anticolonialisme des Nations Unies, a fait fi insolemment de leurs conseils, de leurs objurgations, voire de leurs jugements. Cela commence comme un conte de fée : « Régnait au Cachemire un méchant roi détesté de ses sujets... » Ce roi était hindou. Soixante-dix pour cent de ses sujets étaient musulmans. Ils ont voulu le chasser. Sans les attendre, le roi partit vers la Nouvelle-Delhi avec quarante-huit camions chargés de ses richesses et des richesses des temples, appeler l'Inde à son secours.

L'Inde prit parti pour lui, aussi mauvaise que fût sa cause. Et ne vit-on pas ce paradoxe d'une guerre entre deux dominions aux armées également commandées par des généraux anglais? Finalement l'O.N.U. obtint un « cessez le feu » (son seul succès en cette affaire). Le principe d'un plébiscite fut adopté, mais l'Inde — sûre de le perdre s'il est libre — veut qu'il ait lieu sous le contrôle de son armée.

Entre temps chacun des partenaires, Inde et Pakistan, a constitué un gouvernement fantoche dans la partie du Cachemire qu'il occupe. Malheureusement voilà que se prennent au sérieux ces gouvernements fantoches, et qu'ils cherchent l'un et l'autre à se rendre indépendants de leurs promoteurs respectifs... et pour y parvenir, tout

aturellement ils se tournent vers l'U.R.S.S. et la hine communiste.

Ainsi la stupide querelle du Cachemire risque de por- r l'U.R.S.S. jusque sur le subcontinent. En même mps elle entretient l'anarchie au point même où, de- uis Alexandre le Grand, sont passées toutes les inva- ons. L'Histoire nous rapporte des exemples d'aveugle- ient; rarement de cette qualité.

Sans doute les autres points de la frontière septentrio- ale sont-ils moins vulnérables; plus qu'on ne croit ourtant. Ni au Sikkim, ni au Népal, ces minuscules tats tampons, l'Inde n'a su reprendre la politique droite des Anglais. Peut-être cette incapacité était-elle nposée par la logique de sa libération. Le Népal vient 'être le théâtre d'une agitation que U.S.A., Grande- retagne et France ont contribué à apaiser. Le feu ne ouve-t-il plus sous la cendre? Ce n'est pas sûr, et le anger est grand, car l'Himalaya n'est pas la barrière u'on croit. Déjà en 1792 une invasion chinoise l'a fran- hi. Surtout l'obstacle n'est pas constitué par les hautes nontagnes (des cols les interrompent) mais par la ma- aria qui sévit sur les pentes. Désormais une armée peut e prémunir contre ce péril.

Enfin la frontière orientale n'est couverte que par la Birmanie en triple révolution, et dont la Chine revendi- ue la partie nord...

Les deux seuls paratonnerres.

Ainsi est-on en droit de se demander comment l'Inde n'a pas encore été envahie par les forces communistes. Sous leur poids elle se fût effondrée comme un château

de cartes. Première réponse : Union indienne et Pakistan appartiennent au Commonwealth. Toute attaque contre eux dégénérerait presque infailliblement en un conflit généralisé. Or, pour des raisons que nous n'avons pas à analyser ici, l'U.R.S.S. visiblement tient à éviter, au moins pour le moment, un conflit généralisé.

Mais n'est-il pas paradoxal qu'alternativement les gouvernants de Delhi et de Karachi parlent de quitter le Commonwealth, quand ce départ serait signer leur arrêt de mort ?

Deuxième réponse, complémentaire à la précédente : la rivalité entre la Chine et l'U.R.S.S. Selon certains observateurs l'envahissement du Thibet par Mao Tsé-Tung ne serait pas dirigé contre les Indes. Il aurait pour seul objet de renforcer la position chinoise au Sin Kiang, cette province sur laquelle l'U.R.S.S. a mal caché ses ambitions. Par suite de leur rivalité, Chine et U.R.S.S. n'admettraient pas que l'une d'entre elles, par une mainmise sur l'Inde, accrût sa puissance vis-a-vis de l'autre. La Chine ne voudrait pas que l'U.R.S.S. parvînt ainsi à exercer un leadership direct sur l'Asie. L'U.R.S.S., à qui se pose le grave problème de compter avec un associé, et non plus seulement avec des satellites, craindrait qu'une Chine accrue des Indes devînt trop forte, donc trop indépendante. Et cette rivalité serait la meilleure garantie pour Delhi et pour Karachi.

Excès de misère à l'intérieur, participation au Commonwealth et rivalité sino-soviétique à l'extérieur ; telles seraient les sauvegardes de l'Inde contre le communisme — de cette Inde qui ne sera pas, avant bien longtemps, une grande puissance...

rop de siècles et trop de dieux.

L'Inde gît accablée sous trop de siècles et trop de eux... Vieux pays, trop vieux déjà voici deux cents ans our résister à la colonisation européenne. Les soldats : Bussy n'étaient pas mieux armés que ses nababs et s rajahs. Avant de quitter les Indes, je me suis rendu, mme en pèlerinage, à Gingy, l'imprenable forteresse Soubab que Bussy enleva d'un assaut avec quatre-ngts compagnons. Murailles crénelées, chaos de rocs, ntiers à gradins compliqués de chicanes : rien n'a dé-ndu la garnison. Elle est tombée comme d'elle-même. ous voici tout en haut de la colline-citadelle. Un im-ense paysage d'érosion nous entoure, un des plus eux paysages du monde. Des millénaires de vent, de uies tropicales, de soleil, l'ont dévoré, lavé, calciné. erre si décharnée que le squelette rocheux la perce de utes parts.

Ancienneté de civilisation, de pensée. Quand nos an-tres vivaient dans les cavernes, l'Inde avait produit ses us beaux poèmes : les Veda. Elle avait inventé déjà s dieux multiformes. Et déjà elle croyait en cette foi ésespérante et désespérée des résurrections successives des éternelles survies : l'homme enchaîné à la néces-té de renaître, comme l'esclave antique à la roue de n moulin.

Qu'ils pèsent sur l'Inde, ces siècles et ces dieux! Plus ncore que la misère, que la faim, que l'impéritie gou-ernementale. L'Inde, aux flancs de l'Asie en transes, uit trop mûr.

GEORGES LE BRUN KERIS.

LES MANUSCRITS DE LA MER MORTE ET LES ORIGINES CHRÉTIENNES

On parle beaucoup des manuscrits hébreux découvert récemment dans une grotte des bords de la mer Mort (voir *La Vie Intellectuelle*, juin 1949, p. 583-595). Deu d'entre eux ont été publiés intégralement en Amériqu au printemps de 1950 : le texte complet d'*Isaïe* et u curieux Commentaire du petit livre d'*Habacuc*, où l'au teur applique à son époque et à ses contemporains le paroles du prophète. M. Dupont-Sommer, professeur la Sorbonne et directeur d'études à l'École des Haute Études, a reçu la publication américaine au début d mai 1950. Dès le 26 mai, il lisait devant l'Académie de Inscriptions et Belles-Lettres une communication sur *Commentaire d'Habacuc* et, sans attendre que parais sent les comptes rendus de cette Compagnie, il publia en plaquette le texte annoté de sa communication[1]. donnait en même temps, dans la *Revue de l'Histoir des religions*, avril-juin 1950, un long article daté d 31 mai, qui reprenait le même sujet sous une forme plu technique. En juillet 1950, il mettait à l'impression u petit livre, destiné à donner aux lecteurs non spécial sés un exposé de toute la documentation actuellemer connue et les conclusions qu'il en tirait[2]. Les hypothès

1. *Observations sur le Commentaire d'Habacuc découvert près d la mer Morte*, chez Adrien Maisonneuve, 1950.

2. *Aperçus préliminaires sur les Manuscrits de la mer Mort* même éditeur, 1950.

ont l'Académie des Inscriptions avait eu la primeur ont té divulguées devant de moins doctes auditoires; débordant des revues savantes, elles se sont répandues dans a grande presse et M. Dupont-Sommer vient de donner ce propos une longue interview au *Figaro Littéraire*[1].

On comprend la hâte mise par l'auteur à se libérer 'un secret qui l'écrasait (ainsi parle *Le Figaro Littéraire*), son zèle à faire connaître sa découverte : elle est norme. La secte de la Nouvelle Alliance, d'où émane e *Commentaire d'Habacuc* et dont la *Règle* a également té préservée dans la grotte, a des traits communs avec e christianisme. Son fondateur, le Maître de justice, ersécuté par le Prêtre impie, a des ressemblances troulantes avec le Christ. Qu'on en juge :

Le Maître galiléen, tel que nous le présentent les écrits du Nouveau Testament, apparaît, à bien des égards, comme ne étonnante réincarnation du Maître de justice. Comme elui-ci, il prêcha la pénitence, la pauvreté, l'humilité, 'amour du prochain, la chasteté. Comme lui, il prescrivit l'observer la Loi de Moïse, toute la Loi, mais la Loi achevée, parfaite, grâce à ses propres révélations. Comme lui, il ut l'Élu et le Messie de Dieu, — le Messie rédempteur du nonde. Comme lui, il fut en butte à l'hostilité des prêtres, lu parti des Sadducéens. Comme lui, il fut condamné et supplicié. Comme lui, il monta au ciel, près de Dieu. Comme ui, il exerça le jugement sur Jérusalem, qui, pour l'avoir nis à mort, fut prise et détruite par les Romains. Comme ui, à la fin des temps, il sera le souverain juge. Comme lui, l fonda une Église, dont les fidèles attendaient avec ferveur son glorieux retour (*Aperçus....* p. 121).

La secte a fleuri au I^er^ siècle av. J.-C., le Maître de ustice a été supplicié en 65-63, le *Commentaire d'Habacuc* a été rédigé vers 41 avant notre ère, la secte, réfugiée un temps à Damas, est revenue ensuite en Palestine, d'où elle s'est finalement dispersée au moment de la Guerre Juive de 66-70 ap. J.-C., confiant ses ma-

3. 24 février 1951.

nuscrits à la cachette des bords de la mer Morte. Ces dates sont concluantes : « Partout où la ressemblance oblige ou invite à penser à un emprunt, l'emprunt fut fait par le Christianisme » (*ibid.*, p. 122). Tous les problèmes relatifs aux origines chrétiennes doivent être reconsidérés, et d'autres encore : ce n'est pas une révolution qu'apportent les documents de la mer Morte, c'est « toute une cascade de révolutions » (*ibid.*, p. 117).

Ainsi parle M. Dupont-Sommer. Malgré tout le respect qui est dû à sa science, malgré toute l'admiration que suscite son ingéniosité, malgré toute la gratitude que méritent les remarques pertinentes qu'il a faites sur ces textes, je dois dire que cette construction historique ne se fonde que sur des faits et des textes mal interprétés. Puisqu'il a régalé de racines hébraïques les lecteurs du *Figaro Littéraire* et qu'on nous avertit là qu'il redoute les théologiens mais qu'il ne craint pas le jugement des prêtres philologues, je ne lui servirai que de la philologie... avec un peu d'archéologie.

J'ai eu l'avantage de participer à la fouille de la grotte, j'ai recueilli les fragments des jarres qui avaient contenu les manuscrits, j'ai patiemment reconstruit ces jarres et je les ai étudiées. Bientôt, M. Dupont-Sommer pourra examiner à loisir l'une d'elles, que le Musée du Louvre vient d'acquérir. Tous les archéologues qui les ont vues sont d'accord sur leur date : elles sont antérieures à la période romaine en Palestine. J'en ai conclu que les manuscrits les plus récents qu'elles contenaient ne pouvaient pas être d'une date beaucoup plus basse qu'ils étaient au plus tard du début du I^er^ siècle avant notre ère. Je n'avais pas pu citer de parallèles probants pour la forme de ces récipients; J. T. Milik vient de les fournir : ce sont deux jarres du Musée de Turin, qui furent trouvées en Égypte et qui contenaient des papyrus grecs dont le plus récent est daté de 104 av. J.-C. [4]. J

4. Dans *Biblica*, XXXI, 1950, pp. 504-508.

uis bien d'accord avec M. Dupont-Sommer que le cri-ère tiré de la céramique ne doit pas être interprété étroi-ement et qu'il admet une marge de plusieurs décades, nais cette tolérance ne peut pas être étendue indéfini-ment. Sans doute, on a recueilli aussi une poignée de essons, qui sont caractéristiques de l'époque romaine; je 'ose pas en préciser la date, mais il est en tout cas xclu que ces tessons soient contemporains des jarres ui contenaient les manuscrits : ils datent une violation ostérieure de la cachette et non pas le dépôt des manus-rits dans la grotte, comme voudrait M. Dupont-Som-ner, comme voudrait aussi M. Kahle[5], qui recule ce épôt jusqu'au III^e^ siècle de notre ère, à quoi M. Du-ont-Sommer ne consent évidemment point.

Mais les jarres n'auraient-elles pas été déjà anciennes uand on les prit pour cacher les rouleaux? Elles uraient servi longtemps à garder les livres dans la ibliothèque de la secte, ce qui était un usage « bien onnu » d'après M. Kahle (p. 41), « une pratique alors ourante » d'après M. Dupont-Sommer (*Observations...*, . 13). Je demande qu'on vienne en aide à mon igno-ance et qu'on cite un seul témoignage de cette pratique courante », un seul texte se référant à l'usage de jarres omme casiers de *bibliothèque*, une seule jarre contenant es manuscrits, découverte dans la fouille d'une *biblio-hèque*. Les douze livres coptes, eux aussi fameux, dé-ouverts récemment dans un pot en Égypte, sont bien es ouvrages de bibliothèque, mais le pot a été trouvé ans un tombeau; le grand papyrus de Ménandre était ans une jarre, mais celle-ci contenait en outre cent cin-uante documents de famille : les jarres ne sont attes-ées, par les textes et par les fouilles, que comme récep-acles d'archives ou comme cachettes. D'ailleurs, même i l'on admet l'hypothèse, il est impensable que ce maté-iel d'une bibliothèque séculaire ait été tout entier de

5. Dans *Vetus Testamentum*, I, 1951, p. 41.

la même époque, tout entier antique, qu'il n'y ait pas eu au moins quelques jarres plus récentes, témoignant de l'accroissement du fonds. Enfin, que fait-on alors des deux lampes hellénistiques trouvées dans la grotte? Était-ce le système d'éclairage de cette merveilleuse bibliothèque, étonnamment gardé pendant un siècle ou plus, et transporté pieusement dans la grotte avec les jarres et les manuscrits? Non, tant qu'on n'aura pas démontré que les jarres et les lampes sont d'une autre époque que celle que leur assignent les archéologues qui les ont vues, ces humbles témoins fixent la date du dépôt et celle des plus récents manuscrits.

Pour avoir seulement dit cela, j'ai été pris à partie par Etiemble, qui a donné dans *Temps Modernes*[6] une version « existentialiste » de la thèse de M. Dupont-Sommer. L'Église, nous dit-il, ne balance pas « à supprimer des documents qui la contraignent à mentir dès qu'il s'agit pour elle de les dater et de les interpréter » et je suis accusé de « pieux mensonge ». Je n'ai pas eu de si noirs desseins. Avant de pouvoir soupçonner une théorie que M. Dupont-Sommer n'avait pas encore conçue, loin de rien « supprimer » j'ai apporté des faits matériels, nouveaux. Si ces faits gênent certaines hypothèses, je n'y puis rien.

Mais laissons l'archéologie où M. Dupont-Sommer n'est pas à l'aise et venons à ses arguments. La clé de sa démonstration est le Commentaire d'*Habacuc*, II, 15 qu'il traduit ainsi :

> L'explication de ceci concerne le Prêtre impie qui a persécuté le Maître de justice, afin de l'engloutir dans l'emportement de sa fureur. Tu as osé le dévêtir; mais, au moment de la fête chômée du Jour des Expiations, il leur est apparu tout resplendissant pour les engloutir et pour qu'ils trébuchassent au Jour du Jeûne, qui est pour eux un sabbat chômé. (*Aperçus...*, p. 38.)

6. Janvier 1951, pp. 1286 et 1288.

Dans ce texte. M. Dupont-Sommer trouve : 1° une ate qui donne un *terminus post quem* pour le Commen- ire, cet engloutissement au Jour des Expiations étant prise de Jérusalem par Pompée en 63 av. J.C. ; 2° la assion du Maître de justice qu'on a dévêtu « sans doute our le supplicier »; 3° le caractère divin du Maître de stice qui, après son supplice, « est apparu resplen- issant », le verbe ainsi traduit s'employant des appari- ons de Yahvé dans l'Ancien Testament.

Admettons que Jérusalem ait été prise par Pompée un our des Expiations, bien que de bons auteurs en iscutent. Mais le texte ne parle nullement de la prise 'une ville, il ne dit pas que les gens « engloutis » soient es gens de Jérusalem, représentant le parti du Prêtre mpie. Il est d'ailleurs étrange que celui-ci soit désigné 'abord par une troisième personne du singulier, puis ar une deuxième personne du singulier, enfin — dans es partisans — par une troisième personne du pluriel. Ce qui suppose encore que le Maître de justice, qui était e complément des deux premières phrases, devient le ujet de la troisième. Ce chassé-croisé n'est pas impos- ible, **mais il faut le prouver.**

Or, la lecture et la traduction doivent être révisées. Ce ue M. Dupont-Sommer traduit par « Dieu » est simple- ment une préposition. La seconde personne « Tu as osé » est impossible, pour une simple raison d'écriture : 'orthographe constante du manuscrit exigerait *'abîtah* avec un *hé* final) au lieu de *'abita*, que lit notre auteur. Au lieu de « le dévêtir » on peut traduire « son exil ». — « Il est apparu tout resplendissant » traduit *hôphi'a*, mais le verbe, qui signifie « briller, paraître » peut n'avoir rien à faire avec une théophanie : dans le texte hébreu de l'*Ecclésiastique*, XII, 15, ce verbe est employé du méchant qui apparaît comme tel, qui « se mani- feste ». Ici, le sujet reste le Prêtre impie. J'interprète donc, en gardant le plus possible de la traduction de M. Dupont-Sommer :

« L'explication de ceci concerne le Prêtre impie, qui persécuté le Maître de justice, afin de l'engloutir dan l'emportement de sa fureur, et a voulu son exil (*ou* l dénuder). Au temps de la fête chômée du Jour des Expia tions, il s'est découvert à eux, pour les engloutir et le faire trébucher, au Jour du Jeûne, qui est pour eux u sabbat chômé. » Il s'agit d'un bout à l'autre de l'actio du Prêtre impie contre le Maître et ses partisans, aucu nement d'une prise de la ville et d'une apparition mer veilleuse. Le texte fait allusion à un épisode de la vi intérieure de la secte, dont la grande histoire n'a peut être pas retenu le souvenir.

Pour prouver le caractère divin du Maître de justice M. Dupont-Sommer invoque encore un autre texte. C'es le Commentaire sur *Habacuc*, II, 7, qui est ainsi tra duit :

[L'explication de cette parole con]cerne le Prêtre qui s'es révolté [*lacune de deux lignes; vers la fin de cette lacune suppléer à peu près :* ... et il persécuta le Maître de justice lequel fut] frappé par lui en vertu de jugements iniques et d'odieux profanateurs commirent des horreurs sur lui e des vengeances sur son corps de chair... (*Aperçus...*, p. 45.

D'où l'on conclut que le Maître était un être divin qu s'incarna pour vivre et mourir comme un homme. L P. Bonsirven[7] a fait remarquer que, simplement, « l'ex pression « corps de chair », dans le vocabulaire hébreu courant aux temps bibliques et suivants, désigne la par tie matérielle de la personne humaine ». M. Dupont Sommer commente[8] : « Reste à savoir si l'expressio « corps de chair » est aussi courante dans le vocabulair hébreu « aux temps bibliques et suivants » que l R. P. Bonsirven veut bien le dire. » Cette citation es inexacte : le P. Bonsirven n'a pas dit que l'*expressio*

7. *Études*, février 1951, p. 217.
8. Dans *Le Figaro littéraire*, 24 février 1951.

ait *courante* dans le vocabulaire hébreu, mais que le *cabulaire* était *courant*, ce qui n'est pas la même chose. semble que M. Dupont-Sommer lise un peu vite les ctes, qu'ils soient anciens ou modernes. Toujours est-il 'il a mis le P. Bonsirven au défi de trouver l'expres- on « corps de chair » une seule fois dans l'Ancien Tes- ment. Elle ne se rencontrerait qu'une fois, dans le ouveau Testament, dans *Colossiens*, I, 22, où elle s'ap- ique au Christ.

M. Dupont-Sommer n'a pas de chance : les mots se ent textuellement dans un passage de l'Ancien Testa- ent, dans *Ecclésiastique* XXIII, 16 : « l'homme impu- que, dans son corps de chair... »; là, il ne s'agit évi- mment pas d'une « incarnation ». Dans le Nouveau estament, ils se trouvent une fois de plus, dans *Colos- ens*, II, 11, à propos du chrétien; là encore, il ne s'agit as d'une « incarnation ». Il s'agit partout de l'élément atériel, sensible, du composé humain, le siège du péché ue commet l'impudique, dont se dépouille le chrétien, s'assume le Christ. Il ne faut pas chercher davantage i. D'ailleurs, ce « corps de chair » est-il bien celui du Maître de justice? Celui-ci est introduit par M. Dupont- ommer dans la lacune du texte et les sévices rapportés nsuite deviennent ainsi sa « Passion ». Mais, si l'on se eporte au texte d'Habacuc qui est expliqué, il ne peut 'agir que du châtiment du Prêtre impie, ce que confirme suite du Commentaire.

Pour le Maître de justice, cette démonstration peut suf- re, car elle a touché aux textes essentiels qu'on invoque. Nulle part ailleurs il n'est dit du Maître qu'il fut le Rédempteur du monde, qu'il monta au ciel, qu'il exerça e jugement sur Jérusalem, qu'il sera le souverain juge la fin des temps, que son « Église » attendait son glo- ieux retour. Car le « Messie, issu d'Aaron et d'Israël » u'attendait la secte de la Nouvelle Alliance, est expres- ément distingué du Maître de justice, du Fondateur qui ui fut enlevé.

Quant au Prêtre impie, M. Dupont-Sommer l'identifie au grand-prêtre et roi asmonéen Aristobule II. Mais comme celui-ci est mort en 49 av. J.-C., que le *Commentaire* a été rédigé, d'après notre auteur, vers l'an 41, et que le Prêtre impie est encore vivant au moment de la rédaction, M. Dupont-Sommer divise les textes et applique une partie d'entre eux à Hyrcan II, déposé en 40 av. J.-C. Seulement ce départ fait entre les textes est arbitraire : parlant du Prêtre impie, le *Commentaire* vise toujours le même personnage.

Pour fixer la rédaction vers 41 avant notre ère, M. Dupont-Sommer s'appuie sur ce commentaire d'*Habacuc*, I, 11 :

> L'explication de ceci concerne les dominateurs des Kittim qui, avec le parti de leur maison coupable, disparaissent l'un devant l'autre. Ils prennent le commandement; [puis celui-] ci après celui-là, ils viennent pour détruire les peu[ples. (*Aperçus...*, pp. 41-42.)

En raison des lacunes, cette traduction est incertaine et devrait être munie de plus de crochets. Ainsi compris, le texte serait une « allusion certaine à la période des guerres civiles, à partir de 49 av. J.-C. » et le *Commentaire* aurait été rédigé vers 41, peu avant la paix de Brindes. On pourrait aussi bien y voir l'histoire mouvementée des Séleucides au II^e^ et au début du I^er^ siècle avant notre ère. Si l'on traduit autrement — et cela vaut peut-être mieux[9] — : « ... les gouvernants des Kittim qui, sur l'avis de leur maison de péché, enlèvent un homme de devant son compagnon... », le texte se rapporterait aux interventions étrangères dans le haut-sacerdoce ou le gouvernement des Juifs, et ne nous donnerait pas une date romaine.

La question est de savoir qui sont ces « Kittim ». Pour M. Dupont-Sommer, ce sont, comme dans *Daniel*,

9. Ainsi S. Talmon et S. M. Stern.

, 30, les Romains, à qui conviendrait tout ce qu'en : le *Commentaire*. Je fais d'abord remarquer que *aniel*, XI, 30 cite *Nombres*, XXIV, 24, où les Kittim sont certainement pas les Romains, et qu'il applique texte ancien à une situation présente, tout comme it notre *Commentaire*, mais en gardant le terme cien. Cela ne prouve pas du tout que, lorsque fut écrit *aniel*, XI, 30, on appelât les Romains « Kittim ». 'équivalence est donnée par la traduction grecque, ais c'est une « interprétation » (exacte), de même que s Targums, en traduisant « Kittim » par « les Roains » dans *Nombres*, XXIV, 24, ou par « l'Italie » ns *I Chroniques*, I, 7, donnent des « interprétations » ausses). Ainsi notre commentateur « interprète » (faument) les Chaldéens du texte d'Habacuc par « Kitn », et le mot doit par conséquent désigner le peuple ui de son temps était ainsi appelé. Or, les Romains ne nt appelés « Kittim » que dans des écrits juifs du ein moyen âge, sous l'influence des « interprétations » ue j'ai citées. Aux temps plus proches de nos manusits, « Kittim » désigne les Macédoniens d'Alexandre ns le I^er^ Livre des *Maccabées*, les Grecs d'Orient dans Livre des *Jubilés* (qui projette dans l'époque patriarle des épisodes des guerres maccabéennes). Dans la llection même des Manuscrits de la mer Morte, le uleau de la *Guerre* parle des « Kittim » d'Assur et des Kittim » d'Égypte; il s'agit certainement des Grecs e Syrie et des Grecs d'Égypte, avant la domination maine, et M. Dupont-Sommer le reconnaît lui-même, ceptant de dater ce rouleau plus tôt, à l'époque hellédstique. Pourquoi pas aussi le *Commentaire d'Habaac*? Car ce qui y est dit des « Kittim » se comprend es Séleucides aussi bien que des Romains. Le choix es Romains n'est imposé à M. Dupont-Sommer que ar les allusions qu'il trouve à la conquête romaine de ; et aux événements postérieurs; on a vu combien cette terprétation était fragile.

Ce n'est pas minimiser l'intérêt de ces documents que de chercher objectivement à les replacer dans leur milieu historique, ce n'est pas leur manquer d'égards que de procéder avec lenteur et avec prudence. Ils garderont une importance considérable, même pour l'étude des origines chrétiennes, en faisant mieux connaître le milieu religieux où s'est exercée la prédication du Christ, où a grandi l'Église. Mais il faut se défendre contre les mirages. Au terme de son petit livre, M. Dupont-Sommer avoue que les rapprochements qu'il a faits « constituent un ensemble presque hallucinant » (p. 122). Les hallucinations sont dangereuses pour l'historien. Nous souhaitons à M. Dupont-Sommer d'en guérir et, simplement, d'y voir clair.

Jérusalem.

R. DE VAUX, O. P.

ERRATUM

La Vie Intellectuelle de mars 1951, page 131.

A la première page du « Rapport de l'A.C.J.F. 1950 » : *Devenir membres actifs de la société des hommes*, après la phrase d'introduction « Quelle doit être notre participation à la vie ecclésiale ? », il convient de remplacer la note 1 par cette phrase : « C'est ce qui a été examiné par le même Conseil fédéral de l'A.C.J.F. dans un premier rapport : « Être membre vivant de l'Église. »

Nous indiquons pour nos lecteurs étrangers que les initiales A.C.J.F. désignent l'Association Catholique de la Jeunesse Française qui fédère les différents mouvements spécialisés.

ROBLÈMES RELIGIEUX EN YOUGOSLAVIE

Les pages ci-après entendent n'être, sur le problème ligieux en Yougoslavie, qu'un témoignage et point ne conclusion ni même une description exhaustive.

Encore convient-il d'ajouter que ce témoignage lui-même ne peut être donné qu'avec d'extrêmes scrupules. est délicat de parler objectivement de ce à quoi sont ées tant de souffrances et de passions. L'explication des preuves de ceux qui souffrent doit faire difficulté à la onscience des bien portants.

Au scrupule sentimental s'ajoute le scrupule intellectuel. Il y a tant de choses à dire, de considérations à etenir, qu'on sait toujours qu'on a été incomplet — et u'on se demande si la lacune inévitable ne rompt pas "équilibre des constatations.

D'autres, Français ou catholiques, ou Français et atholiques, seraient sans doute plus qualifiés que moi our apporter un témoignage... Voici le mien, puisqu'il n'a été demandé.

Il n'y a pas persécution religieuse, au sens habituel le ce mot, en Yougoslavie. Les églises y sont ouvertes. J'ai vu la cathédrale de Zagreb pleine le dimanche. Dans mes entretiens avec les fidèles, prêtres ou laïcs, je n'ai point perçu ce regard d'épouvante de celui qui craint que son assiduité à l'office religieux soit un motif suffisant de sévices ou de détention.

L'Église est-elle, pour autant, libre, avec ce qu'implique ce mot pour nous, c'est-à-dire avec toutes les facilités de la propagande, de l'apostolat oral ou écrit?

Je ne le pense pas davantage. Il existe des publica-

tions religieuses paraissant notamment dans les partis catholiques de la Yougoslavie. Mais leurs allocations de papier sont évidemment très inférieures à celles des autres périodiques.

Le recrutement des prêtres, des séminaristes, des moines est libre. Les séminaires sont ouverts, des facultés de théologie existent aux frais de l'État, les couvents recrutent des novices; mais l'atmosphère ambiante n'est pas faite, certes, pour favoriser ces vocations et tout, dans l'air, dans le ton général de la propagande officielle, recèle une note défavorable à la religion, encore que celle-ci soit rarement attaquée directement.

Il y a liberté, il n'y a pas égalité de chance.

La plupart des propos tenus par les dirigeants du parti communiste, des organisations de jeunesse, etc. n'excède certainement pas ce qui se dit dans les milieux athées de nos pays et qui doit pouvoir se dire dans un pays libre, conformément à notre conception de l'État moderne. Mais ces propos prennent une gravité particulière du fait qu'il n'y a pas, pour les propos symétriques opposés par l'Église, les mêmes facilités de diffusion.

Le marxisme est enseigné dans l'école publique comme une philosophie officielle. Il y a, dans cette autorité conférée à une métaphysique matérialiste, quelque chose qui peut être souffert mais non accepté par un croyant.

Il faudrait à tout le moins que le marxisme ne fût enseigné que comme une sociologie, comme une matière entre les autres matières, pour l'information...

En d'autres termes, il n'y a, pour une conscience moderne, ni scandale de la persécution, ni scandale de l'outrage, mais il y a incontestablement déséquilibre des libertés et des facilités, la thèse athée en ayant beaucoup et la réponse catholique peu.

Encore faut-il ajouter que la notion même d'un État neutre dans lequel s'expriment librement et l'athéisme et la foi, dans lequel coopèrent librement et fraternellement démocrates chrétiens et démocrates incroyants,

t, pour tous dans ce pays, une notion surprenante, à ine intelligible.

La Yougoslavie est divisée religieusement, mais pas la manière dont l'est notre pays : le catholicisme y t la religion dominante chez les Slovènes et les Croates, rthodoxie étant celle des Serbes, des Monténégrins et s Macédoniens.

Ce lien d'une confession déterminée avec certaines tionalités n'est pas de nature à favoriser la conscience l'universalité extrapolitique d'une religion — l'esnce même du catholicisme, religion universelle, se saisit oins bien là où on la confronte avec un christianisme nité aux frontières de la nation et, par là même, plus ocile à son gouvernement.

Mais si le catholicisme, à la différence de l'orthodoxie, déborde des frontières nationales, il n'a pas, lui non us, dans le passé, échappé à l'alliance avec le temporel. arce qu'il était jusqu'à la guerre de 1941 une religion fficielle en Yougoslavie comme il avait été, jusqu'en 914, la religion officielle en Autriche-Hongrie; parce que es prêtres étaient des fonctionnaires et même des dignitaires du régime, l'Église yougoslave a connu, sous l'occupation, des tentations et des difficultés auxquelles il evait être plus difficile, pour l'Église, de se soustraire ue pour une Église séparée de l'État, comme en France.

Tel haut dignitaire ecclésiastique figurant à des cérémonies officielles du gouvernement Oustachi entre des fficiers allemands ou italiens n'a pas dû avoir le sentiment de prendre parti, mais simplement celui d'accomplir un acte obligatoire de sa fonction, comme l'officier upérieur qui assiste à une cérémonie publique sans pour utant adhérer à la politique du gouvernement qui l'orgonne...

On conçoit que de telles alliances dans les fastes aient provoqué une alliance dans la réprobation, et que l'idée l'un régime neutre, séparant l'Église de l'État, pourchassant des adversaires politiques tout en respectant

une vie religieuse, qui est autre chose, entre difficilement dans les consciences des révolutionnaires vainqueurs.

Pourtant, si le régime conserve une inspiration athée, nul doute qu'il ne cherche à présent un équilibre nouveau de ses relations avec l'Église.

Le souci de l'opinion occidentale, l'expérience de politique intérieure, la volonté de rendre le régime plus libéral, la recherche générale d'un nouvel humanisme contribuent à cette inflexion.

On cherche d'ailleurs en tâtonnant. Sur une plage très élégante de l'Adriatique, des femmes en maillot de bain portent sans gêne aucune leur petite croix. Mais ailleurs les conditions dans lesquelles des séminaristes ont été arrêtés n'apparaissent-elles pas très contestables ?

Les « Associations populaires de prêtres » se trouvent parfois assez curieusement détournées de leur destination; et, dans un pays où tout est contingenté, refuser au prêtre qui n'est pas membre d'une association la bicyclette qui est pratiquement nécessaire à son ministère équivaut à lui enlever une part importante de sa liberté...

On imagine toutes les formes d'exactions qui peuvent ainsi se produire.

Pourtant, à la tête, les paroles sont amicales, et certaine la volonté de rendre effectives les libertés constitutionnelles; mais qu'à la base, les « activistes » n'aient pas encore saisi la portée de l'évolution et considèrent souvent, par habitude, dans le village ou dans la ville, le curé et le moine comme des ennemis idéologiques, qu'on grossisse les chocs des passions et des malentendus de tel de nos départements de l'Ouest, et l'on imaginera la difficulté des évolutions. Cependant, l'évolution vers la normalisation est certaine. L'Église a récemment remarqué qu'elle avait pu, sans difficulté aucune, introniser à Belgrade, en grande pompe, de nouveaux évêques. Sur la question qu'il avait posée, un évêque slovène a reçu du ministère compétent l'assurance écrite

que l'État n'avait à intervenir en aucune manière pour autoriser l'intallation des curés d'une Église libre...

A un congrès de prêtres appartenant au Front populaire, le ministre des cultes a déclaré que, dans les malentendus qu'il fallait à présent surmonter, il y avait des responsabilités de part et d'autre.

Notons ces faits nouveaux. Il ne faut ni en minimiser ni en grossir la portée; j'ai entendu des curés de campagne me dire que les choses allaient bien mieux qu'auparavant. Mais un dirigeant de jeunesse se félicitait de ce que, dans sa maison de repos, personne — sauf peut-être quelques filles — n'allait à l'église le dimanche, bien que le droit n'en fût pas contesté; un moine m'expliquait cependant que la coopération des prêtres au Front populaire était moralement impossible dans sa province, les fidèles se détournant aussitôt du prêtre qu'ils estiment en bons termes avec le gouvernement, la réserve, sinon l'hostilité implicite fondant ainsi l'autorité morale.

Devant ces faits, quelles sont les réactions de la catholicité yougoslave?

Il y a ceux qui considèrent que l'attitude du régime étant inacceptable dans son principe, il ne peut, pour l'instant, s'agir que d'un refus total de coopération et que l'indépendance, exclusive de toute alliance, demeure le devoir devant un régime qui lui demeure ennemi.

D'autres, au contraire, pensent qu'il faut coopérer avec le régime et que c'est en étant présent dans la construction socialiste que les catholiques prendront la place qu'ils doivent occuper dans la vie du pays : considérant la révolution et la construction socialistes pour des faits acquis, ils entendent être présents à la bataille de la paix, comme ils l'ont été à celle de la Résistance, pour être présents à la victoire.

Ce sont les propos de l'un d'eux que je voudrais résumer en terminant. Il ne m'avait antérieurement caché ni ses critiques à l'égard de certaines erreurs du régime

dans l'ordre économique, ni divers exemples de pression antireligieuse. Son ton m'avait montré que je n'avais affaire ni à un « béni oui oui » ni à un pleutre. Quand je lui demandais, cependant, de me dire le message qu'il voulait voir porter à ses coreligionnaires étrangers, il me répondit en des termes que je crois pouvoir résumer fidèlement ainsi : « Les choses ont été compliquées, dans notre pays, par le fait qu'il y a eu beaucoup de cléricalisme, entendez d'alliance entre le pouvoir spirituel et le pouvoir politique, et les prestiges matériels de celui-ci. Aujourd'hui, des problèmes difficiles se posent aux catholiques yougoslaves. C'est la vertu de pauvreté qu'ils apprennent, la pauvreté est bienfaisante pour l'Église; à présent les choses évoluent du reste dans un sens favorable à la liberté religieuse, et la meilleure manière de hâter l'évolution est de coopérer librement à ce qui s'accomplit. Finalement, il n'y a, pour un catholique yougoslave, que trois solutions : l'émigration, l'inaction ou la coopération, c'est-à-dire la présence dans le Front populaire.

« Cette dernière voie me paraît la seule valable.

« Le but est de faire admettre, à l'intérieur du nouveau régime, la notion même de pluralisme, c'est-à-dire de consciences différentes obéissant à des impératifs philosophiques distincts et ayant cependant leur place dans la cité.

« La lutte pour ce pluralisme, voilà la grande affaire; l'existence d'une pluralité de partis politiques, en particulier la licéité d'une expression politique distincte de la démocratie chrétienne est, à tout le moins, prématurée. Un parti non communiste libre serait, en fait, inévitablement envahi par tous les éléments réactionnaires. Ce problème n'est pas actuel, personne ne peut dire encore comment il se poserait ultérieurement, c'est seulement un pluralisme moral qu'il faut, aujourd'hui, promouvoir.

« Les catholiques yougoslaves sont dans une situation nouvelle sans précédent pour l'ensemble des catholiques.

ls agissent dans un pays socialiste par sa structure économique, ils sont devant un pouvoir d'inspiration athée mais d'émanation nationale et qui recherche l'unité.

« Dans cette situation nouvelle, les catholiques yougoslaves demandent à n'être pas gênés du dehors par une aide intempestive et bruyante : ils sont aux prises avec leurs problèmes, qu'on se garde de les compliquer pour eux en croyant les protéger et qu'on se garde même d'agiter l'opinion étrangère avec l'articulation de faits précis qui risqueraient d'être mal compris, faute de connaissance, par le lecteur occidental, de tout leur contexte social. Dans leur pauvreté, dans leurs difficultés, les catholiques yougoslaves s'attachent à résoudre des problèmes qui se posent aujourd'hui à l'Église chez eux, mais qui peuvent se poser, demain, ailleurs.

« Les solutions qu'ils cherchent et qu'ils trouveront, une fois découvertes, pourront profiter à des catholiques d'autres nations; comme dans le passé, les solutions élaborées dans certains pays ont profité ensuite à tous les autres. Ainsi les catholiques yougoslaves espèrent servir l'Église entière. »

J'ai essayé d'être objectif dans ma relation. J'espère le rester en évoquant la fierté nationale, l'inquiétude humaine et la profondeur de voix de mon interlocuteur, qui fut un « partisan » (nous dirions un « maquisard ») de la première heure; je m'en voudrais aussi d'omettre la souffrance ressentie par lui — encore que non explicitée — causée par l'opposition, les heurts entre sa foi intacte dans toutes ses disciplines et l'attachement à son pays, à l'œuvre de sa Révolution.

Ces pages ne sont, on le voit, qu'un témoignage, un témoignage partiel; du moins voudrais-je y avoir rendu ce qu'il peut y avoir de recherche d'universalité dans une expérience si enracinée dans l'originalité de son contexte historique.

Louis Hardouin.

MARTIN NIEMOELLER ET LA PAIX

Martin Niemöller, commandant de sous-marin devenu pasteur, partisan, puis farouche adversaire de Hitler, entame contre ce dernier un combat qu'il termine à Oranienbourg et Dachau.

Des camps de concentration, Niemöller et l'Église confessante sortent triomphants. Eux qui n'ont pas été dupes longtemps surgissent à la conférence de Treysa où en septembre 1945 se retrouvèrent les éléments représentatifs du luthéranisme. A tous les conciliateurs de tempérament qui souhaitent en revenir aux quiètes habitudes de pensée d'avant 1933, ils opposent l'absolue nécessité d'un renouvellement total. Le national-socialisme a trop modelé les âmes allemandes pour que l'Église évangélique puisse s'engager encore dans les routines théologiques et hiérarchiques qui ont frayé la voie au Malin. La conférence élit Niemöller pour vice-président de « l'Église évangélique en Allemagne », qu'elle réorganise; elle pose les jalons de la « déclaration de Stuttgart » d'octobre 1945 sur la culpabilité allemande dont Niemœller est l'un des principaux signataires.

Voilà bien une preuve de la haute conscience avec laquelle il envisage son rôle de pasteur dont la liberté est désormais complète. A cette époque de sa vie, son prestige ne connaît pas de bornes en Allemagne ni à l'étranger, il symbolise l'opposition la plus résolue à ce que l'univers tient alors pour le mal. Les Alliés voudraient en faire moralement un accusateur à Nuremberg; les Allemands aimeraient à la fois en jouer comme d'un parapet et l'afficher comme l'expression de ce qui leur reste de bonne conscience, puisque lui aussi s'est

ompé un moment. Alors, si Niemöller s'est trompé... ers 1943, les cercles d'opposants de la bourgeoisie bérale avaient envisagé de le porter à la présidence du onseil d'un Reich tiré d'embarras par la mort de Hitler. ceux-là aussi son nom sert d'attestation qu'ils avaient ien l'intention droite. Sa survie enlève tout scrupule ux associations charitables qui veulent aider les Alle- nands : ce sont les compatriotes de Niemöller, dans e cas...

Quoi de plus confortable pour lui qu'accepter ces ava- ars, d'ailleurs justifiés, prendre ses invalides à la tête 'une paroisse tranquille, parcourir même l'univers en ertu de sa charge de représentant de l'Église à l'étran- er, redisant cent fois le texte d'une conférence qui erait aux bons endroits bâiller d'admiration rétrospec- ive les diaconesses de Sidney ou les Quakers séden- aires de Milwaukee?

Mais Niemöller prouve avec éclat ses médiocres alents de politique. Son peuple est coupable; coupable ussi l'Église évangélique. Coupable de n'avoir pas suf- isamment agi, d'avoir attendu « qu'on s'en prît à 'Église comme telle. A ce moment-là, nous avons parlé, usqu'à ce qu'on nous ferme la bouche. Pouvons-nous outenir que nous ne sommes pas coupables... même si ersonne ne voulait reconnaître sa faute, nous devrions e faire afin que l'on voie ce qu'est la paix avec Dieu. »

Pareille prise de position, également éloignée d'un exhibitionnisme malséant et du pharisaïsme, soulève videmment des huées dans tous les camps. Les Alle- nands, sur le point de murmurer que « tout n'était pas si mauvais du temps d'Hitler », sont blessés qu'un des eurs prétende les contraindre à se repentir d'avoir aimé es beaux défilés, Unter den Linden. Volontiers ils l'ac- euseraient d'être vendu aux Alliés. Ceux-ci brodent à cette époque d'autres variations sur la culpabilité collec- tive et ne sont pas du tout satisfaits des propos de Nie- möller. Il a parlé, dit-on, en chrétien et non en Alle-

mand. Son *mea culpa*, d'essence uniquement religieuse, interdit toute possibilité de voir un jour proclamée par un autre Allemand, ou en tout cas avec un tel retentissement, cette culpabilité collective politique qui transformerait bien utilement le sens des procès de Nuremberg. Sans doute entre les deux domaines la liaison s'impose, du religieux découlent des règles morales auxquelles doit se conformer la politique. Martin Niemöller refuse de servir de caution à quelque cause terrestre que ce soit. Elles se valent toutes au fond. Il ne prêche que le Royaume de Dieu.

Aux prises avec les dissensions que cet aveu soulève entre ses membres, l'Église confessante refait l'examen de toutes ses positions depuis 1934. Le Conseil des frères, son organisme directeur, relit le memorandum adressé à Hitler en 1934 et qui comportait des refus de nature politique. Elle se voit menacée d'étiolement dans les falots prestiges d'une association de résistants, si elle s'obstine à toujours dire non. La nature de l'État a changé, la persécution est éteinte à l'Ouest; à l'Est, ses formes sont plus subtiles que sous le IIIe Reich. Enfin, l'Allemagne se trouve en position d'attente. Jamais champ ne lui a été plus ouvert pour choisir son destin spirituel et, dans une certaine mesure, matériel, si elle trouve le courage de le reconnaître.

L'Église confessante prétend impartir ce courage à son peuple, lui révéler les lignes d'une évolution façonnée non pas selon l'opportunisme politique, selon les variations probables ou possibles de l'histoire, mais comme le veut l'Écriture Sainte. Imposer le primat de la Bible à un peuple gavé de *Mein Kampf*, dont une partie doit maintenant savourer *Le Capital* et l'autre la Constitution américaine, c'est surestimer largement ses capacités de réflexion intérieure, faire trop grand crédit à l'état encore végétatif d'une masse qui veut bien lire tout ce qu'on lui impose à condition qu'on accompagne l'ordre des moyens matériels de vivre. Là réside préci-

nt la grandeur un peu vaine des résolutions de
ise confessante.

principe d'une surveillance de l'Église évangélique
la vie politique avait été énoncé par Niemöller à
sa : « Si en ce monde l'Église chrétienne a une
, si elle est là pour être écoutée, c'est parce qu'elle
it intérêt à faire en sorte, par l'accomplissement de
ission, que les hommes jouissent du droit et de la
té dans la vie publique et politique. C'est la raison
laquelle nous ne sommes pas indifférents à la forme
'État, aux principes qui règlent la vie publique.
a démocratie, telle qu'on la pratique dans le monde
dental depuis l'entrée du christianisme dans l'his-
, est plus proche du christianisme qu'aucune autre
e autoritaire de l'État. »

ormis ces définitions vagues où s'ébauche une doc-
d'ecclésiocratie, jamais l'Église confessante n'a
isé ses conceptions politiques de façon positive, par
répugnance fondamentale à paraître prôner la res-
ation d'un passé ou l'évangélisme édulcoré caution-
l'État bourgeois. Niemöller et ses frères ne cher-
it pas plus à conquérir des troupes de choc pour
ndre un État protestant selon leur vœu, qu'à se
er sous le coup d'une annexion hypothétique par
gouvernement évangélique. En marge de la politique,
lants censeurs de ses égarements, mais non point
urs, tels ils demeurent pour le moment.

ccordons-leur au moins la rectitude d'intentions.
si, en 1948, Niemöller protesta contre la façon dont
ent menées les procédures de dénazification, souligna
aspect de farces, de surenchères à la corruption, de
vocations à la prévarication, de moteurs d'une con-
rence économique injuste. Elles conduisaient droit à
aine et non à la réconciliation des Allemands entre
. La charité chrétienne, la loi de Dieu interdisaient
retour primitif à un régime de ségrégation des hom-
s en cinq classes, dont le degré de « bonté » était

déterminé par l'arbitraire dans l'immense majorité d cas. Refusant toute complicité à une action mauvais en soi parce que régie par un manichéisme honteux é non par l'amour du prochain, l'Église de Hesse, qu présidait Niemœller, proposa aux autres Églises d suivre son exemple. L'ébranlement fut donné à un campagne de protestations contre ces procédés de dé nazification; les principales personnalités des partis poli tiques et des Églises en prirent la tête, dont le cardina Frings, archevêque de Cologne. Assurément les inten tions originelles de Niemœller furent dépassées, utilisée finalement pour justifier une réhabilitation du nazisme Les Alliés en furent gênés dans leur travail de démo cratisation, le général Clay protesta. Mais qui des leurs un peu au courant de l'occupation, pourrait, en toute bonne foi, prétendre qu'au regard du christianisme l'in tervention de Niemöller n'était pas recevable?

Il en subit les conséquences dans son pays. L'associa tion des victimes du nazisme l'expulsa de ses rangs e cela se conçoit en logique strictement humaine. Mais il lui fut également interdit de prêcher le jour de l'inaugu ration de la Paulskirche de Francfort. Décidément la vocation de bouc émissaire du protestantisme allemand était dévolue à Martin Niemöller.

L'intervention continue de Niemöller dans la vie publique de l'Allemagne date de la fin de 1949, qui vit à la fois la mise sur pied des deux États allemands, — république fédérale et république démocratique —, et les discussions sur le réarmement de l'Allemagne s'ouvrir de plus en plus.

Il commença par deux éclats. L'un en proclamant à une Europe occidentale secouée de panique : « La chrétienté n'est pas là pour qu'on la rassemble dans une croisade contre le communisme. Car qui pourrait dire que la chrétienté et le monde bourgeois sont parents? »

L'autre naquit de l'inconséquence d'une journaliste américaine qui résuma une conversation de deux heures avec lui par cette allégation : Martin Niemöller estime que le peuple allemand préférerait une dictature communiste à l'actuelle coupure de son pays. Or il avait en réalité dit ceci : « Repousser toute participation à une guerre entre Russes et Américains ne signifie pas nécessairement que nous serions prêts à supporter sans opposer de résistance une éventuelle domination russe et à admettre celle-ci comme la rançon de notre réunification nationale. Si vraiment, venant de l'Est et de l'Ouest, le rouleau de la guerre devait un jour passer à travers les campagnes allemandes, il ne nous resterait qu'à supporter cette épreuve dans une égale soumission à la volonté divine et fraternellement. Je souligne : tous ensemble. »

Ce seul exemple est significatif des déformations que chaque camp inflige à la pensée de cet homme.

Au fond de l'attitude de refus à tout réarmement où se cantonne Niemöller, on retrouverait une certitude où le nationalisme sert de truchement au christianisme : « Il se peut que Dieu qui manifeste sa puissance chez les faibles veuille se servir encore une fois de notre peuple et de son Église pour faire entendre le message du Christ et pour amener les hommes de la mort à la vie. » Pour hâter cet instant, le pécheur allemand doit se repentir. Comment y parviendra-t-il alors que « la politique s'engage déjà dans une voie où il s'agit d'un État, de l'avenir de l'Europe, d'une idée, mais non point de l'homme. Le Christ n'est pas mort pour la politique mais pour l'homme ».

De son Église de Hesse, Niemöller perçoit les deux tentations politiques proposées aux Allemands par l'Est et par l'Ouest. Toutes deux impliquent l'embrigadement sous des drapeaux ni allemands ni chrétiens. Mais Niemœller ne va-t-il pas parfois jusqu'à dénier le nom de chrétien à qui n'est pas allemand ? On peut le craindre.

En tout cas, les raisons eschatologiques en quelque mesure qu'il allègue contre la « politique » rencontrent directement les impulsions beaucoup plus terre à terre qui incitent l'homme de la rue à se désintéresser d'un conflit où il a exactement tout à perdre. Sachant cela, Niemœller ne cesse de vouloir guider les réactions instinctives des gens du peuple dans l'espoir de les convaincre un jour qu'il est d'autres motifs plus chrétiens et plus hauts pour refuser de choisir entre l'Est et l'Ouest.

Lors donc qu'on lit dans la presse les propos de Niemöller, il convient de garder présente à l'esprit la thèse qu'il proposait en octobre 1950 à la diète des hommes protestants de Hesse. Dans sa rigueur, son outrance, elle se suffit et contient la même condamnation de l'Est et de l'Ouest : « Nous Allemands ne devons prendre parti ni pour l'un ni pour l'autre des antagonistes. Leur combat est une lutte d'idéologies. Nous reportons nos espoirs exclusivement sur le Seigneur. Dans les appels à la Croisade, nous ne voyons qu'une grossière mystification. Le mythe d'un Occident chrétien doit être rejeté par toute Église vivant de la parole de Dieu comme le camouflage romantique d'une politique de puissance temporelle. »

Cette position fut très considérablement renforcée par la lettre ouverte que, le 17 octobre, Karl Barth envoyait à ses confrères confessants de Berlin en réponse aux différents appels à lui adressés pour qu'il consentît à lancer une croisade anticommuniste, conformément à l'exemple qu'il avait donné en 1938 en incitant les Tchèques à résister à Hitler. Les dés furent jetés alors, dit-il, et si l'Europe et la chrétienté n'avaient pas dormi, les Russes ne seraient pas aujourd'hui sur les bords de l'Elbe. La guerre n'étant inévitable qu'au moment où elle intervient, la Russie n'ayant pas encore « prouvé qu'elle voulait la guerre », « la détermination de l'Occident à se défendre contre le communisme oriental ne

peut en aucun cas revêtir le caractère de la peur et, par conséquent, de la haine ». Le seul moyen de défense, c'est la création de conditions sociales justes pour qu'un « socialisme sérieux » vaille la peine du combat. Comment, après deux guerres, ose-t-on inciter les Allemands à reprendre les armes dans un conflit qui serait pour eux une lutte civile? Comment peut-on moralement les persuader de « chercher leur salut » dans la préparation d'une nouvelle guerre alors qu'on vient cinq ans de suite de leur prêcher le dégoût des armes? Un réarmement allemand, risquant de mettre le feu aux poudres avec l'Union soviétique, est-il enfin bien venu dans un pays où l'on a si peu fait que la situation sociale pourrait « attirer le communisme à la manière d'une éponge attirant l'humidité »? Le jeu des soldats en Allemagne serait de toute manière très dangereux pour l'Europe car « l'Allemand devient trop facilement un soldat total ».

Même une si haute intervention en faveur de ses arguments majeurs ne réduisit pas d'un pouce l'opposition contre Niemöller menée au sein de l'Église évangélique par les luthériens de stricte obédience et les protestants groupés autour du journal *Christ und Welt* dont l'enseignement camoufle un déchirant regret du temps où l'Église officielle trouvait à point nommé un verset de la Bible pour fortifier les bonnes raisons du pangermanisme. Ces milieux se virent fort déçus du résultat de ce qui parut un jugement de Niemöller par ses pairs. C'était le 17 novembre à Berlin; le Conseil de l'Église évangélique tenait ses assises pour élaborer une prise de position nette sur le réarmement. Niemöller avait jusqu'alors parlé à titre privé, mais sa position morale et hiérarchique engageait tout de même l'Église évangélique. Il fut placé douze heures d'affilée sur la sellette. La pression des représentants de l'Église confessante et le souci du président, l'évêque Dibelius de Berlin, de préserver l'unité de l'Église, suscitèrent une résolution

indécise : « Le conseil reconnaît le sérieux et le poids de la prise de position du président d'Église Niemöller, mais regrette toutefois la vivacité de plusieurs de ses expressions. »

Le malaise ne fut pas dissipé, bien au contraire, et de l'unité évangélique subsiste un squelette. La conférence de Berlin eût-elle désavoué Niemöller, qu'elle aurait provoqué dans le secteur est un cri de triomphe : voyez comme ces protestants sont réactionnaires. Mais ceux qui se lamentent le plus fort contre cette motion nègre-blanc doivent être au fond fort satisfaits de s'abriter encore une fois derrière Niemöller, paratonnerre pour les orages qui viennent de l'Ouest, appât toujours utile pour amadouer l'Est.

La confusion des valeurs, l'intervention de plus en plus éclatante des intérêts du grand capitalisme qui flaire les bénéfices du réarmement tout en prenant des « contre-assurances » auprès des communistes, interdisent pratiquement aux chefs protestants l'adoption d'une règle de conduite nettement tranchée. On se charge aussi de leur rappeler que leurs Églises ne pourraient pas vivre souvent sans l'aide des Églises américaines, ce qui crée des obligations tacites. D'un camp à l'autre, confessants et réformés ou luthériens se battent à coups de saint Paul et de Luther. Dans le vol des arguments en faveur de la remilitarisation, on a pu cueillir celui-ci : « Le Christ a dit à la fille de joie de changer de profession, il ne l'a pas dit au soldat. » Mais à qui revient la faute d'un tel déplacement d'un débat qui aurait dû rester exclusivement politique, car, en fin de compte, aucune confession n'est appelée à poser son estampille sur les crosses de fusils ?

Le coupable se nomme assurément Niemöller. Pour répondre à ce qu'il juge la vocation de témoignage de l'Église confessante, il s'est lancé dans une querelle

son prodigieux irréalisme politique lui a dissimulé les pièges. Avec cela, une langue emportée et un tement peu commun lui attirent l'incompréhension u près générale de ses compatriotes. Il précipite cer- ement la politisation de l'Église évangélique en vou- l'éviter à tout prix : ses propos forcent les fidèles à idre parti sur le réarmement, selon qu'ils sont pour ontre Niemöller. Ils s'enrôlent déjà sous un drapeau ou Ouest et l'Église est menacée par là d'une disio- on provoquée par la superposition des antinomies gieuses et des antagonismes politiques, cristallisés le nom de Niemöller.

n connaît le mot qui lui fut prêté : « La république Bonn est un État conçu au Vatican et mis au monde Washington », propos que, d'ailleurs, sans le désa- er, il a regretté publiquement d'avoir prononcé en statant quel usage en avait été fait pour dresser les oliques allemands contre les protestants. Il serait d'en citer d'autres : « La deuxième contre-réforme » procède à une « recatholisation de l'Allemagne », protestantisme qui a perdu une bataille », « la ligne va d'Adenauer au Vatican en passant par le cardinal ngs ». L'anticatholicisme de ces boutades est plus itique que religieux. Dans l'Allemagne de l'Ouest, la sition du protestantisme n'est pas si faible qu'on le souvent. En 1946, 50,2 % de la population étaient otestants contre 45,8 % de catholiques, proportion uivalente à celle de 1910. Seuls les rapports de con- tration électorale ont changé au profit du Rhin et du d catholiques.

Depuis 1945, le catholicisme et le protestantisme poli- ues ont pratiquement livré bataille ensemble et dans us les partis. Ils se sont heurtés voici un an pour le rtage du butin. Sans les moyens ni le personnel du tholicisme, sans non plus son expérience du combat nfessionnel, désemparé par l'absence d'un pouvoir rt qui dit ce qu'il faut faire, le protestantisme a perdu

pied et s'est trouvé dispersé entre les partis de droite les socialistes. Une unification de l'Allemagne rétablira ses positions. Or le réarmement retarde un tel momen cristallise même la scissiparité actuelle de la nation.

Ces arrière-pensées ne sont pas étrangères à Niemö ler lorsqu'il exige l'occupation d'une Allemagne unifi par des troupes de l'O.N.U., solution qu'en 19 M. Adenauer envisageait avec faveur. Elle semble mai tenant, surtout après l'expérience de Corée, ne pas devo changer grand'chose au destin du pays occupé.

Dans son opposition à la politique de Bonn, Niemö ler alla jusqu'à rencontrer le 30 octobre le chef d S.P.D. Le docteur Schumacher et lui s'entendirent pou affirmer que seul un nouveau Bundestag élu sur le thèm du réarmement avait le droit d'en discuter valablemen Le postulat n'avait rien de bien nouveau et le prestig de Niemöller ne sortit pas plus renforcé de la conféren de Darmstadt. On sait, par contre, le bénéfice qu'en ti le chef socialiste. Juste avant les élections, il ne l déplaisait pas de paraître annexer un tel ecclésiastiqu au combat contre la réaction sociale, politique et mil taire. Son interlocuteur ne manifesta guère de souci de répercussions morales de son geste de bonne volonté d'un malentendu fondamental : Schumacher ne veut pa du réarmement en ce moment pour l'unique raison qu' ne va pas assez loin et ne lui permettrait pas de réalise son rêve d'être « Carnot avec Hoche et Augereau e non Noske avec Lüttwitz et Seeckt ». Niemöller l repousse, quel qu'il soit, dans les conditions actuelle de division de l'Allemagne. Encore une fois, voilà u « compagnon de route » qui a été dupé.

Lorsqu'il s'élève contre l'Ouest, la presse de l'Es oppose ce « pasteur progressiste » aux « évêques de bombes atomiques », mais quand un porte-parole d gouvernement de Berlin l'invite à des conversations offi cieuses, il répond : « Je n'attends le bien de notre peupl ni de l'Ouest ni de l'Est mais seulement d'une solutio

politique qui nous libère aussi bien de l'Est que de l'Ouest. » Le propos ne manque pas de courage mais qui ces jeux d'équilibre peuvent-ils maintenant convaincre ?

Le comble de la maladresse, Niemöller l'a certainement touché le 17 novembre à Berlin, dans son ancienne paroisse de Dalhem, où il s'adressait à des gens qui reconnaissent volontiers ce que leur survie doit aux Anglo-Saxons.

« Les vingt millions d'Allemands retirés derrière le rideau de fer n'ont pas d'autre prochain que nous. Il importe peu aux Russes et aux Polonais qu'ils vivent ou qu'ils meurent. Quant aux Français, non seulement ils resteraient indifférents à la mort de ces vingt millions d'Allemands mais ils se réjouiraient de n'en voir plus subsister que quarante-quatre millions. Les Anglais et les Américains, eux, n'ont d'autre prochain qu'eux-mêmes. » On peut croire que l'élan du discours, l'opposition d'un auditoire au bord de l'explosion de fureur forcèrent Niemöller à outrer sa pensée dont l'essentiel ne peut se trouver dans des coups de boutoir passagers et excessifs.

Ces notes sur la situation de Martin Niemöller, cet essai d'éclairer ses positions en les replaçant dans leur climat original, ne comportent qu'une conclusion. Malgré ses illusions, ses évaluations hasardeuses en politique, ses mots à l'emporte-pièce qui ne ménagent guère la charité, malgré surtout la confusion de ses décisions pratiques, cet homme veut vivre en messager du Christ et c'est comme tel que nous avons le devoir de le considérer. Sa parole de non-violence, son affirmation que l'Église ne requiert pas qu'on se batte pour elle, les armes à la main, puisqu'elle est assurée de l'éternité, pourraient, dans d'autres bouches, être interprétées comme des capitulations devant une nouvelle dictature.

Lui a montré suffisamment, depuis qu'il a trouvé sa voie, qu'il ne capitule point quand il s'agit de défendre l'Évangile. Avec bien d'autres, il a redit que « toute la détresse de l'Occident provient de son incapacité d'opposer jusqu'à présent une force et une puissance spirituelle au communisme ». Or le protestantisme allemand n'est pas encore une arme spirituelle, malgré l'effort désespéré de Niemöller pour affermir sa trempe. Trop détaché de certaines réalités matérielles, il est aussi trop imbriqué dans des intérêts de classes, de groupes ou d'industries, rêve trop de ses grandeurs enfuies. Mais Niemöller vit dans les mythes de l'absolu du seul Dieu qui ne l'ait pas déçu : le Seigneur, entrevu à travers les nuées, qui veut arracher l'homme à la corruption de sa naissance. Loin de vénérer le « vieux bon Dieu allemand », Niemöller combat devant les remparts de la « solide forteresse » chantée par Luther. Souvenons-nous que lorsque des personnalités de cette envergure irritent, et précisément à raison de leur foi clamée sans concessions, c'est que cette foi, bien souvent, transmet un message de vérité désagréable à entendre. Sa propre définition de lui-même, Niemöller semble l'avoir tracée assez justement aux obsèques du pasteur Sturm, aumônier militaire français en Allemagne, dont il disait : « Le déroulement des événements suscitait chez lui un intérêt passionné, non pas comme s'il le concernait, non pas comme « s'il avait saisi » mais parce qu'il « avait été saisi » par Celui qui est au centre de toutes choses... Cet homme savait que Quelqu'un était là qui lui imposait sa tâche, non pas comme un ordre rigide, mais comme une porte ouverte qu'il avait le droit de franchir et fit franchir à d'autres. »

Jacques Nobécourt.

GRANDEUR ET FRONTIÈRES DU SURRÉALISME

La violence est passée dans les mœurs. Ce n'est pas dire que, dans son comportement, chacun l'exerce ur son propre compte. Bien au contraire, on pourrait nontrer qu'au moment où l'abus de la force est admis beaucoup, les hommes manifestent dans leur ensem- une déconcertante lâcheté. On a d'autant plus besoin brutalités spectaculaires, d'indomptables Tarzans, e l'on tient à rester en pantoufles et à laisser à d'au- s le plaisir des torgnoles et des supplices choisis. En- l'enfance et la maturité, quelques naïfs s'engagent à ıd dans l'épopée sanglante, tôt mis à la raison (et aux s) par les amateurs de sensations fortes dont le pre- er soin est de défendre leur peau.

Si, dans certains milieux de culture hybride, les ma- estations passées du surréalisme ont eu quelque suc- s, on doit l'attribuer d'abord à ce goût de sang frais de chair pantelante. A ceux-là, qui prétendrait rien prendre — sinon à redevenir hommes? Mais ce n'est s ici notre propos. D'autres, à l'écart du forum littéi- ire, ne savent d'André Breton et de ses disciples que qu'en daignent dire les publications bien pensantes : lents de satanisme, préméditation d'impiété, charlata- sme et mépris du bourgeois. Tout cela est vrai, à plus moins forte dose, mais pèche par mutilation volon- ire. Ne peut-on dialoguer avec des hommes dont le edo n'est pas le nôtre sans leur attribuer toutes les

noirceurs ? Est-il nécessaire de déformer la pensée d'autrui (non pas la nier, mais bien la défigurer : en ajoutant par-ci, en retranchant par-là...) pour défendre la sienne ? Si cela était, cet article nous semblerait vain — et nous ne l'écririons pas...

Entre 1914 et 1918, des jeunes gens firent la guerre auxquels il n'était rien demandé que de tuer en ordre et de moisir en chœur. Le coup de clairon de l'armistice leur parut sonner faux. Danse-t-on sur un charnier ? C'est pourtant ce qui tentait les repus du Derrière (voir, pour définition, Bernanos), car les morts bien morts n'avaient plus de voix. Avec le sucre et le café, les automobiles, le cinéma, la radio, les bonnes gens reprenaient force et espoir. Quatre années d'assassinat ne se pouvaient-elles raturer d'un coup ? C'est si bon de se carrer dans un fauteuil après la boue des cagnas...

Si bon ? Ne trouvez-vous pas meilleur de briser les fauteuils ? Vos cheveux se hérissent ? Tant mieux si ça vous estomaque ! La peur vous embellit ; elle vous donne ces reflets de cire qu'on aime voir aux cadavres. Des cadavres, ah ! oui... il y en eut, dont vous n'étiez pas dignes de nettoyer les pieds. Que voulez-vous que ça nous fasse, les discours de paix et les beuveries de guerre ? Nous ne croyons à aucune civilisation, et des débris de celle-ci nous lapiderons les plus respectables d'entre vous...

Quelques-uns parmi ceux-là qui pensaient de la sorte se retrouvèrent dans Paris. On creusa la question. On fit un brin de causette avec Dada[1] et *Monsieur Antipyrine*, prêt à donner « tous les Rabelais et tous les Shakespeare » (Breton) pour *Ubu*. Puis on se déprit de Dada :

Lâchez tout. Lâchez Dada. Lâchez votre femme, lâchez

1. Mouvement subversif et anti-littéraire créé en Suisse durant la guerre, par Tristan Tzara, auteur de *Monsieur Antipyrine*.

e maîtresse. Lâchez vos espérances et vos craintes. Semez enfants au coin d'un bois. Lâchez la proie pour l'ombre. hez au besoin une vie aisée, ce qu'on vous donne pour situation d'avenir. Partez sur les routes! (André Breton, s *Les Pas perdus*).

t, de fait, les plus ardents lâchent leurs études, — gon, Breton laissent tomber la Faculté de Médecine, leur train de vie quotidien, leur sérénité bourgeoise. ır trouver quoi? Le vide. L'étonnant espace des dé- s. Ne sont-ils pas capables de le peupler d'une faune rement réelle que celle des boulevards, salons et bou- ıes? Car ces iconoclastes ont des projets : Breton les ıue dans son premier *Manifeste* (1924).

ı partir de quoi naquit le surréalisme. Au delà des x où il commença par faire place nette (littérature, politique, amour), il découvre des domaines vier- : l'inconscient, la folie, le rêve, la mort. Ces terres, a-t-on, avaient reçu avant lui les foulées de quelques nniers, des savants pour la plupart : Freud, Broglie, ıstein. La démarche surréaliste, à ses origines, em- te le pas à la science. Non par des allures d'acolytes n stylés, certes. Seulement avec la faim d'homme à tout le réel semble désirable une fois décapé de la ine des traditions. Disons le réel qui n'apparaît pas, couches les plus authentiques, les plus profondes, les s préservées. Dans ce sens, ce n'est pas sur-réalisme 'il eût fallu baptiser la méthode, mais plutôt sous- lisme. Peu importent les mots. Écoutons le fonda- ır :

In soir, avant de m'endormir, je perçus nettement arti- ée, au point qu'il était impossible d'y changer un mot, ıis distraite cependant du bruit de toute voix, une assez arre phrase qui me parvenait sans porter trace des événe- nts auxquels, de l'aveu de ma conscience, je me trouvais lé à cet instant-là, — phrase qui me parut insistante, rase, oserai-je dire, qui cognait à la vitre. *J'en pris rapi- nent notion, et me disposais à passer outre, quand son ractère organique me retint. En vérité, cette phrase m'éton-*

nait : je ne l'ai malheureusement pas retenue jusqu'à ce j'ai c'était quelque chose comme : « Il y a un homme coupé e deux par la fenêtre », mais elle ne pouvait souffrir d'équ voque, accompagnée qu'elle était de la faible représentatio visuelle d'un homme marchant et tronçonné à mi-hauteu par une fenêtre perpendiculaire à l'axe de son corps. Il n'e pas douter, il s'agissait du simple redressement dans l'espac d'un homme qui se tient penché à la fenêtre. Mais cett fenêtre ayant suivi le déplacement de l'homme, je me rendai compte que j'avais affaire à une image d'un type assez rar que le désir me vint d'incorporer à mon matériel de cons truction poétique. Je ne lui eus pas plutôt accordé ce crédi que, d'ailleurs, elle fit place à une succession à peine inter mittente de phrases qui ne me surprirent guère moins et m laissèrent sous l'impression d'une gratuité extrême...

Quelques jours plus tard, Philippe Soupault et Breto entreprirent de noircir du papier « avec un louable mé pris de ce qui pourrait s'ensuivre littérairement ». L premier texte automatique avait vu le jour. Dès lors, o pouvait, du mouvement, donner cette définition :

Surréalisme, *n. m. Automatisme psychique pur par lequ on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pen sée. Dictée de la pensée, en l'absence de tout contrôle exerc par la raison, en dehors de toute préoccupation esthétique o morale...*

Nous aurons à revenir sur « l'absence de tout contrôl exercé par la raison ». Notons tout de suite que l'origi nalité de ce groupe de gens qui *écrivent* est leur reje de la littérature et, d'une façon plus générale, de l'es thétique. Comme le dit Maurice Nadeau[2], les surréalis tes nient le talent, dans lequel ils voient

la possibilité donnée ou acquise d'agencer de petites histoires de découvrir d'ingénieuses manières de conter ce qui existe d'inventer au mieux des vocables rares.

2. *Histoire du Surréalisme* (éditions du Seuil), relation complète et claire, suivie d'utiles documents.

S'ils ont répudié Dada, ils n'ont pas renoncé à la révolte dadaïste. Honni soit le poète, ou le conteur, qui n'est que cela! Honnis soient les artistes qui ne sont que peintres ou musiciens! Il faut écœurer, épouvanter, supprimer. Au 15 de la rue de Grenelle, les surréalistes ont accroché une femme au plafond d'une chambre vide. Ils ont ouvert, annonce Aragon, une romanesque auberge pour les idées inclassables et les révoltes poursuivies. Des communiqués sont envoyés à la presse afin que nul n'ignore l'existence à Paris d'un laboratoire qui admet tous les chercheurs, hallucinés, paranoïaques, rêveurs et inadaptés. Des tracts sont diffusés. L'un d'eux porte : « Parents, racontez vos rêves à vos enfants » ; un autre dit : « Il faut battre sa mère pendant qu'elle est jeune » ; ou bien : « Le parapluie du chocolat est dédoré, trempez-le dans la porte et nattez. »

C'est l'époque où le mouvement est ouvert à tous. Y entre qui veut. Il est vrai que peu en éprouvent le désir. On a peur. On se répète les scandales de ces jeunes gens. Par ordre chronologique : Manifestation au banquet Polti (8 février 1924), « Refus d'inhumer » Anatole France, Enquête sur le suicide, Banquet Saint-Pol-Roux, Lettre ouverte à Paul Claudel, ambassadeur de France, qui, ayant traité à la légère les surréalistes de pédérastes (17 février 1925), s'attira cette réponse :

On ne peut être à la fois ambassadeur de France et poète... Nous déclarons trouver la trahison beaucoup plus conciliable avec l'idée de poésie que la vente de grosses quantités de lard pour le compte d'une nation de porcs et de chiens... Écrivez, priez et bavez! Nous réclamons le déshonneur de vous avoir traité une fois pour toutes de cuistre et de canaille.
(Lettre signée de vingt-sept noms, parmi lesquels : Aragon, Artaud, Bousquet, Breton, Desnos, Eluard, Péret, Soupault et Vitrac.)

Pareille brutalité n'empêche pas les surréalistes de se

chercher des ancêtres jusqu'à la plus vénérable antiquité. Breton écrit dès 1924 :

La voix surréaliste qui secouait Cumes, Dodone et Delphes n'est autre chose que celle qui me dicte mes discours les moins courroucés.

L'ésotérisme, aussi, leur est une mine d'extraordinaires richesses. On y puisera largement, scientifiquement. Ce qui n'est pas à dire qu'on scrutera le mystère à travers des thèses universitaires, dans les philosophies prudentes et académiques. A propos de quoi Michel Carrouges[3] note que les expériences de Breton et de ses disciples « ont une sorte de valeur liturgique et sacramentelle ». D'où le tort que l'on aurait à les considérer comme d'amusants dérivatifs...

Un peu plus tard se pose la question politique. On veut drainer vers le marxisme les forces surréalistes. Plus que réticents au début (Louis Aragon parlait de « Moscou la gâteuse »), ils trouveront peu à peu un terrain d'entente très sentimental. Collaboration instable, orageuse, avec pourtant plus de bonne volonté chez Breton que chez les directeurs de l'hebdomadaire *Clarté*. Ceux-ci prennent l'auteur de *Légitime Défense* pour un plaisantin, un artiste, un écrivain, mais non point un révolutionnaire. A son tour, l'accusé met en accusation. Il s'en prend à *L'Humanité*,

puérile, déclamatoire, inutilement crétinisante, journal illisible, tout à fait indigne du rôle d'éducation prolétarienne qu'il prétend assumer.

Ce n'est pas encore la rupture, cependant. La revue de Breton, soucieuse de donner des gages, change de titre : de *Révolution surréaliste* elle devient S.A.S.D.L.R. (en-

3. *André Breton et les données fondamentales du Surréalisme* (N.R.F.). excellent ouvrage auquel nous ne saurions trop renvoyer pour la sûreté de l'information en général, et en particulier pour ce qui est des rapports entre le surréalisme et l'ésotérisme.

ndez : *Le Surréalisme au service de la Révolution*). Y
agne-t-elle en compétence politique ? Aucunement. Le
ntiment abonde — et le meilleur, le moins ramolli —
ins les élans de Breton. Claude Mauriac[4], non sans
rti pris visible, mais habilement, rapproche ces deux
xtes :

De Breton :

J'aime, sans les connaître, c'est-à-dire en pleine confiance,
s affiches de propagande, ces proclamations que Maïa-
owski a rédigées pour exalter, de tous ses moyens, le
iomphe de la première révolution prolétarienne. Rien ne
ra qu'elles cessent d'être pour moi les sommets de sa créa-
on.

De Maïakowski :

Celui-là est poète qui, dans notre lutte de classe aiguë,
onne sa plume à l'arsenal du prolétariat; qui ne méprise
ucun travail, aucun thème de la révolution, et écrit des
ers de propagande sur n'importe quel thème. De mon point
e vue, la meilleure œuvre poétique sera celle qui est écrite
'après une commande sociale du Komintern, avec pour but
a victoire du prolétariat...

La scission devenait inévitable. Un voyage d'Aragon
Karkhov, en 1931, va la précipiter. Le poète de *Une*
ague de Rêves rentre d'U.R.S.S. communiste jusqu'au
out des ongles. Prévert le suit en dissidence, et Des-
os, et Vitrac, Eluard, Ribemont-Dessaignes, Jacques
Baron et Limbour. Alors paraît le *Second Manifeste*,
lcéré, fier et lucide rappel aux principes. Épuration
ussi. Avec une nouveauté, cependant, imposée par les
irconstances : l'occultation profonde et véritable du
urréalisme. « Il faut absolument empêcher le public
'entrer si l'on veut éviter la confusion. »

Trop de gratte-papier ont trouvé dans l'écriture au-
omatique une activité avantageuse ; dans la (simulation
le la) folie, des succès incroyables ; dans la mort même,

4. *André Breton* (éditions de Flore).

une trop facile relâche. *Requiescant in pace!* Voilà qu
les pâles rédacteurs de publications tapageuses pre
naient le ton liturgique et des attitudes de croque-mort
mondains. Assez! crie Breton, qui frappe du poing su
la table. Il en a aux artistes, peintres ou non, aux rimail
leurs, aux laborantins, aux philosophes. Plus que d'eu
tous, il déclare se défier des optimistes, que ceux-c
enracinent leur foi en l'homme civilisé (humanistes) o
en Dieu (croyants de toutes observances).

Or nous allons voir comment, par nécessité plus qu
par abandon, le surréalisme est de tout temps resté (e
de plus en plus devenu) une croyance et un humanisme
Sa haine de la vie, son goût persistant du suicide, un
étrange pureté morale, une pauvreté consentie le rap
prochent singulièrement des Cathares médiévaux. E
évoquant, dans *Arcane 17*, le château de Montségur
Breton lui-même avoue presque cette filiation. De mêm
que, nourris de manichéisme, les Albigeois attribuaien
au principe mauvais l'existence et sa perpétuation, nou
voyons les surréalistes prêcher la mort volontaire — e
pas seulement du bout des lèvres (l'exemple fut donné
non par un, mais par cinq au moins : Jacques Vaché
Rigaut, Nadja, Artaud et Crevel). A quoi bon vivre? s
demandaient les hérétiques languedociens du XII[e] siècle
A quoi bon vivre? répètent les meilleurs d'entre le
fidèles de Breton.

Mais si mauvaise est l'existence, raisonnaient les Ca
thares, mauvaise est, par conséquent, l'union des cou
ples qui n'a d'autre but que la procréation. Respectueux
de l'amour, ils lui assignaient d'être stérile, combattan
le mariage, prônant l'union libre. Les surréalistes, d
même, ont la plus grande vénération pour l'amour. Il
ne tolèrent aucune limite à la liberté sexuelle. Nous sa
vons que le scandale ne les arrête point. En amou
comme partout ailleurs.

Peut-être comprendra-t-on moins la rigueur morale

quelle nous faisions plus haut allusion. Tout entière cluse dans l'idée d'honneur, elle est cependant réelle, ésente, jamais désavouée.

Les dons les plus précieux de l'esprit ne résistent pas à la rte d'une parcelle d'honneur.

C'est de Breton, dans la préface de 1929 au premier *anifeste.*

Après l'échec de sa première tentative de suicide, Jacques ché était quitte... Dès lors, son suicide peut apparaître perfétatoire : mais quel scrupule il trahit chez son auteur!

C'est de Victor Crastre, dans la *N.R.F.* (1930).

La position surréaliste réalise la synthèse inattendue de vers aspects du monde moral.

C'est d'Aragon, dans le *Traité du Style.* A la société pitaliste, Breton reproche d'avoir mis en déroute, d'a- ir frappé de corruption « toutes les idées morales ». i lui ni les siens ne toléreront que soit donné le nom spectable de Maldoror à une boîte de nuit. C'est im- oral, c'est même sacrilège. L'honneur surréaliste est teint : il sera défendu à coups de poings et de cou- aux...

Toute cette ferveur morale, qui ne voit où elle mène? algré les dénégations réitérées, Breton est de longue te entré en possession d'une mystique. Nous ne di- ns pas qu'il est au service d'une mystique. Celle-ci le rt, au contraire, avec d'autant plus de soumission 'il ne l'avoue point; elle est humble, elle est patiente. le n'est pas chrétienne. Parlant des premiers temps du daïsme, Tristan Tzara écrit :

Nous nous abaissions volontairement jusqu'à devenir des jets d'insulte et de mépris, n'hésitant pas à nous offrir us-mêmes en holocauste à toutes les moqueries et à tous avilissements...

Ne nous y trompons point : il y eut plus de colère que

de lucidité chez les ex-surréalistes qui publièrent *Un Cadavre*. Que Ribemont-Dessaignes reproche au fondateur de « ne plus parler qu'en chaire », que Jacques Prévert affirme : « Un jour, il criait contre les prêtres; le lendemain, il se croyait évêque ou pape en Avignon », cela ne mène pas très loin. Sans aller jusqu'à dire — avec Claude Mauriac — que Bataille en ses reproches n'apportait rien qui fût véritablement un blâme, il paraît équitable de départager les torts. Et si ce n'est pas d'être chrétien qu'on pouvait blâmer Breton, n'avait-il pas péché contre l'intransigeance originelle en devenant le croyant d'une Église dont il se faisait également le pontife, avec toutes les prérogatives de la charge, y compris l'infaillibilité ? Mais avant de parler de trahison, il conviendrait d'établir si vivre et se développer peut aller, ou non, sans explorations imprévues.

Il est un terrain sur lequel fidèles et apostats devraient conclure l'armistice : le terrain de l'art. Aragon comme Breton, Eluard comme Breton, et Picasso, et Prévert, et Dali comme Breton — tous comme le chef — ont été et demeurent des écrivains, des poètes, des peintres. L'automatisme n'a jamais eu un sens anti-littéraire, dit-on. Certes! Non pas l'automatisme pratique (dont précisément nous affirmons qu'il a ouvert les portes d'un merveilleux domaine poétique); mais ses inventeurs se firent-ils faute, de Tzara à Breton, (et Breton encore après la rupture avec Dada), de proclamer leur haine de l'art ? « *L'art est une bêtise* », disait Jacques Vaché, et Ribemont-Dessaignes : « *Qu'est-ce que c'est, beau ? qu'est-ce que c'est, laid ? Connais pas!* » Dans un manifeste de 1920, Aragon déclare : « *Plus de peintres, plus de musiciens, plus de sculpteurs... rien, rien, rien!* » Et encore : « *L'habileté artistique apparaît comme une mascarade qui compromet toute la dignité humaine.* » Quant à Breton : « *Dites-vous bien, écrit-il, que la littérature est un des plus tristes chemins qui mènent à tout.* » . . . . . .

Il ne prendra pas ce chemin, mais une voie détournée, le but ne changera pas. L'automatisme permet le uffle direct, spontané. En quelque sorte, il déblaie l'es-it de toutes les habitudes de penser et d'imaginer. ais le pur chef-d'œuvre peut-il n'être qu'automatique ? ans un livre dur, mais rigoureusement véridique[5], enjamin Fondane comparait le premier jet de certains èmes à ce qu'ils sont devenus après *rature*. Du vers :

Le vent du ciel jetait ses glaçons aux mares.

r le seul changement de deux mots, Rimbaud fit :

Le vent de Dieu *jetait ses glaçons aux mares.*

De même Baudelaire, à partir des alexandrins :

Et d'anciens corbillards, sans tambour ni musique
Défilent lentement dans mon âme, et l'Espoir
Pleurant comme un vaincu l'Angoisse despotique...

otint après correction :

Et de longs *corbillards, sans tambour ni musique*
Défilent lentement dans mon âme; l'Espoir
Vaincu, *pleure; et l'Angoisse* atroce, *despotique...*

Où donc se situe l'inspiration, au premier palier, ou u second, voire au troisième, au quatrième, au n^e fil-rage ? Les chances sont grandes qu'elle n'intervienne u'à la fin. Nous sommes rationnels par essence; l'irra-ionnel ne vient qu'ensuite :

Il faut chasser la conscience, et la faire taire de force, con-luait Fondane, *si l'on veut que l'absurdité puisse ouvrir ses eaux yeux.*

N'est-ce pas l'évidence même ? Ce que nous donnent es surréalistes dans leur premier jet, c'est malgré qu'ils n aient, un produit de la conscience. Même au plus pro-ond de leurs rêves puisent-ils autre chose que les mani-

5. *Faux traité d'Esthétique* (Denoël, 1938).

festations *dirigées* de leur raison ? Et d'abord, parce que tout le monde sait qu'il y a des rêves dirigés (ceux de Desnos au premier chef) ; ensuite, parce que la formulation même du rêve passe par le canal conscient du vocabulaire. C'est si vrai que les exemples de *produits automatiques* ont été choisis entre cent. Lorsque *La Révolution surréaliste* imprimait (n° 9-10) : « *Les femmes blessées faussent la guillotine aux cheveux blonds* », eût-on livré à l'admiration publique la même phrase dans laquelle *guillotine* aurait été remplacé par *silhouette*, ou *porte-plume* ? Le hasard, certes, présidait à l'élaboration du texte ; mais le hasard était exclu de l'option de telle phrase et du rejet de telles autres. Dans l'œuvre des surréalistes, on peut dire que les quatre cinquièmes sont composés, un cinquième seulement restant brouillon.

Voilà pourquoi ceux qui annonçaient la mort de la littérature ont contribué si grandement à sa survie. Voilà pourquoi ceux qui répudiaient l'art, les poètes, les musiciens, et les peintres, ont offert la plus belle fresque d'artistes contemporains, poètes, peintres et musiciens. Voilà pourquoi le surréalisme est un humanisme!

Là est sa frontière, non sa frontière propre, mais celle de toute manifestation humaine — celle aussi de l'existentialisme, comme elle le fut du romantisme et du symbolisme. L'école de Breton nous a donné et nous peut encore donner d'inestimables chefs-d'œuvre. Il n'en demeure pas moins que l'élan est stoppé, que le mouvement s'est heurté à des bornes contre lesquelles rien de connu ne prévaudra. Le surréalisme a atteint les portes de l'humanisme et celles de la croyance.

Selon l'image rimbaldienne, il « a épuisé tous les poisons » ; poison de la haine anti-patriotique, poison de la haine anti-familiale, poison de la haine anti-religieuse, poison de la haine anti-bourgeoise. Poussant au bout l'argumentation, il serait facile — trop facile! — de dire que n'ont pas atteint les frontières en question ceux-là

uls qui, plus conséquents, ont abrégé leurs jours. Le
aradoxe tient en ceci que, pourvus d'un splendide
pace vital du temps qu'ils n'entreprenaient que de dé-
olir, ils nous livrent d'inoubliables chefs-d'œuvre dès
nstant qu'ils buttent contre une limite imposée de l'ex-
rieur. Il n'y aura pas d'âge d'or. Des mirages seule-
ent. Et vivent les mirages s'ils nous procurent de gé-
iales œuvres!

Quel reproche ferions-nous à ces hommes dont l'aven-
ure nous met dans les meilleures dispositions pour
ousser plus avant ? Car il n'y aurait aujourd'hui rien,
trictement et littéralement rien, si, du fatras romanti-
ue et de l'imbroglio symboliste, Breton et ses pairs
'avaient fait un grand nettoyage. Nous n'aurions à
heure qu'il est pas grand'chose à dire — et aucun des
oyens de le dire — si Hercule n'avait contraint le
euve Alphée à envahir les écuries d'Augias. Il a fallu
out remettre en question — et, sans doute, nous aussi,
levrons-nous éprouver par nos propres forces la valeur
le la poésie et de l'art (mais comment le pourrions-nous
our les périodes dépassées, dont nous n'avons con-
aissance qu'à travers les manuels ?) — il a fallu tout
emettre en question : grâce à la méthode surréaliste,
ous savons maintenant quelles issues sont permises,
uelles frontières, infranchissables.

A ceux qui rient devant une toile de Dali ou de Pi-
asso, comme à ceux qui trouvent leur satisfaction dans
a seule violence imaginative ou verbale, il convient de
lemander le silence. On juge de l'utilité d'un aliment à
sa propre faim, et de l'utilité d'un breuvage à sa propre
soif. Ni la faim ni la soif n'aident nécessairement à l'ap-
préciation qualitative. C'est peut-être pourquoi il paraît
oiseux de juger selon des canons de beauté les œuvres
surréalistes. Qu'elles aient été utiles, nous ne deman-
derons donc de le reconnaître qu'à ceux qui savent ce
que c'est que la faim, ce que c'est que la soif.

MAURICE CHAVARDÈS.

LES SIGNES DU TEMPS

Réarmement et Indépendance

Dans une parabole, le Christ nous montre un chef d'État qui, avant de partir en guerre compte ses forces. Les dirigeants économiques de la IV[e] République ne paraissent pas, aussi curieux que cela paraisse, avoir lu l'Évangile. La France se crée une armée sans mesurer ses possibilités. Elle réarme un peu pour « faire comme les autres » et pour paraître sage devant « tonton Sam » qui peut faire de gros yeux et nous priver des « joujoux » Marshall. Et comme tout cela coûte très cher, elle compte un peu plus sur les étrennes pour avoir non seulement des billes mais aussi des bombes.

Cette mentalité de « pays assisté » à laquelle gouvernants et gouvernés paraissent s'accoutumer sous la houlette de journalistes bien-pensants, nous conduit lentement à une situation de fait de « colonie », que les Américains le veuillent ou non. Ne faisant rien, il sera facile de démontrer que nous ne pouvons rien faire, sans le secours d'autrui.

Nous ne prêchons pas en faveur d'une neutralité du genre Confédération helvétique. Le seul propos de ce papier est de montrer que le réarmement pourrait, à condition d'être conduit comme *politique à long terme,* ne pas entraîner une perte d'indépendance totale. Sans doute la conjoncture de guerre et les mesures prises par les U.S.A. risquent de réduire encore nos possibilités économiques. On insiste, le plus souvent, sur la pénurie de matières premières et la nécessité de passer par les

ourches caudines des U.S.A. Certes, la situation de nos alances commerciales et de nos stocks peut le laisser roire. Un examen de ces deux points suffira à nous ontrer qu'un état de fait est toujours le résultat d'une olitique et qu'en modifiant cette politique on peut, sans uitter l' « histoire », se glisser plus adroitement dans es vagues.

I. — *Nos balances commerciales*

BALANCE VALEUR

	Octobre 1950	Décembre 1950	Janvier 1951
one Dollar	— 22	— 5,2	— 7,6
one Sterling	— 6,9	— 12,1	— 14,9
Zeste	+ 17,5	+ 16,1	+ 9,9

(Extrait du bulletin mensuel de l'I.N.S.E.E.)

Elles sont marquées depuis un an par deux traits :

a) Tout d'abord le déficit continu de notre balance dollar. Le déficit est d'autant plus inquiétant que la guerre de Corée et la continuation de l'aide Marshall aurait dû nous permettre d'y mettre fin. Les États-Unis nous ont acheté, en effet, des produits tels que des plaques d'acier et d'aluminium dont il est bien certain qu'ils n'auraient jamais eu besoin en temps de paix, au moment où nos mesures de réarmement n'ont pas encore pesé sur nos importations de façon sensible. Quant à l'aide Marshall, la reconstruction de notre économie ne la légitime plus.

On peut se demander avec angoisse si, même en temps de paix, nous ne serions pas voués à être assistés et si en temps de guerre notre dépendance ne va pas être totale.

La position défavorable dans laquelle se trouve l'Europe occidentale vis-à-vis des U.S.A. n'est plus à décrire. Puissance de réalisation industrielle réduite, pau-

vreté de matières premières, population élevée à haut standard de vie en sont les causes principales. Ni le plan Marshall ni le point 4 (pour autant qu'il nous intéresse) ne sauraient y remédier. Ils ne peuvent qu'aider temporairement une reconstruction difficile. Les prolonger ne peut avoir que des conséquences funestes. Les Anglais l'ont bien compris, qui ont renoncé à une continuation, d'ailleurs problématique, de l'aide Marshall.

Les conséquences funestes sont de deux ordres, directes et indirectes. Les premières sont les conditions imposées à l'aide, conditions qui favorisent les installations discriminatoires d'industries américaines et l'extraction de certains métaux manquant à l'étranger. Il en résulte une orientation de la production dans une direction qui ne contribue pas à permettre une auto-défense économique de l'empire français [1]. Les conséquences indirectes sont plus graves. En termes économiques on dirait que l'aide Marshall a augmenté la propension des Français à consommer et à importer. Concrètement, cela signifie que le cultivateur s'habitue à acheter des tracteurs importés sans comprendre pourquoi on exporte du beurre pour les payer, et que tous les Français vivent à un niveau supérieur à leurs possibilités. Cela signifie aussi que, puisqu'il y a des dollars, les organismes chargés de l'importation s'adresseront aux U.S.A. sans modération. Il ne s'agit pas là de vues théoriques. Nous avons commandé outre-atlantique, avec une facilité déconcertante, certaines matières premières et certains produits (automobiles par exemple) que nous aurions très bien pu fabriquer nous-mêmes [2] ou faire venir d'ailleurs; en par-

1. Citons aussi, avec R. G. Hawtrey (*The balance of payments and the standart of living*, Royal Institute of international affairs 1950), la menace, pour nos balances de paiements à venir, créée par le retour aux U.S.A. des bénéfices réalisés grâce aux investissements directs américains.

2. Confirmant ainsi par négligence une partie des slogans communistes sur le chômage.

iculier de notre empire, à condition d'y mener une poli-ique d'empire et non de « libre échange international ».

Le déficit dollar est donc important, il est le signe l'un déséquilibre profond; mais nous aurions pu, au noins partiellement, le réduire, grâce à l'excédent de nos balances avec les autres pays.

b) En effet nous disposons d'un excédent assez large depuis 1950 avec l'Europe à l'exception de la zone ster-ing. Il ne faudrait pas en tirer des conclusions hâtives sur notre redressement; cet excédent doit beaucoup à a conjoncture de guerre, créatrice de pénuries.

Quoi qu'il en soit, notre industrie retrouve une place que nous pourrions et devrions exploiter. Nous voulons bien croire que les pays auxquels nous fournissons des produits manufacturiers sont totalement dépourvus de matières premières. Nous pouvons en douter. Notre politique du « dollar facile » nous empêche de rechercher toutes les possibilités, en particulier en ce qui concerne papier et pétrole.

Ce n'est certes pas en menant notre politique à la petite semaine et en faisant appel aux U.S.A. pour four-nir dollars et matières premières que nous réussirons à nous dégager de l'engrenage de facilité où nous sommes.

II. — *Les stocks de matières premières*

Non content de demander des dollars, nous avons souhaité l'existence d'un pool international de matières premières; à la suite de la guerre de Corée, ces matières premières tendent à devenir rares et chères.

Ces tentatives de répartition dirigée de richesses mon-diales sont hautement louables et quelles que soient les erreurs possibles, ce dirigisme ne peut être plus mauvais que celui effectué par la loi d'offre et de demande libres. Mais notre attitude politique semble aussi idéaliste que naïve.

Depuis un an nos stocks diminuent par suite d'une « erreur » grossière de notre politique internationale. Nous avons, en effet, répondu sans réticence aux demandes d'importateurs étrangers qui, prévoyant la hausse des prix, ont fait des achats massifs de produits semi-finis et de matières premières. L'esprit préoccupé d'équilibre monétaire comme aux plus belles périodes de libéralisme, nous avons négligé *l'équilibre réel* de nos balances. L'Allemagne a remarquablement joué dans cette histoire. Elle a acheté massivement depuis plus de six mois, alors qu'elle ne remplissait même pas ses propres engagements en charbon.

MOYENNE MENSUELLE DES BALANCES RÉELLES DU COMMERCE EXTÉRIEUR

	Importation	*Exportation*
1938	100	100
Les trois premiers trimestres 1950	114	147
Le quatrième trimestre 1950	118	213
Février 1951	110	209

STOCKS ET COMMERCE PAR 1000 TONNES

	ESSENCE	GAZ-OIL	COKE	HOUILLE		
	stock	*stock*	*stock*	*stock*	*importation Allemagne*	*reste du monde*
1949	178	276	277	1556	657	1442
1950	131	232	268	2778	464	739
1951	146	232	301	2778	471	725

	MINERAIS MÉTALLIQUES	BAUXITE	
	stock	*stock*	*exportation*
1949	4870	342	57
1950	4227	259	72
1951	4024	259	69

Non content de prodiguer nos largesses en 1950, nous vons négligé de mener une politique de stocks natio-aux, à l'époque où tous les pays du monde se livraient ne guerre acharnée. Sans doute la « zone sterling » est-lle plus favorisée que la « zone franc »; mais ceci n'ex-plique pas notre carence quasi totale. Les manœuvres nglaises[3] ne sont pas animées d'un idéal international rillant; elles ont au moins le mérite de détendre la ression américaine.

L'appel à la répartition internationale des matières premières, sans cesser d'être nécessaire, ressemble de notre part à l'appel de la cigale à la fourmi. Nous avons out lieu de craindre qu'il n'ait une issue parallèle, en ait, sinon en paroles.

Importations accélérées de matières premières et créa-ion de stocks (s'il en est encore temps) ne suffiront pas, comme le signalait l'*Economist* du 3 mars, ces mesures levront s'allier à des restrictions de consommation inté-ieure. Notre infériorité « structurelle » et la perte de nos monopoles industriels du XIX^e^ siècle nous y voue-aient dès le temps de paix, sans l'artifice du plan Marshall. Notre intention de réarmer nous y oblige un peu plus. Les astuces diverses, monétaires et autres, n'y changeront rien, comme le soulignait R. G. Hawtrey (*op. cit.*).

La perte de notre indépendance vendue contre une aisance momentanée ne fait que retarder, et à quel prix, l'échéance.

P. Bauchet.

3. L'incident de l'étain, rapporté par *Le Monde* du jeudi 8 mars, ne manque pas d'humour. A l'accusation de « filouterie » de la commission sénatoriale du Congrès américain, les producteurs anglais ont répondu qu'ils respectaient la loi de l'offre et de la demande chère au pays de la « free enterprise ».

Transfert de main-d'œuvre

Au cours d'une émission radiophonique, des représentants des organisations syndicales signataires de la convention collective nationale du Textile ont commenté celle-ci. Au sujet des chapitres traitant de la productivité, ils ont particulièrement insisté sur la garantie donnée contre le chômage. Les auditeurs pour qui la garantie de l'emploi est un problème étranger à la productivité, et même un facteur opposé à son développement, ont été étonnés. Il faut, croyons-nous, éclairer les réactions ouvrières pour les comprendre.

Les problèmes de la productivité sont complexes, les conditions pour une augmentation de la productivité sont nombreuses. Disons pour le sujet qui nous intéresse que, parmi ces conditions, il y a une nécessaire fluidité de la main-d'œuvre. L'augmentation de la productivité suppose, en effet, une modification dans la structure des industries françaises, des regroupements, décentralisations, arrêts de certains centres de production peu rentables, développements d'autres, etc... Ces transformations devant obligatoirement s'accompagner de mutation et de reconversion de la main-d'œuvre. On parle beaucoup de l'indispensable relèvement de la productivité, mais se préoccupe-t-on de trouver des solutions aux problèmes qui découlent de la politique qui doit être menée pour cela ?

Les travailleurs, eux, s'en préoccupent. La garantie de l'emploi est pour eux la garantie de leur salaire, donc de leur possibilité de vivre, aussi craignent-ils que la modernisation, la fermeture ou le transfert de certains centres producteurs amènent pour eux le chômage ou la dislocation de la famille par le déplacement obligatoire du père pour pouvoir travailler. Ils ont l'impression qu'il n'y a qu'eux qui soient sensibles à ces problèmes, et c'est pourquoi ils sont anxieux et demandent, en conséquence, des garanties... Si nous raisonnons technique

ire, leur réaction est de peu d'intérêt, mais il faut com-rendre le drame que représente pour un salarié qui rive tout juste à vivre avec ce qu'il gagne actuellement perspective du débauchage, du chômage. Comment ors s'étonner de réactions de conservation de ce qui iste, de positions qui peuvent apparaître comme hos-les au progrès, mais qui ne sont, en réalité, qu'inspi-es par la crainte du licenciement ?

Prenons deux exemples :

Premier exemple. — Des laminoirs à trains continus nt en voie d'installation dans le Nord et l'Est en par-ulier. Ensembles de production imposants, ils débi-ront des quantités très importantes de tôle d'acier ur un nombre d'ouvriers peu élevé. Ces installations odernes vont remplacer celles actuellement existantes, stallations qui, par rapport aux trains continus, pro-isent moins avec beaucoup plus de travailleurs. Or ue vont devenir les travailleurs qui, à cause de la mo-rnisation, vont être dégagés de la production de la ole ? Pense-t-on à réimplanter ou à développer d'autres ndustries, pour réemployer cette main-d'œuvre ? Com-ent, devant un tel état de fait, peut-on croire que les ravailleurs ne soient pas préoccupés, qu'ils ne songent as à réclamer la garantie de leur emploi, donc de leur oyen d'existence ? Ils peuvent mesurer les conséquen-es de la modernisation, mais leur anxiété est grande rsqu'ils voient les jours passer, les installations nou-elles se mettre en place, alors qu'ils savent qu'aucune olution n'est recherchée pour résoudre le problème de ette main-d'œuvre dégagée.

Deuxième exemple. — On nous dit depuis de longs ois que les mines de la région stéphanoise sont appe-es à être fermées rapidement étant donné leur faible endement, mais que, par contre, on œuvre au dévelop-ement des mines de l'Est. Pense-t-on à la situation

qui sera demain celle des mineurs de Saint-Étienne? Pense-t-on qu'il ne serait pas utile de leur proposer d'aller dans l'Est, plutôt que de faire appel à de la main-d'œuvre étrangère ou peu expérimentée? Cela suppose à cet effet une politique de construction de logements dans l'Est; mais y pense-t-on?

Les travailleurs ont l'impression que l'on met en route des transformations sans voir les répercussions, sans rechercher des solutions. Comment veut-on qu'ils ne soient pas préoccupés et que, s'ils donnent leur accord à une politique d'augmentation de productivité, ils insistent en mettant un accent particulier sur une garantie de l'emploi. Sans doute nous dira-t-on que ces problèmes sont étudiés; mais pourquoi ne le sait-on pas?

Dans notre pays où chacun est accroché à son petit coin, à son métier, il ne sera pas facile de faire admettre et comprendre à certains salariés qu'ils doivent changer de région ou d'industrie. Les mettra-t-on devant les faits quand ils seront licenciés? Nous ne pensons pas que ce soit la solution. Il s'agit d'étudier ces problèmes, de créer une opinion publique, d'avoir l'accord des salariés, de les associer aux travaux. Ceux-ci doivent être menés aussi bien au plan de l'entreprise que de la branche d'industrie, ou de l'ensemble de l'économie.

Si les problèmes étaient abordés de cette façon, les solutions seraient plus faciles, les réalisations seraient plus rapides et nous éviterions surtout pour l'avenir les graves remous que peut engendrer une politique de productivité. Il serait grand temps de penser à travailler dans ce sens et de populariser les travaux faits ou les positions définies.

Au moment où nous mettons sous presse, les grèves commencées à Paris prennent un développement inattendu pour certains. Ce que nous venons d'écrire leur en donnera peut-être la signification profonde, mais il faudra y revenir.

C. Savouillan.

Problèmes agricoles français

es agriculteurs trouvent que les produits agricoles sont
bon marché par rapport aux produits industriels. Ils
peur de la surproduction et craignent un effondrement
cours. Les consommateurs se plaignent du prix trop élevé
produits alimentaires. Est-il possible de concilier ces inté-
opposés ?

a première idée qui vient à l'esprit est de diminuer les
de revient des produits agricoles en augmentant la pro-
tivité du travail par le progrès technique : lutte contre
ennemis des cultures, emploi rationnel des tracteurs,
machines, des semences et des animaux sélectionnés, des
rais et des amendements. Mais la trésorerie des agricul-
rs ne leur a pas permis, depuis 1948, d'employer plus
ngrais. Il serait souhaitable d'accorder des subventions
ir diminuer fortement le prix des engrais, ce qui entraî-
ait une augmentation de leur consommation, un accroisse-
nt de la production agricole et une diminution des prix de
ient des produits alimentaires.

Cette diminution des prix de revient ne suffit pas à con-
ter les agriculteurs et les consommateurs. Il faut aussi
uire les frais de distribution et les bénéfices spéculatifs.
exemple du beurre est un des plus caractéristiques. Le
rs des halles du beurre normand est passé de 415 fr. le
o au début de juin 1950 à 685 fr. à la fin de décembre 1950
au début de mars 1951, soit une différence de 270 fr. Les
is de stockage atteignent à peine 70 fr., les stockeurs ont
nc gagné plus de 200 fr. par kilo. Certes il est souhaitable
'il y ait une différence de prix entre le beurre d'hiver et le
rre d'été dont le coût de production est moins élevé, mais
1950 cette différence a été beaucoup trop forte. Pour la
égorie envisagée, les prix ne devraient pas descendre au-
ssous de 475 fr. et monter au-dessus de 625 fr., ce qui
ait profitable à la fois au producteur et au consommateur.
Mais ce n'est pas l'intérêt des spéculateurs. Il faudrait
nc que les prix d'entrée en stock et de sortie fussent fixés
r le gouvernement. Ce mécanisme fonctionnerait sans diffi-
ltés dans le cas où la production serait égale aux besoins
la consommation solvable. Si la production était insuffi-

sante, les cours monteraient trop haut. Dans ce cas, il fa drait importer pour satisfaire les besoins des consommateu et aussi pour éviter une montée trop forte des cours. Si production de beurre était excédentaire, il resterait un stoc à la fin de l'hiver 1952; ce stock pourrait être reporté (renouvelant les stocks) à l'année suivante. Dans ce cas, faudrait fixer à un prix plus bas l'entrée en stock au pri temps 1952, de façon à pouvoir exporter. Il serait nécessai de créer une caisse de péréquation pour l'exportation; cet caisse serait alimentée par les bénéfices réalisés sur stockage et sur l'importation.

L'exportation est possible; il existe des besoins considér bles en Allemagne et en Angleterre non seulement pour beurre, le fromage, mais aussi pour le sucre, la viande, blé. L'établissement d'un marché agricole européen uniq faciliterait beaucoup la vente de nos produits agricoles; ma en attendant la réalisation de ce marché européen, les expo tations agricoles sont tout de même réalisables : en 1950 a exporté des quantités importantes de viande et de blé. diminution de nos prix de revient agricoles, par les méthod que nous avons indiquées, facilitera les exportations; et leur tour, les exportations, en permettant l'accroissement la production, contribueront à la diminution du prix revient des produits agricoles.

Ainsi la politique économique agricole que nous préco sons, et qui consiste essentiellement à accorder des subve tions aux engrais, à régulariser les cours de produits ag coles par le stockage, à développer les exportations de b de viande, de produits laitiers, de sucre, sans négliger cell des fruits, des légumes, du vin et des spiritueux, permett d'améliorer à la fois le niveau de vie des paysans et celui d consommateurs.

Pierre Coutin.

La nouvelle crise tchécoslovaque

Le moins que l'on puisse dire lorsqu'on parle de situation actuelle en Tchécoslovaquie c'est que tout va pas pour le mieux dans la meilleure des démocrati

opulaires. Les nouvelles qui nous parviennent de Pra-ue depuis un mois révèlent des tensions si graves dans ous les secteurs de la vie tchécoslovaque que l'on a pu arler d'une véritable crise.

Il fallut d'ailleurs l'énorme retentissement qu'eut dans monde entier la disparition de M. Wladimir Clémentis our que le gouvernement tchécoslovaque se décidât au out de plusieurs jours à donner quelques explications. 'est ainsi que le 26 février dernier on apprenait de la ouche du président de la République, M. Clément ottwald, s'adressant au Comité central du parti com-nuniste tchécoslovaque à l'occasion du troisième anniver-aire du coup d'État communiste de Prague, que M. Clé-nentis, ancien ministre des Affaires étrangères, avait onspiré contre le parti en compagnie d'autres traîtres t conspirateurs tels que Otto Sling, ancien secrétaire ommuniste régional de Brno et Mme Svermona, mem-re du comité central du parti communiste tchécoslo-aque et secrétaire administrative du parti. « Cette vaste onspiration, ajoutait le président Gottwald, visait à lominer le parti, à modifier sa ligne politique, à revenir ur la voie du capitalisme — une route qui mène à l'al-iance avec le camp des impérialistes. » Il affirmait enfin ue la Tchécoslovaquie ne devait pas devenir une « nou-elle Yougoslavie ».

Nous voilà au cœur même de la question. L'union oviétique et les gouvernements communistes de pays atellites vivent dans la hantise de conspirations ou ébellions qui s'inspireraient de l'exemple si bien réussi le Tito. A leurs yeux, il importe peu que des hommes omme Rajk en Hongrie et Kostov en Bulgarie aient eu éellement ou non des rapports avec le maréchal you-oslave qu'ils détestaient, il suffit qu'ils se soient permis le freiner les exigences soviétiques qui ruinaient leur pays. Ce faisant, ils ont agi comme avait commencé Tito; ils devaient être liquidés.

Aujourd'hui le cas de Wladimir Clémentis est le même

à bien des égards. On l'a contesté en affirmant que Clémentis paie aujourd'hui la faute qu'il a commise en voulant défendre au sein du parti communiste le particularisme slovaque. « Clémentis et sa bande ont voulu créer un état slovaque indépendant », lit-on dans le rapport de M. Bastovansky, secrétaire général du parti communiste slovaque. Cela est vrai en partie et d'autres communistes slovaques comme M. Novomesky et M. Husak, ancien président de commissaire slovaque, sont probablement arrêtés aujourd'hui pour avoir cru que l'on pouvait rester bon communiste bien qu'en s'efforçant de limiter le centralisme tchèque abhorré par tout bon slovaque.

En réalité, M. Clémentis a commis bien d'autres crimes. Il a toujours été un raisonneur; il a fait preuve à plusieurs reprises d'une certaine indépendance d'esprit. C'est ainsi que, en 1939, il se permit de dénoncer le pacte germano-soviétique et que par la suite il participa au gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres. Rentré en grâce après la guerre, il devint même ministre des Affaires étrangères après la mort de Masaryk. Étroitement surveillé malgré tout, il devait, quelques mois à peine après son entrée en fonction, être accusé de « déviation nationaliste bourgeoise ». Aujourd'hui M. Clémentis est arrêté comme belliciste et agent des services secrets français. L'on affirme même dans certains milieux qu'il a été exécuté.

Encore une fois l'ancien ministre des Affaires étrangères n'était pas plus titiste que Rajk et Kostov. Mais il a commis le crime de garder une indépendance d'esprit que l'Union soviétique tolère moins que jamais chez ses serviteurs depuis que la guerre froide s'est intensifiée et que les difficultés économiques se sont aggravées au sein des démocraties populaires. M. Clémentis a donc été choisi pour servir de « traître » responsable de tous les échecs et de toutes les erreurs du régime. C'est là une méthode classique dans les pays communistes lorsque s'accroît le mécontentement des populations.

Il semble de fait que la Tchécoslovaquie connaisse en e moment de très graves difficultés. Le pain a été ationné ainsi que la farine. Ce rationnement s'ajoute à elui du lait et du beurre. M. Gottwald a avoué lui-nême le 26 février que les progrès économiques réalisés n 1950 sur le plan intérieur n'étaient nullement satis-aisants et marquaient plutôt une tendance « rétro-grade ». Il n'a pas caché que la productivité des ouvriers aissait à désirer. Au même moment, M. Slansky, secré-aire général du parti communiste tchécoslovaque, recon-aissait que la socialisation dans les campagnes se heur-ait à des obstacles considérables.

Bien entendu toutes les difficultés, en quelque domaine ue ce soit, sont attribuées à des traîtres et à des sabo-eurs. Plus de cent soixante-neuf mille cinq cent qua-ante-quatre personnes — c'est un chiffre officiel — ont été épurées en quelques mois. L'armée et la police, sou-iens du régime avec le parti, n'ont pas été épargnées. Ainsi le général Reicin, ministre adjoint de la sécurité t chef de la police de sécurité, viennent d'être arrêtés.

Sur le plan religieux, Mgr Beran, archevêque de Prague, se trouvait depuis juin 1949 dans l'impossibilité de communiquer avec ses fidèles.

Un communiqué officiel du gouvernement tchécoslo-vaque a fait savoir, le 10 mars dernier, que les « auto-rités administratives avaient infligé à Mgr Beran, arche-vêque de Prague, « pour une attitude négative à l'égard des lois sur l'Église une amende et lui avaient imposé le séjour hors du diocèse de Prague ». Le communiqué précisait en outre qu'à la suite de cette mesure le poste de vicaire général « était *également* devenu *vacant* ».

En expulsant ainsi Mgr Beran de son diocèse (le prélat serait en résidence surveillée au château de Rozmital, à soixante-cinq kilomètres de la capitale), les autorités communistes ont voulu mettre définitivement fin au conflit qui les oppose à l'archevêque de Prague depuis leur arrivée au pouvoir et activer du même coup la réali-

sation du double objectif qu'elles se sont fixé, à savoir la liquidation complète de la hiérarchie catholique, officielle ou clandestine, et la constitution d'une Église totalement dévouée au régime.

Pendant des mois le gouvernement tchécoslovaque s'est demandé comment il pourrait se débarrasser d'une personnalité aussi ferme et aussi inattaquable que Mgr Beran. Il n'était pas question, en effet, de faire un procès de trahison à un homme qui avait passé plusieurs années dans les camps de concentration allemands et dont le prestige sur les masses catholiques du pays est immense et ne fait que croître. On profita donc d'incidents qui s'étaient produits le 19 juin 1949 à la cathédrale Saint-Guy et dont le caractère de provocation était certain, pour soumettre le chef de l'Église tchécoslovaque à un régime d'internement strict qui ne lui laissait point la moindre possibilité de diriger son diocèse, de recevoir des visiteurs et de publier des « lettres pastorales ».

Mgr Beran parvint néanmoins à faire parvenir aux ecclésiastiques quelques circulaires, notamment à la veille de la promulgation de la loi qui a soumis les affaires religieuses au contrôle d'un office administratif et transformé les curés en salariés de l'État. Mgr Beran rappelait leurs devoirs aux prêtres et les conviait à maintenir une attitude de fermeté.

Depuis lors, la pression gouvernementale n'a fait qu'augmenter. Des centaines de prêtres ont été emprisonnés, les religieux ont été expulsés de leurs couvents, le nonce renvoyé à Rome. Par crainte, lucre, ambition ou résignation quelques membres du bas et du haut clergé se sont ralliés au régime, mais dans l'ensemble l'épiscopat a résisté et protesté sans cesse contre les immixtions de plus en plus graves de l'État dans les affaires religieuses. Pour mettre les évêques à la raison, le gouvernement a donc organisé ces derniers mois une série de grands procès qui ont visé à les compromettre

à les éliminer. A leur place enfin et à celle des évêques décédés, l'office central des cultes fait élire par des chanoines plus ou moins régulièrement constitués des vicaires capitulaires choisis parmi les prêtres progressistes. Tel est le cas du chanoine Stehlik qui prend en charge le diocèse de Prague à la place de Mgr Beran.

On conçoit que toutes ces mesures dont Mgr Beran est la dernière victime aient provoqué une profonde émotion au Vatican. Un décret d'excommunication a été lancé contre tous ceux qui ont participé « moralement ou physiquement » au bannissement de l'archevêque. Ce décret s'applique également à ceux qui se sont laissés investir de fonctions ecclésiastiques « en dehors des règles du droit canon ». Mgr Stehlik ne sera toutefois excommunié que si l'on acquiert la certitude que Mgr Beran n'a pas donné son accord à cette nomination.

En définitive, toutes ces brimades, toutes ces épurations, toutes ces arrestations ne prouvent qu'une chose : la résistance généralisée de la masse sociale au régime. Cette résistance est particulièrement nette chez les ouvriers et les paysans, victimes d'une politique soviétique qui vise à faire de la Tchécoslovaquie un centre d'industrie lourde destiné à répondre non seulement aux besoins des autres pays satellites mais encore à ceux de la Chine. Le prix de cette politique est élevé car elle aboutit à la réduction de l'importance des industries légères et à la baisse du niveau de vie général.

Les ouvriers, de plus en plus hostiles à l'effort épuisant qu'on leur demande sans rien leur offrir en contrepartie, ralentissent leur cadence de production. Ce qui explique en partie le retard apporté ces derniers mois par la Tchécoslovaquie à ses livraisons de produits industriels destinés à l'Union soviétique. Une autre raison de ce retard est que, avec des devises occidentales en nombre limité, Prague a beaucoup de mal à se procurer certaines matières premières indispensables. Quelles qu'en soient les raisons, ces retards dans les livraisons

ont provoqué une tension fort grave entre Prague et Moscou qui a répondu, en représailles, par un ralentissement de ses livraisons de céréales. La pénurie récente du pain en Tchécoslovaquie n'a pas eu d'autres raisons.

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que l'Union soviétique, inquiète des résistances multiples qui se manifestent en Tchécoslovaquie et de leurs conséquences économiques, ait exigé de Prague que des mesures sévères soient prises pour les briser et liquider tous les communistes coupables de prêter l'oreille aux doléances du peuple et, par suite, de ne pas vouer un amour exclusif à l'Union soviétique ainsi qu'au grand Staline.

JEAN SCHWOEBEL.

Vers un Maroc neuf

Considérée sous un certain angle, la crise marocaine apparaît d'une simplicité limpide. Un souverain de mélodrame a eu des complaisances envers le traître, ce parti de l'Istiqlal que mène sournoisement le communisme; les grands de l'Etat s'émeuvent, appellent à la rescousse le protecteur français; le bon peuple des montagnes gronde et descend vers les villes coupables; le souverain, désarçonné, les yeux désillés, s'en remet au protecteur français. Tout rentre dans l'ordre et chacun, désormais à sa juste place, sera heureux. Le public français, que trop peu d'informations sûres n'ont pas empêché de se composer cette image d'Épinal, applaudit et s'en va, rassuré définitivement.

Mais devant une image du même style, que d'autres dessinateurs ont composée à son intention, le public arabe du Caire et de Damas s'indigne et crie vengeance : un souverain éclairé, soucieux du bonheur et des libertés de son peuple, a dû s'incliner sous la menace d'un tuteur infidèle, de chars d'assaut cernant le Palais et de hordes déchaînées; la terreur règne dans les villes bombardées; le colonialisme sévit et l'Islam est en danger.

Sans doute la seconde de ces versions s'éloigne-t-elle de la

vérité beaucoup plus gravement que la première; elle n'a été accueillie que là où l'on cherchait, à quelque prix que ce soit, les éléments de polémique et de trouble. Cependant, l'une et l'autre de ces affabulations ont en commun leur caractère de féerie, leurs contrastes aigus, leur dénouement tranché sans retour, leur vertu d'aveuglement. Elles masquent l'une et l'autre la réalité bien plus complexe, bien plus nuancée, d'un drame autrement profond, très antérieur à ces remous et qui leur survivra.

On ne saurait étudier dans ce cadre, même sommairement, la genèse de ce drame, issu des classiques difficultés qu'impliquent le contact Orient-Occident et la politique de tutelle et de conseil. On ne saurait non plus analyser ici ses éléments actuels, ni recenser les solutions possibles et les moyens de les réaliser. Quelques traits cependant, non peut-être les plus importants, mais les plus oubliés en France, doivent être soulignés.

Notre protectorat marocain, depuis Lyautey, court sur son erre. La Résidence générale de Rabat abrite et honore la dépouille mortelle du Maréchal, et grâce à quelques traits de grandeur pense qu'elle conserve aussi son esprit. Mais il s'en faut. Le génie de Lyautey fut d'être sans cesse attentif au réel, de s'adapter constamment au nouveau. Or, l'administration du protectorat semble surtout préoccupée de gestion courante; elle se trouve rassurée par l'épanouissement économique, au point de n'examiner guère si les fondements sociaux et politiques en sont réellement sains; elle a imparfaitement tenu ce contact avec le Souverain, tâche cependant essentielle de l'État protecteur; et, tandis que le rassemblement des tribus autour du maghzen avait été notre mission initiale et la justification même de notre présence, elle n'a peut-être pas veillé assez tôt sur les transformations nouvelles des populations marocaines, que certains phénomènes, comme l'émigration vers les villes industrielles de la côte et la formation de prolétariats suburbains, brassent si profondément. L'action admirable, très efficace sur le plan local, de quelques centaines de contrôleurs et d'officiers essaimés sur le territoire, ne saurait cependant, si les directions d'ensemble manquent ou tardent, prendre sa pleine valeur.

Aussi, loin que s'édifie au Maroc un ensemble organique harmonieux, il ne s'y développe, isolément et parallélement,

que diverses entités distinctes : un souverain autocratique qui, se fiant au prestige médiéval qu'il exerce encore sur ses sujets, ne connaît vraiment parmi eux qu'une mince classe d'intellectuels politisés; une féodalité jadis nécessaire et qui survit aux conditions politiques et sociales responsables de sa naissance; une administration marocaine, à bien des égards aussi médiévale et féodale; des citadins, des artisans, des gens de tribu, des ouvriers marocains, éclairés seulement sur leurs intérêts immédiats, proie facile pour tous les agitateurs, incapables encore de se concevoir comme un peuple; enfin une colonie française d'agriculteurs, de commerçants, d'industriels, que ses propres efforts et ses réalisations, d'ailleurs remarquables, satisfont au point qu'elle se croit maîtresse de son propre destin, dans une sorte de vase clos où n'interviendrait aucune contingence extérieure.

Parmi ces colons et même parmi les fonctionnaires, beaucoup ont spontanément pensé qu'un désaccord politique entre la Résidence et le Palais devait obligatoirement aboutir à la démission du souverain; beaucoup regrettent encore que ce dénouement ait manqué. Il eût cependant, selon toute apparence, mené le protectorat marocain dans une impasse analogue à celle que connut la Tunisie après la déposition de Moncef bey, mais plus longue et plus grave; il eût fourni raisons et illustrations à ces mouvements antifrançais dont l'argumentation, réduite à s'appuyer sur des sévices et des troubles imaginaires, s'est montrée si faible qu'elle n'a pu être soutenue longtemps. Il n'eût en rien garanti, d'ailleurs, contre les risques imprévisibles d'un nouveau choix.

Sans doute est-ce à la sagesse des avis venus de Paris, et de très haut, que l'on doit d'avoir échappé à ce grave danger. Une conjoncture internationale exceptionnellement favorable à la France, avec l'appui actif trouvé par M. Pleven aux États-Unis et la faiblesse derechef manifestée par la Ligue arabe en Orient, a sans doute contribué à dissuader le Sultan de courir l'aventure d'une attitude négative; surtout il aura senti que les masses marocaines ne l'appuyaient pas. Sa grande faiblesse en l'occurrence fut d'être un autocrate traditionnel, et non le couronnement d'une démocratie encore inexistante. Ces masses marocaines, si peu organiques qu'elles soient encore, ont du moins vu sommairement qu'un conflit aigu entre la France et le Sultan eût compromis toute

; réalisations sociales et économiques introduites par la ésence française.

Le dénouement de la crise a, somme toute, été heureux. ais il ne faut pas que les circonstances qui l'ont permis gagent l'avenir dans une voie dangereuse ou stérile. Le aintien du souverain ne règle pas à lui seul la collaboration ture entre la Résidence et le Palais. La descente des cava- rs des tribus vers Fès, la réaffirmation des grands féodaux oquent un passé d'insécurité et d'anarchie que notre pre- ière tâche avait été de combattre : ces résurgences ont pu e utiles, elles ne sauraient être que passagères. Le secours ovisoire que nous y avons trouvé ne peut nous abuser sur tre véritable vocation qui est de conduire vers plus de ogrès un Maroc mieux réuni.

La tâche de réédification sociale et politique apparaît gente : il faut clairement la définir, et comme il s'agit une œuvre de longue haleine, l'entreprendre sans tarder. cet égard, la crise même aura pu être salutaire, en faci- ant une « nouvelle donne ». D'ores et déjà le Sultan, nonçant aux réticences qu'il prolongeait depuis des mois, scellé quelques dahirs de réforme. Mais beaucoup d'autres ojets utiles, généreux, parfois audacieux, dorment dans s cartons du Protectorat : il est temps de les exhumer et de aliser les meilleurs d'entre eux. Socialement et politique- ent, le peuple marocain est à construire; une véritable mocratie peut et doit être édifiée chez lui, non certes par création prématurée d'un régime parlementaire, mais par mise en œuvre de petites assemblées locales, les jemaas ditionnelles élargies, vivifiées, modernisées, associées enfin toute une série de progrès techniques et sociaux.

Ce serait en effet une singulière erreur que de croire à la ssibilité d'une solution conservatrice, dont les perspectives usoires semblent flatter encore quelques milieux de fonc- nnaires et de colons. Si le Maroc continue, sans doute, avoir besoin de la France pour le guider, c'est dans le sens une évolution résolue. Les immenses progrès sociaux qu'elle plique ne peuvent être accomplis, il est vrai, que sous tre tutelle. Mais celle-ci ne se justifiera que par eux.

GEORGES LUZY.

Un colloque sur les machines « cerveaux »

Du 8 au 13 janvier a eu lieu à Paris, sous les auspices de l'Institut Blaise Pascal (Centre national de la recherche scientifique) un grand colloque international au titre alléchant « Les machines à calculer et la pensée humaine. » A ce colloque la grande presse a fait écho, *Le Monde* affirmant même que, grâce à Dieu, « le cerveau humain conservait la supériorité ». Dans la grande salle de la rue d'Ulm où se tenaient ses assises, ce colloque a réuni un incroyable mélange de savants peu habitués à se coudoyer, logiciens et mathématiciens, techniciens de l'électronique, neurophysiologistes et psychiatres. De cette rencontre singulière qu'est-il résulté ?

Les premières journées du colloque furent sages. On commença par l'étude détaillée de la technique des « grosses machines à calculer ». On sait que, par cette curieuse expression, on désigne les monstres électroniques, apparus depuis 1940, et qui sont capables d'effectuer, dans des buts scientifiques ou techniques, des calculs dépassant les forces de tous les bureaux de calcul humains du monde entier. Les organes les plus notables d'une telle machine sont d'une part l'organe de *programme,* répartissant les tâches dans les calculateurs partiels et contrôlant leur exécution, d'autre part, les organes de *mémoire,* capables de conserver un certain temps les résultats de calculs partiels avant de les réintroduire, au moment et à l'endroit voulu par l'organe de programme, dans l'un des nombreux circuits de la machine. Dans la plupart des machines existantes, les calculs sont effectués en traduisant les nombres du système décimal classique dans le système binaire, c'est-à-dire en représentant ces nombres au moyen de deux chiffres ou signes seulement (o et 1 si l'on veut). Les nombres sont alors portés par la machine sous forme de longs trains d'impulsions discontinues du type « tout ou rien », la présence d'une impulsion représentant conventionnellement 1 et son absence o. Les résultats sont naturellement retraduits à la sortie dans le système décimal habituel.

A côté de ces machines à calculer dites « logiques », dont la souplesse de fonctionnement est extraordinaire, existent aussi des machines à calculer « analogiques » dont le principe est tout différent, mais qui ne sont adaptées qu'à de

:hes scientifiques ou techniques bien déterminées. On peut
'e en gros que ces machines réalisent un *modèle* électroma-
étique ou électrolytique continu des phénomènes élastiques,
dro ou aérodynamiques, etc., que l'on se propose de calcu-
et que le calcul est fourni par une *mesure* des caractéris-
ques du modèle.

Il est enfin remarquable que l'électronique ne s'est pas
rné à nous livrer des machines à calculer, mais qu'à côté
ces machines, on a vu surgir une floraison d'autres machi-
s, les unes destinées à assurer et contrôler l'exécution de
:hes précises, mais complexes, tels les postes de contrôle
isines automatiques, les pilotes automatiques d'avion, les
predictors » de D.C.A., les autres conçues parfois unique-
ent pour essayer de mieux comprendre la notion même de
achine.

Les machines à calculer, sous leur aspect technique, furent
nc d'abord à l'honneur. Aiken de Harvard University vint
ésenter, sous forme de photos et schémas, ses dernières
'es, qui sont la perfection actuelle dans le domaine de la
achine à calculer logique. Puis Anglais, Suisses, Belges,
édois et Français exposèrent l'état des techniques dans les
fférents pays intéressés. Après ces cours sévères d'électroni-
ie, les malheureux médecins présents durent subir de non
oins sévères cours de mathématiques appliquées : les gros-
s machines à calculer étant essentiellement destinées à
soudre des problèmes complexes de mathématiques appli-
iées à la physique et à la technique, il existe des manières
olies, qu'il convient d'étudier, d'offrir ces problèmes aux
achines.

Mais la « sensation » du colloque était constituée par sa
ernière partie intitulée « les grosses machines, la logique et
physiologie du système nerveux » et qui se déroula sous
présidence du physiologiste Lapicque. Là apparurent ces
achines spécialement destinées à nous faire perdre notre
oyance que nous savons ce que peut, ou plutôt ce que ne
eut pas, une machine, je veux parler de l'homéostat de
shby et des « tortues » de Grey Walter. L'exposé de Grey
Valter et la présentation de ses animaux artificiels marquè-
ent certainement l'un des sommets du colloque. Le but de
rey Walter était de montrer qu'avec un petit nombre d'élé-
ents actifs et deux lois d'interconnexion entre eux, il est

possible de réaliser le modèle d'un comportement déjà complexe; ses tortues sont de deux types. Les premières, particulièrement simples puisqu'elles ne comprennent que deux éléments actifs, présentent déjà un comportement assez riche (tropisme positif vers la lumière, tropisme négatif ou adaptation à la rencontre d'un obstacle matériel, reconnaissance de soi sous forme de reconnaissance de la lumière émise par le modèle et réfléchie dans un miroir, reconnaissance mutuelle de deux modèles, maintien de la puissance motrice, le modèle pouvant aller de lui-même se recharger lorsqu'il y a lieu). Les secondes « tortues », qui sont pourvues de deux ou trois tubes supplémentaires, présentent en outre un comportement du type « apprentissage » ou « réflexe conditionné », tout à fait analogue à celui d'animaux simples dans un laboratoire étudiant les réflexes conditionnés. Ce qu'il y a de remarquable dans ces modèles est la simplicité des moyens avec lesquels ils ont été réalisés.

Ces présentations furent complétées par des exposés théoriques dont l'un des plus intéressants fut celui de Wiener, le créateur du programme connu sous le nom de « cybernétique ». Un de ses collègues, Mac Culloch, physiologiste du Massachussets Institute of Technology, a réussi à construire une machine permettant aux aveugles de « lire » par audition. Cette machine réussit à identifier caractères et mots écrits dans des « types » d'imprimerie totalement différents. Partant de cette machine effectivement réalisée, Wiener montra d'abord qu'il était possible de construire des machines capables de reconnaître certaines relations d'équivalence provenant d'une structure mathématique et relia cette possibilité avec les considérations de « Gestalt psychologie », classiques chez les psychologues allemands.

Mais il faut avouer que bien des exposés et que toutes les discussions furent décevantes. La « logique » mathématique mise au programme et qui ne fut pratiquement pas représentée dans les exposés, se vengea bien. Il était curieux de constater combien les exposés de ces dernières journées prenaient tous l'allure d'actes de foi plus ou moins contradictoires et combien les discussions sombraient dans le quiproquo plus ou moins métaphysique. Si l'enthousiasme était présent la rigueur d'esprit manquait. Faute de cette rigueur, la question brûlante de la comparaison (système nerveux-machine) s

liluait en pseudo-problèmes. Il semble que cette question ne soit pas encore mûre et qu'il convienne de poser des questions préalables.

Tout d'abord, il devrait être entendu d'une manière claire que les « théories » du système nerveux que l'on peut déduire de notre expérience des machines ne peuvent être que des théories *phénoménologiques,* visant seulement à offrir des *modèles,* aussi fidèles que possible, du comportement des animaux, tel qu'il est réglé par leur système nerveux. De telles théories ne peuvent prétendre donner par elles-mêmes une explication physico-biologique détaillée des faits élémentaires du système nerveux. Il demeure que la considération de tels modèles est féconde pour le physiologiste en excitant son imagination, en l'incitant à penser plus abstraitement. Au reste, les choses ne se passent pas de manière très différente en physique pure, où toute théorie a pour ambition de construire des structures mathématiques en correspondance parfaite avec les phénomènes observés. La notion même de « modèle », que les machines analogiques mettent en jeu, montre clairement que seul intervient l'*isomorphisme* de certaines structures mathématiques, dans la machine et dans les phénomènes à calculer.

Pour aller plus loin, il semble qu'il faille réfléchir sur la notion même de machine. Les variations de sens du mot sont assez claires à la lumière de l'histoire des machines. Mais il semble que nous arrivions à une époque où cette notion a perdu son caractère d'évidence immédiate. Le système téléphonique total d'une grande ville constitue-t-il une machine particulièrement complexe ? Dans les machines qui nous intéressent ici, ce n'est plus l'*énergie* qui joue le rôle fondamental; au moins théoriquement, l'énergie nécessaire à faire fonctionner une machine à calculer pourrait être rendue arbitrairement petite, limitée seulement par les seuils quantiques [1]. Pour de telles machines, l'énergie est une notion encore trop matérielle et c'est la notion d'*information* qui peut sans doute la remplacer. Les machines étudiées au colloque présentent toutes ce caractère d'être des transformatrices ou élaboratrices de « signaux », conformes à des

1. Il en est peut-être de même pour l'œil dont les seuils de perception semblent étroitement liés à des seuils quantiques.

structures mathématiques variées et, dans une large mesure, la technique de réalisation de ces machines est assez indifférente. Les machines à calculer furent hier mécaniques, puis électromécaniques; elles sont aujourd'dhui électroniques; demain elles profiteront des ressources d'une technique nouvelle. Mais la richesse même de leur floraison nous oblige à penser la notion abstraite de machine, à construire, en termes de pures mathématiques, une « théorie abstraite des machines ». Ce programme, pour lequel la théorie de « l'information » est une amorce de réalisation, est le véritable programme de la cybernétique.

Pour poursuivre sa réalisation, la cybernétique devra faire appel aux mathématiques les plus modernes, de l'algèbre à la topologie et de la théorie des ensembles au calcul aléatoire. Dans une première vue très sommaire, les machines nouvelles nous apparaissent comme des modèles, réalisés dans l'espace et le temps, de structures mathématiques variées et c'est seulement en fait ces structures qui importent; nous attendons dans ce domaine un Carnot ou un Schrödinger. A travers les machines, c'est au fond une théorie mathématique globale du fonctionnement du système nerveux que les physiologistes cybernéticiens visent, sans toujours s'en douter. Il y a peut-être là une saine ambition, mais nous sommes encore bien loin de la voir réalisée.

A. Lichnerowicz.

AZIMUTHS.

En plusieurs pays, les autorités ecclésiastiques ont dû récemment décider de l'authenticité de visions. Parfois les fidèles ont été autorisés à profiter de leur valeur religieuse; plus souvent on a dû, non sans peine, opposer des barrières à la pétulance de leur dévotion. Il serait curieux, en ce siècle de sociologie et de statistiques, de rechercher à quoi tient l'explosion et la multiplication de ces événements mystérieux; l'influence, sur leur existence et leur nombre, de la mentalité générale de l'Église où ils se produisent, leur correspondance

c le développement théologique : sont-ils causes, sont-ils
ts?
Notre âge catholique, par exemple, est dominé par la mario-
ie, et, en une liaison curieuse avec elle, un courant diffi-
à désigner en français d'un mot élégant et qui concerne
nsemble des phénomènes relativement jeunes et cependant
ne grande ampleur où se manifeste et se promeut la dévo-
n à la personne et à la charge du Saint-Père.
Or, on commence à parler d'apparition de papes récents
nme Pie X ou Pie XI, dont certaines mémoires catholiques
donnent des raisons d'avoir la nostalgie. D'autre part, les
ions de la Vierge se multiplient, fausses ou vraies : elles
uropéanisent, mettant fin à cette sorte de gallicanisme
este dont la France semblait parfois tirer vanité : Fatima,
Portugal, Banneux, en Belgique, concurrencent Lourdes,
Salette, Pontmain.
Des phénomènes plus anciens, visions du Christ, stigmates,
i jouissent d'une vénération presque millénaire, passent,
r contre, à l'arrière-plan, sans être entièrement éteints. A
suite de saint François qui en fut l'initiateur, il y a encore
s stigmatisés, dont l'Église catholique semble avoir le mo-
pole. Le cas le plus connu est celui de Thérèse Neumann,
Konnersreuth. Vers 1928, on en a beaucoup parlé. Malgré
ne décision épiscopale réticente en 1937, les événements de la
erre et l'occupation américaine surtout ont réveillé l'atten-
n. *The Tablet,* dans son numéro du 3 mars, p. 169, rend
mpte assez longuement d'un livre récent de Miss Graef,
en connue pour ses études sur les mystiques. Chargée
écrire la vie de Th. Neumann, elle vit son préjugé favorable
dissiper et faire place à une critique sévère. Voici la con-
usion du *Tablet.*

Comment donc a pu se développer cette ahurissante légende ? ne grande responsabilité en incombe au fait qu'on n'a pas su celer un cas très rare d'hystérie majeure; une plus grande res-nsabilité, au manque évident de prudence dans l'entourage de nérèse. Le commun désir du merveilleux a fait le reste. Dans un apitre courageux et lumineux, Miss Graef discute l'hypothèse une communication télépathique entre Thérèse et le curé Faber, i a adopté envers sa paroissienne une attitude étrangement dé-ourvue de critique et même obséquieuse. Sans doute on ne peut clure la possibilité de télépathie et d'autres pouvoirs extra-nsoriels; mais aucune investigation scientifique ne serait pratica-

ble dans les conditions où s'est développée l'expérience de Konnerreuth. Même si l'on établissait l'exercice de tels pouvoirs paranormaux, comme le rappelle avec insistance Miss Graef, ce pouvoirs sont, en eux-mêmes, de valeur spirituelle nulle. L'Egli offre à notre dévotion autre chose, et mieux.

C'est encore à une sorte de discernement des esprits, qu se livre Aloïs Mertes dans un article de *Dokumente* (1951 n° 1, pp. 48-61). Mais ce sont des « esprits » communautaires et apparemment moins miraculeux. Son étude intitulée « Cou rants fondamentaux dans le catholicisme européen » nou livre ses impressions de voyage à travers l'Allemagne, l France, l'Espagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, la Hol lande. Il parle des divers catholicismes, et, dit-il, pareill expression fait pleurer l'un de ses yeux et rire l'autre. C dernier a la meilleure part, car si A. Mertes regrette les ani mosités et vanités à quoi donne libre cours cette diversité, a de plus longues phrases pour se réjouir de pouvoir, comm catholique, parler de catholicismes au pluriel, sans infirme le moins du monde l'unité mystérieuse de l'Église, qui n'es pas celle d'un rite, d'une langue, encore moins d'une culture même occidentale, ni d'une idéologie.

Parmi ces catholicismes, deux types tranchent sur le autres qui peuvent s'y ramener diversement, le catholicism « espagnol » et le catholicisme « français ». Il y a sans dout en France des catholiques du type espagnol, et vice-versa Mais en gros, Mertes est pascalien : « En deçà et au delà de Pyrénées », réalités concrètes et principes théoriques lui pa raissent offrir la plus forte opposition légitime en catholi cisme. Le thème fondamental, à partir duquel lui paraissen diverger les voies, est celui des rapports de l'Église et d l'État.

Passer en Espagne, c'est tomber dans l'an 1950 de l'ère médié viale... La Sainte Vierge est commandant en chef de l'Armée L'administration politique, l'armée, la Phalange, sont d'accor avec l'Église pour voir dans la dictature catholique actuelle un forme au moins relativement idéale de l'État catholique. Plu d'une fois j'ai vu côte à côte les images de Franco, de Primo d Riveira, du Sacré-Cœur et une photo de la légion Condor. Dans le villages castillans et andalous, on lit souvent sur les églises, le maisons de ville, les « Foyers du Parti », des inscriptions de c genre : « Il n'y a de liberté que dans l'ordre » (Léon XIII). —

Nous sommes la terre de l'ordre » (Franco). — « Esprit de la
nfe Croisade, Antonio Primo de Riveira, nous sommes prêts à
ompher des Rouges. » — « Sainte Espagne et Christ, notre Roi,
vous seuls appartient notre vie. » — « Nous sommes l'avant-
rde de l'Église du Christ, etc. »

A. Mertes rappelle alors les raisons historiques et géogra-
iques de cet état de choses et de l'état d'esprit correspon-
nt, qu'il décrit de façon concrète; il veut s'abstenir de
ger, mais termine sur des pronostics assez sombres.
Il passe ensuite au catholicisme français, qui a pris au
rieux, non sans souffrances et non sans y mettre le temps,
volution du monde; ce catholicisme est surtout caractérisé
r ses prêtres-ouvriers, à ne point confondre avec les prêtres
s ouvriers, qui ont leur bureau dans des usines espagnoles.
Les autres catholicismes sont définis en fonction des deux
pes majeurs, et, m'ont dit de bons observateurs, assez exac-
nent.
L'ensemble se termine par une recherche des fondements
éologiques de ces superstructures.

Je crois qu'on peut dire que se reflète dans l'opposition espagnol-
nçais... la vieille tension entre la pensée augustinienne et la pen-
e scolastique... Ce n'est pas un hasard si la théologie des Pères,
rtout d'Augustin, est une théologie de la grâce. Elle s'est déve-
ppée dans un temps où l'histoire décadente n'offrait rien de solide,
stable, d'idéal, rien, hormis l'inchangeable Parole de Dieu et
source sacramentelle de l'Église charnelle... Le soupir d'Augus-
« *O tenebrae vitae socialis* » projette l'inquiétude et l'insécurité
cœur dans la collectivité politique et historique... La théologie
s cultures sénescentes et la religiosité des hommes déçus et vieil-
sants est toujours une théologie de la grâce et de l'espérance...
Aussi peu fortuit, le fait que la théologie du Haut Moyen Age a
is en œuvre spécialement l'optimisme de l'avidité rationnelle, de
capacité de rendement éthique et, en général, de l'ordre de la
éation : Elle est pensée dans une époque de jeunesse, dans la
ussée d'une nouvelle culture. Sans doute, les pessimismes francis-
in, luthérien, pascalien, remettent l'accent sur la misère de la
ture humaine. Mais le dynamisme toujours vivant de la culture
cidentale répond encore à une théologie de la joie de la création.
e même que, dans la pastorale, ce fondement théologique s'ex-
ime dans la mise en avant du vouloir, de la dévotion individuelle,
des forces d'ordre naturelles, de même elle s'est exprimée, en
olitique ecclésiale, dans une Église prête à la lutte, qui a mêlé

de solides intérêts politiques à de légitimes points de vue pastoraux et idéalisé le fonds historique du Moyen Age.

... Dans tous les catholicismes européens sont en lutte l'optimisme de l'ordre « espagnol », et l'optimisme de la grâce « français ». L'un risque Pélage, l'autre Luther, sinon leur hérésie formelle, du moins l'exclusivisme de leur comportement. Ces dangers ne sont pas à dédaigner. Tout chrétien vit en permanence sur l'arête qui sépare le moralisme et le nihilisme éthique. Il n'y a point de solution brevetée pour éviter l'un et l'autre. Seule la foi à la charité active apporte le salut...

Dans le *Philosophisches Jahrbuch* (t. LX, cahier 4, pp. 385-405), le jésuite connu E. Przywara étudie la crise de l'Occident. Pour aborder cette pensée abrupte, ce style sans concessions, ce prophétisme quelque peu apocalyptique, il faut des souliers ferrés et des poumons bien accrochés; mais l'ascension en vaut la peine. Il n'est pas question ici de résumer ce résumé systématico-historique. Signalons seulement aux philosophes, aux théologiens et aux ecclésio-politiques, comme disent les Allemands, qu'ils y trouveront leur pâture, s'ils ont les molaires solides. La distinction, l'analyse, la critique des diverses théologies catholiques me paraît en particulier très bien menée.

Mais, on trouvera plus abordable et plus immédiatement utile l'étude d'une autre crise, celle de la foi. Un article récent de la *Nouvelle Revue théologique* (janvier 1951), sur la foi des élèves de l'enseignement d'État en Belgique, poursuit la piste frayée en décembre 1949 par un article sur la foi des élèves des collèges catholiques belges; en décembre 1950, l'abbé Gouyon de Bordeaux a utilisé les mêmes méthodes pour traiter de la foi des lycéens catholiques en France. Si un nouvel enquêteur se sent le courage d'offrir les mêmes questionnaires aux élèves de l'enseignement libre français, et de dépouiller les réponses, nous aurons peut-être de quoi éclairer notre lanterne sur cette voie épineuse et obscure, et de quoi doser l'influence respective de la famille, de l'école et de l'Église sur la foi des jeunes.

Il existe, en Belgique encore, une revue *Lumen vitae*, très vivante, spécialisée dans les problèmes de l'éducation religieuse. *La Revue diocésaine de Tournai* (mars 1951, pp. 167-173) rend compte des récentes livraisons de sa consœur. De ce compte rendu j'extrais quelques phrases où l'on résume les

·ticles de deux théologiens germaniques très versés en pas-
·rale, les professeurs Arnold et Jungmann. Il n'est pas
écessaire d'être confesseur ou docteur pour s'apercevoir
ue les chrétiens

·moignent trop souvent d'une regrettable ignorance religieuse qui
·rte non pas tant sur les grandes vérités de la foi que sur l'exacte
·mpréhension du message de Dieu; il leur manque une vue d'en-
·mble de leur religion.

Voici contre ce mal deux réactions du professeur Arnold. D'abord il

'insurge contre la tendance, trop ancrée encore de nos jours, à
résenter l'acte de foi comme une simple adhésion intellectuelle aux
érités révélées; il nous invite à revenir à une conception de la foi
ui était celle de saint Paul, des Pères et du Concile de Trente
ui-même; suivant cette conception, qu'une réaction trop négative
ontre l'erreur protestante a reléguée à l'arrière-plan, la foi est
ussi une réponse confiante de l'homme à l'appel de Dieu, un enga-
·ement, un abandon de tout l'être entre les mains de la Provi-
·ence.

Un peu plus loin il s'oppose énergiquement

à ces essais d'harmonisation de l'Evangile et de l'esprit du monde;
on y perd le sens de l'économie du salut comme de l'opposition
nécessaire entre le royaume de Dieu et le royaume de ce monde,
·t la religion est bientôt réduite à une vague religion naturelle ou
même à une simple morale naturelle. C'est donc la foi, au sens si
·lein que l'auteur donnait à ce mot au seuil de ce fascicule, que le
·rêtre et le catéchiste doivent prêcher sans se lasser; ils doivent en
·tre les témoins et même, s'il le faut, les martyrs.

Le P. Jungmann, lui, avec beaucoup d'observateurs,

déplore la trop grande dépendance dans laquelle se trouvent nos
catéchismes par rapport à la science théologique. C'est de là que
leur vient cette tendance trop analytique qui aboutit à faire appa-
·aître le christianisme comme un assemblage savant de thèses et
non comme la rénovation de l'humanité, œuvre dans laquelle nous
sommes personnellement engagés.

Selon lui, il serait plus heureux de grouper toutes les vérités chrétiennes autour d'un point central qui les éclaire, les hiérarchise, — à savoir autour de la personne du Christ. Il trouve, d'autre part, que la figure de Jésus serait mieux comprise si on la replaçait dans l'histoire de notre salut. C'est la méthode qu'il préconise notamment pour la première initiation chrétienne et qu'il voudrait voir dominer même l'exposé systématique de la religion.

Il expose alors la façon dont il conçoit cet enseignement aux plus grands et insiste sur l'éclairement nouveau qu'en recevrait la morale : celle-ci ne se présenterait plus comme un code de devoirs que nous acceptons contraints et forcés, mais comme une réponse joyeuse de nos cœurs au don de Dieu.

A.-Z. SERRAND.

Débat amical sur l'amour des ennemis

Dans son numéro 16 (quatrième trimestre de 1950), pp. 98-101, *La Pensée Catholique* malmène passablement l'article paru en mai dernier dans *La Vie Intellectuelle* sous la signature de F. Heer, *L'amour des ennemis* (pp. 515-535). Le collaborateur de notre confrère, qui se cache sous le pseudoyme de Lucien, finit par s'adresser aux Pères dominicains dans la revue desquels ont paru les pages incriminées et par vouloir engager le dialogue avec eux.

Ce que nous pensons des idées soutenues par F. Heer ? Tout d'abord qu'il n'est pas indispensable de leur demander d'être en tous points conformes à celles de saint Thomas d'Aquin, rappelées par notre interlocuteur. L'Église, alors même qu'elle recommande instamment de suivre l'enseignement de son Docteur commun, rappelle les limites de son autorité : « Les fils de l'Église ne doivent pas exiger les uns des autres plus que n'exige de tous leur mère et maîtresse commune : en effet, dans les questions sur lesquelles les bons auteurs ont coutume de discuter dans les écoles catholiques, personne ne doit être empêché de suivre l'opinion qui lui paraît plus vraisemblable » (Pie XI, enc. *Studiorum ducem*. A.A.S., XV (1923), p. 2.324). Ainsi donc cette revue qui s'inspire de saint Thomas a-t-elle pu accueillir un article dont certaines thèses n'étaient pas entièrement conformes à la pensée thomiste. Nous laissons au signataire la responsabilité du détail de ses opinions.

Aussi bien la question n'est pas là. Ce qui inquiète

cien, ce n'est pas le thomisme de F. Heer, c'est son hodoxie. Si l'on nous rappelle que, d'après saint Thos, « dans une société bien unifiée » les hérétiques opitres ne doivent pas être tolérés, mais abandonnés au ge séculier pour être mis à mort (*Sum Th.*, Ia IIae, 11, a. 3), c'est sans doute parce qu'on estime qu'il a pas là opinion particulière d'un docteur médiéval, is doctrine s'imposant à tout catholique.

En fait, il ressortira clairement, pensons-nous, d'un scours de Pie XII qu'il n'en est rien. S'adressant au bunal romain de la Rote, le Souverain Pontife a parlé ces termes : « Les délits d'apostasie et d'hérésie n'ont et ne peuvent laisser l'Église indifférente et inerte. ns doute, au cours des siècles, le tribunal chargé de défense de la foi a pu prendre des formes et des médes non exigées par la nature même des choses, mais i s'expliquent à la lumière des circonstances historiles particulières; ce serait faux toutefois de vouloir en er un argument contre la légitimité de ce tribunal luiême... S'il peut paraître à la conscience moderne que répression des délits dommageables pour la foi a paris dépassé, dans les siècles passés, les justes limites, ır contre, la société d'aujourd'hui montre généralement à ce point de vue une insensibilité et une indifférnce excessives. » Le pape cite plus loin le texte de actance au début du IVe siècle : « Il n'est pas besoin violence et d'injustice, parce que la religion ne peut re imposée de force... C'est pourquoi personne n'est tenu par nous malgré lui... » Et voici la conclusion : On ne peut objectivement reconnaître à l'erreur les êmes droits qu'à la vérité... Il suit de là qu'un membre l'Église ne peut sans faute nier ou répudier la vérité atholique déjà connue et admise. Et si l'Église, après voir acquis la certitude du fait de l'hérésie et de l'apostasie, le punit, par exemple, en excluant le coupable de communion des fidèles, elle reste strictement dans le omaine de sa compétence et agit pour la protection,

pour ainsi dire, de son droit domestique. » (Allocutio du 6 octobre 1946; traduction française dans *La Doc mentation Catholique*, t. XLIII (1946), col. 1187-1189

On aura remarqué comment le Saint-Père dans ce di cours s'abstient de mettre sur le même plan tout ce q a pu être fait dans les siècles passés pour la défense d la foi, comment il paraît concéder, ou du moins cons dérer comme une opinion admissible, que les juste limites aient été parfois dépassées. Et quand il s'agit d revendiquer positivement la légitimité de certaines me sures répressives contre les apostats, il ne mentionne d manière précise que l'excommunication, ce qui est loi de la peine de mort, mais qui correspond à la règle évan gélique : « Qu'il soit pour toi comme un païen et u publicain » (Mat., XVIII, 7).

Si *La Pensée Catholique* veut nous montrer qu F. Heer a contredit quelqu'une des vérités contenue dans ce texte pontifical, nous pourrons poursuivre l dialogue. Jusqu'à plus ample informé, nous estimeron que notre collaborateur est resté dans les limites de la fo et de la juste liberté reconnue par l'Église à ses enfants

Qu'il ait envisagé « une nouvelle morale chrétienn de la société » (p. 525), cela ne peut choquer ceux qu savent que l'enseignement de saint Thomas d'Aqui produisit sur ses contemporains une impression d'ex trême nouveauté et que le scribe instruit dans l Royaume des cieux est semblable à un maître de maison qui tire de son trésor des choses nouvelles et des choses anciennes (Mat., XIII, 52). Nous appartenons à un Église qui ne se contente pas de répéter littéralemen une doctrine fixée une fois pour toutes dans un livre sacré, la Bible. L'Église catholique possède aussi une autorité vivante assistée par le Saint-Esprit, et capable de donner, dans la fidélité à l'Écriture et à la Tradition une réponse inédite à des problèmes qui n'avaient pas encore été posés jusque-là.

Que F. Heer ait émis l'idée que l'adversaire nous est

tile, qu'il représente souvent notre second moi (p. 528), ous ne voyons pas de quoi nous scandaliser. L'ency- lique *Humani Generis* ne nous a-t-elle pas rappelé écemment que les penseurs chrétiens doivent bien con- aître les systèmes erronés de leur temps, « d'abord arce que les maux ne se soignent bien que s'ils sont réalablement bien connus, ensuite parce qu'il se cache arfois dans les affirmations fausses elles-mêmes un élé- ıent de vérité, enfin parce que ces mêmes affirmations ıvitent l'esprit à scruter et à considérer plus soigneu- ement certaines vérités philosophiques ou théologi- ues » ?

La question soulevée par notre collaborateur est sé- ieuse : nous ne nous le dissimulons pas. De nos jours ien des catholiques se demandent si la vérité se propage t se défend par des moyens de force. Des théologiens érieux répondent non. Si l'on rejette l'auto-critique, il ıe nous reste plus qu'à glorifier sans discernement tous es actes passés des chrétiens, toutes les théories théolo- giques. Mais une telle attitude en la matière serait-elle onforme à celle adoptée par Pie XII dans le discours ue nous citions tout à l'heure ?

Depuis le déclin de l'empire romain, l'Occident a vu ien des confusions entre le pouvoir de l'Église et celui le l'État. Les hommes d'Église ont été tentés d'utiliser our la propagation de l'Évangile les méthodes dont use égitimement le pouvoir civil pour protéger l'ordre ublic. Parallèlement les hommes d'État ont voulu faire entrer dans leurs attributions l'extension de la foi. Devons-nous revenir à cet état de choses ? Rappelons- nous plutôt que le Christ, Notre-Seigneur, a refusé de se laisser défendre par la force au jardin des oliviers et que devant le gouverneur romain il a fièrement expliqué les raisons de cette conduite : « Mon royaume n'est pas de ce monde. Si mon royaume était de ce monde, mes serviteurs auraient combattu pour que je ne sois pas livré aux Juifs... Je suis roi. Je suis né et je suis venu

dans le monde pour rendre témoignage à la vérité. Quiconque est de la vérité entend ma voix » (Jean, XVIII, 36-37).

LA VIE INTELLECTUELLE.

PORTRAIT

CONSTANCE D'ANDRÉ GIDE

Je ne sais trop ce que peut représenter la disparition d'André Gide pour la jeunesse d'aujourd'hui, le temps du « directeur de conscience » était bien passé, ce me semble ; mais les hommes de ma génération n'auront pas entendu la nouvelle de sa mort sans un profond bruissement de cœur. Qu'il nous aura donc occupés! Et s'il avait suscité des hostilités farouches, dont son orgueil se fortifiait, que d'affections silencieusement fidèles la partie noble de sa nature lui avait acquises, que l'autre, d'aveu en aveu, puis de provocation en provocation, ne pouvait qu'attrister plus douloureusement! Hier encore, un ami, qui ne l'avait jamais rencontré, me téléphonait de province pour me supplier, si j'écrivais de lui, de ne pas me montrer trop sévère...

Je n'en ai guère le cœur. Et non pas que je songe un instant à donner tort aux voix qui s'élevèrent pour combattre, avec la plus particulière de ses revendications, l'ensemble de son enseignement et pour en dénoncer le venin ; mais parce qu'envers l'homme qui demeura quelque quinze ou vingt ans le principal personnage de notre comédie intérieure, nous avons contracté une dette, et qu'à l'heure qu'il passe du monde des ombres au royaume des réalités, la reconnaissance et la prière siéent mieux que le combat.

Ses dernières œuvres étaient de moindre intérêt ; et il était trop intelligent pour ne pas le savoir, trop avisé pour ne pas le dire le premier, habile comme pas un

'il était à devancer l'objection, que la toute-puissance
éatrice empêche de naître. Il s'était desséché sitôt
hevés les Faux-Monnayeurs, ne donnant plus ensuite
uf Œdipe) que des ouvrages de peu de poids : puis
rci; puis vidé, comme il appert du dernier volume de
n Journal, où, si manifestement, il se force à écrire
core; et cette sclérose se fût volontiers excusée si
ge seul en eût été l'origine. Passons. Mais le vrai
ide était de ces esprits qui sont le sel de la terre, dont
ne se nourrit point, mais qui, à petite dose, conserve
ux aliments leur fraîcheur et rehausse leur succulence.
ne doute pas que son œuvre n'ait été pour beaucoup
poison; elle aura été aussi, pour certains, un contre-
ison.

En vérité, il nous instruisait deux fois : par ce qu'il avait à retenir de sa leçon et par le refus qu'il lui fallait finalement opposer.

Oui, leçon, refus, au singulier. Car il était bien moins vers qu'on ne l'a dit; ou plutôt il ne l'était que dans n art, mais alors merveilleusement; sans rival, à la ltre, pour varier les formes de l'expression, — et pour dire la même chose. Et d'ailleurs, il le savait. « Si examine ma vie, écrivait-il en 1927, le trait dominant ue j'y remarque, bien loin d'être l'inconstance, c'est au ntraire la fidélité. Cette fidélité profonde du cœur et e la pensée, je la crois infiniment rare. Ceux qui devant ue de mourir peuvent voir accompli ce qu'ils s'étaient roposé d'accomplir, je demande qu'on me les nomme, je prends ma place auprès d'eux. » Paroles de la plus iste, la plus décente fierté.

Et que disait-il donc, avec cette monotonie toujours euve du génie, qui n'a jamais qu'une étoile, une seule, ais si désespérément simple que toujours elle échappe sa prise et qu'il ne peut que consumer sa vie aux mille anières de faire lever les yeux vers le rayon qui l'illumine? Qu'il ne faut jamais demeurer; que « dès que otre regard s'arrête à elle, chaque créature nous dé-

tourne de Dieu ». De là sa défiance de la possession; s révolte contre les barrières qui risquent de mettre obsta cle à l'inconnu développement de l'homme; son rejet de doctrines, non pour être ceci ou cela, mais pour être doc trines; son refus de tout but, parce qu'un but oriente l spontanéité de la nature, et donc la restreint, la fausse bref, dans tous les ordres (sauf celui de l'art), sa hain du défini, *quel qu'il soit, où son attente illimitée du pos sible voyait pour l'homme tentation de s'arrêter dans l repos, au manquement de son devoir d'aller toujours plus avant.*

Il ne fait pas de doute qu'il ne se trompât à généralis ser jusque-là. Mais il commençait par avoir raison, et l tentation qu'il dénonça toute sa vie n'est pas imagi naire : parce que l'homme ne peut qu'il ne soit un ani mal tenté d'idolâtrie, spontanément enclin à vouer à se œuvres, et non moins de son intelligence que de se mains, une adoration impie. Ne suivre que Gide condui sait terriblement loin; il était le plus salutaire antidot à l'excès de statisme et de netteté de certaines doctrines de certains maîtres, de certaines natures.

Reste qu'à ne pas pousser jusqu'à l'adoration du vra Dieu l'on se fait une idole du renversement lui-même des idoles; comme le refus systématique des doctrines est doctrine. Mais Gide n'admettait aucune fixité de di rection, aucune transcendance, et nul plus que lui, par le refus de tout arrêt au principe du mobile, n'aura été un anti-Aristote : marque incontestable de sa « force d'esprit », toutefois, pour poursuivre la citation, « jusqu'à un certain degré seulement ». Et il aboutit ainsi au résultat qui eût dû faire le plus d'horreur à un adversaire de la demeure *: paisiblement installé dans une très confortable « inquiétude » d'abord, traversée de rares crises (de* Saül, *de* Numquid et tu), *puis dans sa tranquillité professée, et d'ailleurs véridique, il ne progressait pas. Et comment progresser si l'on ne sait pas où l'on doit aller? Le voyage ne peut être la fin du voyage*

se vouloir « pareil à qui suivrait pour se guider une nière que lui-même tiendrait en sa main » détenir le cret de faire longue route. Sola inconstantia constans : *r c'est une constance encore que la seule inconstance, la pire.*

La triste existence, tout compte fait, non tant « écar- 'ée », comme il l'écrivit un jour, entre le Ciel et l'En- r, que seulement mariant la tentation du sordide et lle du sublime, et tour à tour cédant à l'une et à l'au- e sans jamais connaître l'équilibre de la norme! et ur finalement se perdre dans quelle vaine sérénité nt la très réelle satisfaction ne masquait le vide à per- nne, ni d'abord à lui-même!

Mais son art suivait d'autres maximes que celles qui nt l'âme de son œuvre : parce que, nature plus éprise u beau que du vrai, sur ce plan du moins, il était sauvé ? ses principes par un besoin qui ne s'accommodait as d'être cultivé, mais exigeait d'être satisfait et le rçait d'avoir un but. Là donc, il accepte de s'engager; choisit; il refuse; quittant pour une fois la main de énalque, il n'a de cesse qu'il n'ait dessiné des contours xacts. Pour tout dire, il achève, *et de quelle magistrale ernière main! Encore n'est-ce là que la moitié de la uange qui lui est due : écrivain sans égal, sinon parmi s artistes les plus purs, non moins que par la précision u trait, pour ménager dans le plus ferme tracé cette art d'accueil et de collaboration qu'il avait appelée au- refois « la part de Dieu » : de sorte qu'il n'est presque as un de ses livres de la bonne époque qui ne présente n miraculeux équilibre entre ce qu'il faut qu'une œuvre ffre d'achevé pour être et d'inachevé pour être vivante.*

Voilà les bienfaits que nous recevions de lui, voilà nos ilencieux colloques : forme la plus authentique de la loire, et celle-là même qu'avait désirée sa jeunesse, u'il méritait. *Au prix de quoi tout ce qui suivit, pour voir plus d'éclat, ne pèse que le vain poids des honneurs.*

HENRI RAMBAUD.

ARTS ET LIVRES

Un faux problème : Art ou témoignage ?

Depuis quelques années, des théoriciens de l'art, peu nombreux mais persévérants, prétendent que la vraie vocation de l'art est de servir les grands mouvements sociaux de notre temps par une illustration fidèle de certains aspects de la vie contemporaine. Ainsi est né le *réalisme-socialiste* qui, en France et en Italie par exemple, attira un certain nombre de peintres, jeunes pour la plupart.

Deux expositions parisiennes très récentes nous fournissent matière à des réflexions concrètes sur ce sujet : *Le Pays des Mines*, d'André Fougeron [1] et *Les Peintres témoins de leur Temps* [2] qui groupe une soixantaine de peintres.

Nous pouvons de prime abord éliminer quelques conséquences secondaires — encore que d'une logique toute relative — de l'affirmation de base; sans doute l'art dit abstrait ou non figuratif ne semble pas trouver de place dans les conceptions en question; sans doute aussi un art représentatif d'une minorité sociale, d'une vie d'oisiveté, d'un monde de luxe s'en voit-il exclure. Qu'importe! Il faut, loin des élucubrations hautement théoriques, justifiables, respectables et stériles, pénétrer dans la matière vivante : les œuvres.

Les œuvres récentes de Fougeron s'attachent à décrire la vie des mineurs, depuis le travail au fond jusqu'aux

1. Galerie Bernheim.
2. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris.

rêves, aux batailles avec les C.R.S.; elles groupent des portraits, des dessins, des études préparatoires, et de grandes toiles consacrées à de vastes compositions aux multiples personnages. La critique qui n'était pas obligée de louer cette exposition fut unanime pour la trouver mauvaise. Cependant certains reconnurent du courage à Fougeron pour s'être attaqué à des sujets violents, d'autres parlèrent de la misère des travailleurs, de la dureté du métier de mineur... Tout cela est de la littérature. L'œuvre montre un illustrateur consciencieux, bon imitateur de la nature dans le dessin, appliqué dans la peinture. Mais à aucun moment n'apparaît l'étincelle qui révèle l'artiste, qui du dessin bien soigné fasse une vision originale, qui de tons violents chasse le mauvais goût pour y faire surgir l'audace créatrice. N'accusez pas le sujet! Goya stigmatisa avec génie les horreurs de la guerre — on pouvait le voir à la même époque [3] —, Picasso créa l'immortel Guernica. Fougeron, qui put faire un temps illusion quand il suivait ce même Picasso dans ce qu'il a d'imitable : certaines manières dont on peut user des procédés, étale publiquement le drame de son indigence quand il veut se créer un genre personnel.

C'est la valeur propre de l'individu qui fait celle de sa manière. Si les Russes contemporains n'ont pas de grands peintres, ce n'est pas la faute des sujets ni du réalisme. Au contraire, c'est parce qu'ils n'ont jamais eu de grands peintres qu'ils n'ont pas davantage, aujourd'hui, d'artistes capables d'exprimer une réalité que beaucoup doivent ressentir avec force et émotion.

Tout homme qui travaille est estimable et respectable; tout peintre n'est pas un artiste; toute idée n'est pas réalisable. Un homme peut entreprendre quelque chose pour quoi il n'est pas doué : c'est une affaire strictement privée. Ce qui est grave, c'est de vouloir transporter cette erreur dans le domaine public et présenter cette

3. Galerie Paul-Ambroise.

œuvre comme un type de ce qu'il faut faire, comme une réussite d'art. Sous le prétexte de se mettre à la portée du peuple, et de lui proposer ce qui doit — au sens d'obligation absolue — lui convenir, c'est le traiter de la plus dégradante manière : c'est lui couper la route de la vérité.

« Les peintres témoins de leur Temps » sont une expérience sans but politique : sur le thème du travail des peintres célèbres ont donné d'anciennes toiles (Matisse par exemple) et des jeunes en ont exécuté de nouvelles. Résultat honnête sans plus. Ni bon — car tous ont dû faire un effort pour rappeler ce thème du travail, il faut bien le dire, étranger à leurs préoccupations majeures qui sont d'ordre plastique — ni mauvais — car la plupart des participants sont restés dans leur style, et c'est le thème qui en a le plus souffert. Le critique Jean Bouret, un des organisateurs de ce salon, reconnaît lui-même[4] cette faiblesse : « Aucun ne redoute le thème mais beaucoup curieusement le tournent... » et avoue que « ce thème du travail n'emballe personne à fond ». Là encore c'est une question de tempérament. Un Coutaud ne conserve du thème que le titre de son œuvre. Un Lefranc le transfigure en étrange vision d'une poupe de navire vue sous les hélices! Un Braig en tire le meilleur parti, avec ses qualités de rythme et la puissance de sa construction tant formelle que tonale.

La conclusion qui en découle naturellement est que l'art reste, d'essence, individuel. L'artiste, témoin de son temps? comment pourrait-il en être autrement? Souvenons-nous de l'exposition : « Autour de 1900[5]. » Mais témoin de ce qu'il sent, et de la manière dont il le sent. Et avant tout artiste, c'est-à-dire transposant en termes plastiques ce que d'autres voient en termes politiques, économiques, sociaux, moraux, littéraires, etc... Quoi de

4. *L'Age nouveau*, février 1951, n° 58.
5. Galerie Charpentier.

s absurde que d'imposer un sujet à un artiste? Au-d'hui tout au moins, où on ne saurait facilement ıver entre les hommes une unité de mystique au long sé de culture plastique, comme par exemple au yen âge chrétien.

Iais prétendre que tel ou tel sujet est indigne de l'art, st-ce pas plus absurde encore?

ROBERT VRINAT.

L'artiste en face de la société

. est étonnant de voir que de nos jours, à une époque si riche de préoccupations sociales, la question de la ation des artistes en face de la société reste pour beau-p lettre morte. Car s'il est une richesse en ce monde trop vent attristant par le spectacle de son incohérence, de attitudes cahotiques et bouleversantes à la fois, c'est bien npleur des mouvements sociaux : un refus d'oubli, un ci — qui peut devenir démagogique — pour l'homme hérité, esclave. L'ordre d'un monde édifié sur le cadavre n innocent nous semble plus absurde que les désordres nous lui connaissons.

Iais n'y a-t-il des innocents que nous oublions; des escla-dont les chaînes sont comme invisibles ou cachées?

'entends parler ici des artistes et en particulier des pein-s. L'artiste, innocent et esclave! Je vois d'aucuns ricaner se dire que nul n'est plus libre que l'artiste, aujourd'hui tout. D'une liberté choquante, voire scandaleuse. Et que te liberté est signe de péché, que l'innocence de l'artiste celle du pharisien. Pareille réaction dénote un manque de gement et d'information. Que le lecteur me pardonne tre entier, le problème est urgent. Oublions les quelques istes qui jouissent de fortunes considérables. Ils sont es, et cette fortune leur est échue tardivement, après des

années de luttes et trop souvent de misère. Ces considérati
n'excusent d'ailleurs nullement des excès condamnables
ceux des prix surfaits ou des transactions financières qui
font autour des œuvres d'art. Pensons à ceux que nous
connaissons pas; ceux qu'à notre tour nous ignorons com
nos grands-parents ont ignoré Van Gogh et Gauguin, Utri
et Verlaine.

La critique d'art a mauvaise conscience et dans sa crair
de laisser dans l'oubli quelque génie de demain elle couv
de lauriers parfois immérités des artistes honnêtes... Et
société, a-t-elle aussi mauvaise conscience? Jusqu'à qua
va-t-elle refuser son aide et sa reconnaissance à ceux qui
chargent pour elle d'une mission difficile : celle de dire a
générations de l'avenir que nous sommes des vivants, sc
cieux aussi des valeurs permanentes de l'homme. Une recc
naissance exempte de flatteries; autrement dit une accep
tion intelligente et courageuse de leur art.

Car c'est à nous que s'adressent ces artistes. Non pas
termes d'orateurs ou de propagandistes (c'est en cela q
réside l'erreur d'un Fougeron) mais chargés de prophéti
sinon de témoignages. La révolution de l'art s'est faite
marge de la société. Et l'artiste en a peur. Pour lui e
signifie contrainte et académie, Prix de Rome et médaill
d'honneur jusqu'ici incompatibles avec une conquête qu
paye de précarité et de gêne. Le divorce de l'art et de
société s'est consommé dans le divorce entre l'artiste et
société.

Comment y remédier? Difficile question à laquelle nul
saurait prétendre, à l'heure qu'il est, donner une solutio

Mais une réponse au moins s'impose : il faut sortir l'a
des galeries où se trame trop souvent le complot du merca
tilisme. C'est-à-dire mettre le public en face d'un fait accor
pli sur lequel il ne s'agit pas de revenir : l'acquit de la rév
lution de l'art — celle qui prit naissance il y a cinquan
ans et dont Cézanne est incontestablement la plus gran
figure.

La réforme d'une mentalité ne se fera que par une impr
gnation journalière, par une présence continue dans la ru
sur nos murs, dans nos églises, dans nos écoles, en tout lie
où nous vivons et où nous passons, de formes et de couleur
de rythmes et de figurations qui soient la marque d'un a

vant. Bientôt elles se feront souvenir et réalité, réceptacle sentiments et d'évocations. L'œuvre d'art aujourd'hui core étrangère deviendra le canevas de nos rêves et de nos poirs.

Réforme de la mentalité du public. — Les moyens techques sont de plus en plus abondants. Les livres d'art pourient atteindre des prix abordables par une diffusion plus rge, encouragée par des milieux compétents. Les reproducns toujours plus fidèles à l'œuvre permettent à chacun de créer son musée privé. L'école se doit également d'ouvrir jeunesse à des formes d'art qu'elle sera peut-être amenée perpétuer. Le cinéma se montre un instrument magnifique ns la présentation et l'explication des maîtres contempoins. Avant tout, doit enfin disparaître l'image erronée que op de gens se font de l'artiste. *L'artiste est un homme qui besoin de vivre; et de vivre autant que possible de son art.* Cette affirmation est chose étrange pour beaucoup. Mais il faut pas oublier qu'un artiste digne de sa vocation préfèra la misère à l'abandon d'une palette personnelle. Le aint-Sulpice, profane ou religieux, a fait son temps. Il serait on de le balayer où que ce soit. Car c'est de cette peinture grands magasins que vivent encore trop de prétendus rtistes!

Réforme de la mentalité des artistes, dira-t-on en échange. l est difficile de faire comprendre à un chien fouetté que les auvais jours sont passés et qu'une niche paisible l'attend. Que les artistes me passent cette image. Ce n'est pas une iche paisible qu'ils demandent, mais des ateliers pour travailler et du pain pour eux et pour leur famille. Il serait bon ourtant qu'ils nous redisent, et serait-ce du fond de leur olitude, comment ils désirent partager notre vie, nous rapeler nos souffrances et nos mythes, notre visage d'hommes. L'artiste est un enfant terrible. N'y a-t-il donc plus de poètes our le comprendre, lui et ses sortilèges? N'est-ce pas la ocation du critique d'art que d'être ce poète, puis héraut?...

Sortir la peinture. Placer des sculptures dans nos jardins, le belles affiches sur nos colonnes et dans les bouches du métro. Il faut *créer des possibilités de travail pour les rtistes.* La peinture de chevalet restera le privilège de

l'homme d'intérieur et du voyageur qui emportera en sa demeure d'un jour l'objet d'art qui fait sien le lieu étranger. Ainsi l'art ne sera plus un luxe.

Les problèmes économiques qui accompagnent toute réforme sociale restent ouverts. Encore ne faudra-t-il jamais oublier que c'est en fonction de cet art « public » qu'ils seront résolus. Les collectivités productives, industrielles et commerciales, communales, urbaines ou religieuses sont les seules d'aujourd'hui à même de remplir le rôle de mécènes que le libéralisme bourgeois a dévalorisé en soumettant la production artistique à la loi de l'offre et de la demande. Conception qui obligea les novateurs, en un temps de décadence des arts tel que le XIX^e siècle « officiel », à sortir du circuit économique, à se mettre en marge de la société jusqu'à ce qu'elle revienne à eux. « Dans ces échanges à travers quoi l'art et la société se cherchent mutuellement et se trouvent, l'art moderne doit subir d'ultimes variations, mais non point l'art en lui, sa nature intrinsèque, ses vertus propres et en particulier celles qui en font essentiellement une manifestation de la liberté humaine[1]. »

Nous sommes tous responsables de cette rencontre et de cette liberté. Il n'y a pas de différence fondamentale entre le problème ouvrier et le problème des artistes. Les solutions sont différentes, mais c'est une même prise de conscience qui doit inciter à des démarches diverses. Elles engagent la société entière.

PH. SECRETAN.

N. B. — L'impossibilité de donner des chiffres précis relatifs à cette question prive peut-être ces réflexions de leur valeur documentaire. Toutes les statistiques nécessaires à donner un aperçu plus clair de la situation sociale des artistes restent encore à réaliser.

1. Jean Cassou, *Situation de l'art moderne*. Édit. de Minuit, 1950.

Le suicide du roman

1. Samuel Beckett, *Murphy* (Bordas).
2. Armand Hoog, *L'Accident* (Grasset).
3. Brice Parain, *La mort de Socrate* (Gallimard).
4. Jacques Lemarchand, *Geneviève* (Gallimard, 1945).
5. Rolland Cailleux, *Saint-Genès ou la vie brève* (Gallimard, 1943).
6. Malcolm Lowry, *Au-dessous du volcan* (Corrêa).
7. Maurice Blanchot, *Thomas l'Obscur,* nouvelle version (Gallimard).
8. *Thomas l'Obscur* est la version très réduite d'un roman paru sous le même titre.

Vous reconnaîtrez le roman-suicide : *a*) à ce qu'il comporte préface ou post-face (ou les deux), à ce que des textes l'encadrement l'obscurcissent encore; *b*) à ceci enfin que personne ne peut en parler sans le noircir de nouveau. Ne vous connez pas, il est impossible de pénétrer dans le livre et de sortir en même temps de la loi qu'il promulgue; ou bien en écrire équivaut à une défiguration profonde. L'exemple de Feuerbach est bien connu : il ne détruit pas Hegel, mais le complète et c'est parce qu'il le critique d'une façon hégélienne. Il faut être poète pour parler d'un poète, dit aussi Bachelard. Premier signe d'une nostalgie de la mort, s'il est vrai que sortir du monde ou de la vie commence à l'ésotérisme, ou à la franc-maçonnerie. Aussi bien, qui pourrait parler du roman-suicide sans collaborer à sa fuite hors du roman, sans participation à l'assassinat de l'ordre romanesque? La loi production-consommation, telle que Claude-Edmonde Magny l'énonce et où le consommateur fait un effort au moins égal à l'acte du producteur, ne demeure marxiste que sur le plan de la lecture; par la suite, dans le déroulement d'une réflexion, il n'est pas de métaphysique du roman qui sache permettre à Maurice Blanchot ou à Malcolm Lowry l'acceptation de la tâche du lecteur le plus tenace. Car la lecture ne mord plus que sur le vide, il n'y a ni roman ni romancier. Autre façon de répéter ce que quelqu'un a dit : dans la dialectique, il n'y a pas de suicide.

Le suicide du roman est déjà une catégorie historique et, en quelque sorte, le roman-suicide une tradition. Tradition gidienne en premier lieu, si l'on se souvient des *Faux-Monnayeurs* et de sa dichotomie démultipliée : roman, roman du roman, journal du romancier, journal du roman et, pour finir, roman du romancier. Il était clair que le passage d'un plan de création à l'autre, loin de donner naissance à un élargissement indéfini, basé sur la négation de toute limite, aboutissait au contraire à une giration, dont chacun sait qu'elle se réduit immanquablement à un point. Du grand œuvre gidien, il s'éparpilla au moins un assez grand nombre de trucs, on ne se lassa plus de romanciers entourés de leurs propres personnages, de journaux de romans, de romans de journaux... Le genre lui-même s'amenuisait d'autant, dans cet entretien d'une torture réglée, horlogère, presque chinoise.

Ce n'est là que technique. Raymond Queneau * n'aime point tuer à petit feu. Il massacre en masse, comme les généraux, et suivant deux essentielles stratégies : ses romans sont soit le pastiche de la vie, soit celui de la littérature. Le sado-masochisme y est éclatant de vitalité. Or le roman est par essence confiance éperdue en la vie et en la littérature. Samuel Beckett [1], neveu de Joyce, à moins que ce ne soit de Jarry, impose au roman ce défi : ou transmutation en humour de pureté toute chimique, cristallin, et comme tel recréateur du monde, ou capitulation sans discours. A un point très éloigné, Armand Hoog [2], appliquant strictement les règles conditionnelles de Kafka, se livre à une pasteurisation, sous autoclave, du romanesque. Lequel apparaît, après l'opération, sous forme d'un squelette passé à l'encre de Chine. Brice Parain [3] écrit le roman du silence, ambiguïté clouant la parole au mur et à travers laquelle le sort du descriptif comme celui de l'emploi des mots à quelque production du réel semble peu viable. Par ailleurs, Jacques Lemarchand [4] provoque les besoins et les conditions du récit jusqu'à lui faire rendre tout autre chose que ce qu'il doit. L'inversion qu'il invente consiste avant tout à se passer de héros, de premier plan, de moyen de saisie : en un mot à écrire un *Monsieur Teste* qui serait psychologique.

Rolland Cailleux ajoute, à cet essai de mutation de la

* Toute l'œuvre chez Gallimard.

ure romanesque et de la nature humaine, une virtuosité
is grande : sadisme à l'endroit du personnage, masochisme
'endroit du roman. Son *Saint-Genès* [5] passe en revue toutes
techniques possibles du roman et, par là, épuise la possi-
ité technique du roman. Dans son propre cours, il repro-
it l'histoire du Roman, la mimant jusqu'au point où il ne
reste plus qu'à s'enterrer de ses propres mains. Le suicidé
ra ici creusé sa tombe. Et c'était nécessaire : il ne restait
is personne sur la terre, pas même un employé des pompes
nèbres.

C'est ainsi que se poursuit, de génération en génération, la
cherche d'un Mallarmé du roman. Mais la page blanche est
gros lot d'une loterie à laquelle ne gagne qu'un homme
r siècle. La plupart se ruinent en billets, ne parvenant
nais qu'à reproduire l'acte d'Eluard intitulant un poème
ritique de la poésie.

Critiqué par le romancier, torturé, malade d'une peste
noureuse d'elle-même et surtout inventive, le roman se porte
en là où il a à peine besoin d'un romancier : là où
nomme historique le nourrit seul. Plus il réussit dans cette
ernière voie, plus il rêve de mort dans la première. Dans
tte perspective, l'acharnement de Malcolm Lowry répond
l'abondance, à l'éclatante santé d'un roman du témoignage,
u tribunal social, de circonstance politique, ou encore de
pport humain. Le déjà fameux *Au-dessous du volcan* [6], il
rait utile de le voir comme procès de l'optique romanesque
n général. Je veux bien qu'il soit autre chose : poème d'une
égradation spirituelle, aventure d'un consul malade de
âme, récit de la multiplication des plans, de la désorganisa-
on des malades, roman de la simultanéité, désagrégation
'un ivrogne, désagrégation du réel, mysticisme, exotisme,
sotérisme, kabbale; et la somme de tous ces retranchements
onne bien, il est vrai, un procès du monde. Il n'est pas
cependant jusqu'aux anecdotes rapportées au sujet de sa
omposition et dont on pourrait faire un *Moby Dick* de
'écriture, qui ne m'engagent à voir là un réquisitoire minu-
ieux. Au premier chef, une méthode de suicide.

Malcolm Lowry introduit à n'en pas douter, dans la pano-
lie des instruments de suicide, une variante notable : l'an-
hropophagie. Maurice Blanchot n'a pas cette dernière habi-
eté de bourreau, mais il est celui qui s'approche le plus de

la figure idéale du Mallarmé-romancier. Son livret[7] est celui de l'écrivain que fascine son pouvoir particulier sur les mots et qui veut, en provoquant ce pouvoir, toujours accroître sa fascination. Je vois mal quel autre but il pourrait rêver hors celui de faire basculer sa puissance au-dessus de sa propre limite quand, parfaitement pure, elle n'existe plus enfin. Thomas, personnage d'autant plus irréel qu'il est plus entièrement rivé au fond du réel même, n'accomplit rien de frappant. Mais ses gestes, au lieu de dégager de la banalité, produisent de l'insolite à partir même de ce banal. Au niveau du langage, la technique du dépaysement est simple : il suffit de provoquer le heurt de contraires qui ne s'annuleront pas sans avoir détruit les apparences, aussi bien que l'ordre commun des choses.

« ... son désir de ne pas marcher qui le faisait avancer... poussé en avant par son refus d'avancer... il faisait de cette absence de vision le point culminant de son regard... il voyait comme objet ce qui faisait qu'il ne voyait pas... ceux qui souffraient étaient heureux,... le blanc trouvait avec le noir une substance commune... elle offrit son absence d'amitié comme l'amitié la plus vraie... » Ce balancement entre l'être et le non-être auquel Blanchot voue ce qui est, nul doute qu'il ne soit le symbole, mieux le contrôle permanent d'une vision, d'un acte métaphysique. Mais disons aussi qu'il est une rhétorique, sa fonction première de détruire toute rhétorique ne changeant rien à l'affaire. Si bien qu'on a le sentiment d'un exercice de style, d'une littérature facile, algébrique, et qu'une fois en possession de la règle du jeu chacun peut reproduire. Ainsi, du moins, saisissons-nous *sur le fait* une littérature se détruisant en tant que telle, mais de plus liée historiquement à la destruction, et parce qu'elle veut durer, et en même temps parce qu'elle remet en question sa nouvelle structure. L'admirable suspicion ! Mais quel air sédentaire ! Où ai-je déjà lu ces récits de désagrégation d'échanges de personnalité, de vampirisme psychique; où ai-je déjà appris que la conscience détruit la vie ? « Je pense donc je ne suis pas », dit Thomas, il ne restera du roman quand il aura atteint le vide, que l'ornière laissée sur un sol de catastrophe par une machine pneumatique[8]...

GABRIEL VENAISSIN.

Chronique

C'était un samedi soir, comme dans la chanson, et l'ouvrier parisien remplissait la salle du Théâtre Verlaine. A prix égal, les dernières places ne sont pas meilleures que dans les théâtres bourgeois; mais, si j'ai bien compris le dialogue entre mon voisin de queue et la caissière, la carte du Parti procure une réduction substantielle à l'orchestre. Le spectacle, annoncé pour neuf heures, commence à neuf heures et demie, selon la meilleure tradition des théâtres bourgeois; mais, ici, un camarade de la troupe a la gentillesse de nous expliquer pourquoi : en semaine, le rideau se lève à l'heure prévue parce que la salle est à demi vide; le samedi, une longue queue attend devant le guichet et il faut attendre qu'elle ait fini d'attendre.

Le théâtre Verlaine est actuellement occupé par le théâtre indépendant de M. Clément Harari. Il y a deux ans, la troupe jouait avec talent *Plutôt qu'une autre*, de Robert Ranzo, œuvre trop prétentieuse pour rester du théâtre. L'année derière, elle présentait *Ils attendent Lafty*, de Clifford Odets, dont on ne peut dire que c'est une mauvaise pièce puisque ce n'est pas une pièce du tout. Aujourd'hui, elle donne *La Tragédie optimiste,* de Vichnevsky, le célèbre dramaturge d'U.R.S.S., qui vient de mourir : cette fois, c'est une pièce de théâtre. Disons même que, si une troupe communiste ou communisante a un sens, au point de vue artistique et pas seulement au point de vue politique, c'est en faisant connaître des œuvres de ce genre qu'elle le montrera.

La Tragédie optimiste est bien supérieure au *Train blindé* que nous avions vu jadis aux Bouffes du Nord. C'est du théâtre « engagé » au service de la Révolution mais qui se veut dégagé des poncifs révolutionnaires. Vichnevsky se plaît à distinguer « les auteurs » et « les membres de la société des auteurs »; il connaît Shakespeare et n'a pas oublié la scène des comédiens dans *Hamlet;* dans un intermède burlesque, il se moque de tous ces pantins qui encombrent la scène soviétique, « le bon communiste », l'officier blanc systématiquement ivrogne, noceur, etc. Ce côté satirique de la pièce est excellent. Il est, d'ailleurs, très habile, car il ne me paraît nullement certain que Vichnevsky lui-même ne mêle pas quelques images d'Épinal aux images de la réalité.

La tragédie est celle d'un régiment de marins entièremen massacré en 1918. Mais elle est *optimiste* parce que, comm dans celle de *Polyeucte*, la vie présente est sacrifiée à un vie future. La révolution est joyeuse par essence puisque se martyrs bâtissent la cité de l'Homme. L'histoire du régi ment est à la fois jouée sur la scène et commentée par deu marins d'aujourd'hui, contemporains et guides des specta teurs. La lutte des rouges contre les blancs n'est qu'un cadre : le drame idéologique met aux prises, dans le camp des rouges, les anarchistes et les communistes. A cet égard l'œuvre représente un « documentaire » intéressant.

Peut-être la mise en scène de M. Clément Harari souligne t-elle trop volontiers ce côté « documentaire ». Pour être vraiment tragique et, au sens métaphysique du mot, optimiste, *La Tragédie optimiste* devrait recevoir une interpré tation d'un style moins réaliste et plus poétique.

C'est ce souci de l'expression poétique qui doit être lou dans le spectacle de pantomimes de Marcel Marceau au Studio des Champs-Élysées. Il arrive souvent au théâtre que la soirée commence bien et que la fin ne tienne pas les pro messes du début. Ici, c'est le contraire. Le spectacle ne com mence pas mal mais par une série de *Bib* et *La Foire* qui en dépit de la réussite, ressemblent un peu à des « études ». Ensuite, *Le Manteau*, mimodrame tiré d'une nouvelle de Gogol, partie en jeu d'ombres, conte une histoire pitoyable et grotesque : avec des moyens très simples, cette jeune équipe s'impose et avec elle impose le genre difficile de la pan tomime. Enfin *Moriana et Galvan* nous fait comprendre que l'art du mime n'est pas limité à la pantomime. M. Alexandre Arnoux a parfaitement défini le sens de cette œuvre qu'il avait tirée jadis du *Romancero mauresque* pour Dullin « C'était une tentative de drame plastique, réduit à son essence et pourvu d'un minimum de texte. » Ce texte est confié à des récitants : les paroles sont l'accompagnement du jeu et non une partie du jeu. L'expérience présente un grand intérêt pour le cinéma autant que pour le théâtre. Ajoutons que la mimique du visage est supprimée par le masque, de là un contraste saisissant entre l'impassibilité des figures et le mouvement des corps. Costumes, décor, rythme de l'action, sobriété des gestes, beauté des voix, constituent une synthèse harmonieuse.

Paris possède un autre mime en la personne de M. Robert héry, le père de *Bonnenuit* et maintenant de *Dugudu*. is le spectacle du Théâtre La Bruyère s'oriente plus vers cabaret et le music-hall de petit format, de sorte que la pantomime se détache du théâtre proprement dit et ne dépasse pas les limites du « sketche ».

Il reste qu'un spectacle comme celui-là et le succès de Robert Dhery prouvent le besoin d'un théâtre comique, ême le retour à Feydeau : la Comédie Française inscrit *Dindon* à son répertoire. Y a-t-il « une querelle du Dindon »? Dans son article du *Figaro littéraire* du 10 mars, Jacques Lemarchand ne le pense pas, mais sa façon de le penser signifie que la querelle existe; et, dans *Combat* M. Thierry Maulnier expose avec humour les thèses s'affronteront, y compris celle qui verrait dans les gaudoles de Feydeau la plus profonde métaphysique de l'existence.

Ceci dit, si la Comédie Française n'avait que la salle de rue Richelieu, la reprise du *Dindon* eût été une erreur et n aurait pu dire avec Lemarchand qu'elle n'est pas faite ur cela. Mais elle doit faire vivre aussi la salle du Luxembourg et, sur cette scène, son rôle est bien plutôt de ressusciter un excellent vaudeville de « la belle époque » que de ver *Le Président Hautecœur*. *Occupe-toi d'Amélie* eût été ffrable au *Dindon*, qui a des longueurs, mais les représentations de Jean-Louis Barrault rendaient la chose impossible.

L'autre reprise de la Comédie Française ne soulèvera une querelle.

Chacun sa vérité est « au fond » un faux drame, mais tellement « au fond » qu'on ne s'en aperçoit pas et que l'œuvre ste puissamment dramatique. Est-ce que l'expérience douloureuse de Pirandello rayonne en elle? Dans *L'Homme* ret, F. V. Nardelli a raconté l'effroyable histoire : Pirandello a vécu dans la compagnie d'une folle; le délire de sa me « fut l'aiguillon invraisemblable de son intelligence » ; sa démence même en fit une Muse. Chapitre extraordinaire qu'il conviendrait d'ajouter à ceux de *L'École des* ges, le récent livre d'Ét. Gilson.

Nous avions vu *Chacun sa vérité* avec Dullin à *L'Atelier;* us l'avions revu, à la Comédie Française, dans une mise

en scène de Dullin, avec M. Ledoux; nous venons de le revoir, sur la même scène, avec le même M. Ledoux, et toujours en éprouvant une impression faite de curiosité et d'angoisse, sans une minute de détente ou de reprise de soi. L'auteur possède son public.

En fait, si un drame ne permet pas d'ériger en maxime « chacun sa vérité », c'est bien celui-là! M. Ponza déclare que sa femme est morte, que Mme Frola, sa belle-mère, ne veut pas l'admettre et qu'elle prend pour sa fille une seconde Mme Ponza. Mme Frola déclare que sa fille n'est pas morte qu'au cours d'une crise délirante M. Ponza l'a crue morte et qu'on a simulé un second mariage. Voici deux vérités dit Pirandello. Mais non! Il y a une vérité et c'est Mme Ponza qui la tient : elle sait tout de même bien si elle est la fille de Mme Frola ou une seconde femme de M. Ponza. Mais l'art presque magique de Pirandello est tel que nous n'y pensons pas, que nous attendons trois actes pour voir surgir l'idée simple de consulter Mme Ponza : et quand elle apparaît, refusant de dire *la* vérité, nous continuons à penser qu'en effet « chacun a *sa* vérité ». C'est très fort.

HENRI GOUHIER.

CINÉMA

Trois films à sujet religieux : *Les Sœurs casse-cou — Maître après Dieu — Onze Fioretti de saint François d'Assise.*

Il faut revenir une fois encore sur les questions que posent aux chrétiens les films qui touchent de près ou de loin à des sujets religieux. Voici en effet que nous sont présentés trois films qui mettent en cause le clergé, la foi et la vie d'un saint. Le premier est américain : *Les Sœurs casse-cou,* le second, français : *Maître après Dieu,* le troisième, italien : *Onze fioretti de saint François d'Assise.* Le seul point commun de ces films est d'ailleurs leur référence au christianisme; le premier adopte le ton de la comédie humoristique, le second, celui du drame contemporain et le dernier, celui de l'évocation historique.

La série des films « catholiques » américains nous a jus-
'à présent déçus. *La route semée d'étoiles* (avec Bing
rosby) *Les cloches de Sainte-Marie* (avec Ingrid Bergmann)
présentaient du christianisme que son aspect le plus exté-
eur et se limitaient à exploiter — en l'exagérant d'ail-
urs — le « pittoresque » présenté par les soutanes et les
rnettes. *Les Sœurs casse-cou* est sans doute moins vide de
rité. La foi naïve, l'esprit d'imprévoyance et la confiance
la Providence qui animent ces deux petites Sœurs venues,
ns aide et sans recommandation, fonder un hôpital dans
pays qu'elles ne connaissent pas, sont des aspects du
ristianisme qu'il n'est pas inutile de souligner. Il n'est pas
auvais non plus de montrer une religieuse conduisant une
ep « à tombeau ouvert » et d'en montrer une autre dispu-
nt un match de tennis (non pour son plaisir d'ailleurs mais
pour la bonne cause ») : c'est un moyen comme un autre
aller contre le cliché anticlérical qui présente les religieu-
s comme de pauvres femmes un peu ridicules. La bonne
meur règne dans ce film et Loretta Young avec Céleste
olm créent des personnages de bonnes Sœurs bien sympa-
iques — et même bien séduisantes.

Mais ce sont là les seuls éléments positifs qu'on puisse dé-
uvrir dans un film construit par ailleurs exactement comme
utes les comédies américaines. On pourrait, avec avantage,
mplacer les personnages de religieuses par de petits scouts
écidés à réaliser une B. A. par les moyens du bord pendant
n camp de Pentecôte.

L'histoire elle-même (qui a d'ailleurs une base authenti-
ue) demanderait quelques commentaires. On nous montre
eux religieuses d'un Ordre français débarquant de Norman-
e en 1946 pour fonder un hôpital à Bethléem (U.S.A.). Il
eut paraître curieux que ces religieuses, à la suite d'un vœu
l'une d'entre elles, abandonnent un pays dévasté par la
uerre pour venir construire un hôpital dans le pays le plus
che du monde. D'autant plus qu'elles sont suivies au bout
e quelques semaines par le reste de la communauté. Ce
oint de départ demanderait quelques explications.

Tout le film nous montre les efforts de ces religieuses pour
ouver l'argent nécessaire à cette construction. Démarches
uprès d'un bookmaker véreux de New-York (qui se montre
énéreux), auprès d'un compositeur d'Hollywood (qui finit

lui aussi par « contribuer » largement). Nous savons bien q l'argent est nécessaire et nous sommes pleins d'admirati pour les religieuses quêteuses. Mais quand on fait un fil sur ce sujet, il nous paraît intéressant de dire au public *pou quoi* toute l'activité de ces religieuses est absorbée par recherche de l'argent. Or rien ne nous est dit des motifs q les poussent à construire un hôpital, aucune liaison n'est ét blie entre leur christianisme et leur activité. La charité, da ce film, n'est représentée que par les dons obtenus à force persévérance, rien ne permet de comprendre que c'est la ch rité, au sens vrai du mot, qui inspire les religieuses.

Film superficiel, *Les Sœurs casse-cou* ne dépasse pas niveau de l'aimable divertissement.

Maître après Dieu est un film rien moins que superfici La pièce dont il est tiré développe un fait divers vrai : l'hi toire d'un navire hollandais qui, au début du nazisme, e barque à Hambourg une cargaison de Juifs à destination l'Égypte. Mais ils seront refoulés d'Égypte (les passepo fournis par les Allemands sont faux); il n'est pas questi de les ramener à Hambourg; le navire erre de pays en pay chacun refusant d'accueillir ces passagers partout indé rables.

Le film est assez différent de la pièce et nous voudrions nous en tenir au film. Son intérêt essentiel réside dans l'év lution intérieure du capitaine, qui nous est présenté au déb comme un forban sans scrupules, mais qui se laisse touch par la pitié devant le spectacle de la misère de ses passage et surtout d'un groupe d'orphelins qui suivent leur destiné Son navire partout repoussé, il décide de mettre le cap s l'Amérique. Au cours de la traversée il découvre par hasa une Bible, se plonge pendant plusieurs jours dans sa lectu et en conclut que, dans sa situation, Dieu ne peut manqu de l'aider et même de lui envoyer un ange pour le tirer d'a faire. L'ange tarde à venir, les U.S.A. refusent de recev les apatrides, et le capitaine ne mènera à bien la missi qu'il s'est fixée qu'en sabordant son navire au milieu d'u régate de yachts de plaisance : les Américains seront ain contraints de recueillir les réfugiés, même si le capitai paie d'une peine de prison cette entorse aux règlements ma times.

On voit la grandeur du sujet. Le drame humain des apatrides, le drame intérieur d'un homme qui se heurte au problème du mal et le résout en faisant confiance à Dieu. Voilà deux éléments qui pouvaient faire de *Maître après Dieu* une très grande œuvre.

Le réalisateur, Louis Daquin, parvient très correctement à suggérer le drame des réfugiés entassés dans la cale du navire. Nous sommes beaucoup plus gênés par les scènes qui évoquent la « conversion » (humaine d'abord, presque religieuse ensuite). Le choix qui a été fait de Pierre Brasseur pour interpréter le rôle du capitaine ne facilite pas les choses. S'il est très à l'aise dans la mascarade religieuse du début et dans le personnage du forban, quand il se met à lire la Bible et qu'il fait une sorte de pari avec Dieu, son jeu (est-ce volontaire, est-ce involontaire ?) n'est guère convaincant.

Les voies du Seigneur sont imprévisibles, et nous admettons fort bien qu'il touche l'âme de ce marin aux allures débraillées de joyeux larron. Mais sur un tel thème la marge est très étroite entre le récit qui suggère l'irruption du surnaturel dans une vie et celui qui réduit cette découverte de Dieu à une lubie de déséquilibré qu'il est impossible de prendre au sérieux. C'est affaire de nuances dans la réalisation et l'interprétation. Louis Daquin et Pierre Brasseur nous offrent de ce sujet une version qui conduit à la seconde hypothèse plus facilement qu'à la première. A notre avis tout au moins, car dans ce domaine il est difficile d'être catégorique et il s'agit de réactions de sensibilité.

Onze fioretti de saint François d'Assise pose une question analogue. Présenté à Venise sous le titre (plus ambitieux et moins exact) de *François, jongleur de Dieu*, le film fut accueilli avec froideur. On pouvait pourtant attendre beaucoup de Rossellini sur un pareil sujet : son style dépouillé, l'art avec lequel il est parvenu dans la plupart de ses films à évoquer la vie dans ce qu'elle a de plus quotidien, pouvaient nous faire espérer une évocation de saint François tout près de nous, pleine de vérité et de simplicité.

Le film raconte plusieurs épisodes des *Fioretti* et ne retient que quelques aspects pittoresques de la vie des premiers franciscains. Il ne parvient jamais à évoquer la grandeur de saint François ni la signification (pourtant si profonde et si

actuelle) de son message. Rossellini a voulu que tous ses personnages soient interprétés par de véritables franciscains; il a fait appel à deux religieux (un dominicain et un franciscain) pour établir le scénario. On reste pourtant interdit devant la pauvreté (au mauvais sens du mot) du résultat.

Rien ne transparaît dans le film de la joie franciscaine. Le sens de la nature, la beauté de la lumière d'Assise sont curieusement absents de ce film italien qui se déroule paradoxalement dans une grisaille nordique et dans des paysages pelés de banlieue industrielle (peu importe les lieux où a été tourné le film, ce qui compte c'est la vision qu'on nous en donne). On nous montre une bande de moinillons, souvent grassouillets, qui sautillent sans cesse dans une prairie sans aucun naturel. Les anecdotes racontées, isolées de tout contexte, perdent toute signification. Quant à la scène où Fabrizzi, comme un clown déguisé en chef barbare, fait d'horribles grimaces au milieu de guerriers d'opéra-comique, on n'y trouve que matière à ridicule.

Le film extraordinaire que la vie de saint François pourrait inspirer reste à faire.

Nous écrivions un jour ici que les chrétiens, quand il s'agit de juger un film à sujet religieux, doivent se garder aussi bien d'une indulgence systématique que d'une sévérité excessive (suscitée par des exigences que le cinéma, par nature, ne peut satisfaire). La déception que nous éprouvons à l'égard des trois films que nous venons de citer ne relève pas, nous semble-t-il, d'un parti pris de dénigrement systématique. Est-ce trop demander que d'exiger qu'un film qui décrit la vie de religieuses consacrées à la charité donne un sens à cette charité ? Qu'un film qui évoque la découverte de Dieu ne cultive pas une ambiguïté qui risque de faire interpréter cette découverte comme une rêverie de détraqué ? Qu'un film enfin qui prend pour sujet la vie d'un des plus grands saints, ne réduise pas cette évocation à une sorte de guignol superficiel ?

J.-P. CHARTIER.

Imp. AUBIN, LIGUGÉ (Vienne). *Le Gérant :* G. CHIFFLOT.
D. L., 2e trimestre 1951. — Imprimeur, n° 653.
N.M.P.P